Abderrahmane KIOUANE

Les Débuts D'une Diplomatie De Guerre

(1956 - 1962)

Journal d'un Délégué à l'Extérieur

Abderrahmane KIOUANE

LES DEBUTS D'UNE DIPLOMATIE DE GUERRE (1956 – 1962)

ournal d'un Délégué à l'Extérieur

Du même auteur, aux Editions DAHLAB

- Aux Sources Immédiates du 1[er] Novembre 1954 : trois textes fondamentaux du PPA – MTLD . (juin 1996)
- Moments du Mouvement National (juillet 1999)

"La lutte diplomatique fait partie de la lutte politique. Mais entre la lutte armée et la lutte diplomatique, il faut faire la distinction entre l'essentiel et le secondaire. A notre avis la lutte armée est essentielle, tandis que la lutte diplomatique a pour but de compléter la lutte armée."

(Entretien du 3 Octobre 1960 à Pékin entre Ferhat Abbas Président du GPRA et Chou En Lai Premier Ministre des Affaires d'Etat de la République de Chine)

Présentation

L'ouvrage aborde certains aspects de l'activité du FLN à l'étranger à laquelle j'ai directement participé.

A mon arrivée au Caire, la Délégation extérieure du FLN etait composée des membres de l'ancienne Délegation du MTLD au Caire (Khider, Ben Bella, Ait Ahmed) ainsi que de Hocine Lahouel et M'hammed Yazid que le comité central du MTLD avait envoyé en Egypte en octobre 1954 pour s'enquerir du contenu de l'appui que Djamel Abdelnasser comptait apporter à l'Algérie dans son futur combat armé pour l'indépendance.

Ces quelques éléments ont été renforcés en Avril 1956 par Ferhat Abbas, Ahmed Francis, Cheikh Abbas Bencheikh El Hocine,Tewfik El Madani et moi-même D'autres militants étaient arrivés auparavant tels que Ahmed Bouda et Abdelhamid Mehri.

Alger le 15Avril 2000

A Kiouane

En mars 1955, je suis mis en liberté provisoire; je quitte donc la prison de Serkadji (Alger). J'avais été arrêté fin novembre 1954 à mon domicile.
Etant avocat, la tradition voulait que je sois assisté par le bâtonnier de l'Ordre des Avocats ou un ancien Bâtonnier.
Ce fut le bâtonnier Morinaud que le Conseil de l'Ordre des Avocats d'Alger, constitua pour moi. Je me dois de dire la qualité et le sérieux de cette assistance confraternelle.
Me Bentoumi, un condisciple à la Faculté de Droit d'Alger avec qui j'avais prêté le serment d'avocat le 10 juillet 1947, était venu me voir aussitôt ma détention connue.
Je dois noter que j'avais souhaité l'affirmation d'une solidarité de la part de quelques avocats musulmans d'Alger, dans une affaire politique, trois semaines après l'action du 1er Novembre, mais en vain. Au cours de la détention, j'avais été l'objet d'une mesure d'isolement décidée par le juge qui instruisait mon dossier ; j'avais été inculpé "d'atteinte à la sûreté de l'Etat."

Durant cette période, j'avais reçu deux visites de nature politique, l'une de Robert Barrat, journaliste connu pour ses sympathies avec les opprimés, qui avaient accompagné François Mitterand, ministre de l'Intérieur français lors de son voyage à Alger en décembre 1954.
Barrat voulait, pour le compte du ministre, s'enquérir auprès de moi de ce que je pouvais considérer parmi les conditions susceptibles de mettre fin à la situation complexe qui s'était enclenchée en Algérie immédiatement après la scission du PPA-MTLD. Je répondis qu'en tant que responsable, les positions de mon Parti étaient connues et qu'il fallait :
1°) arrêter la répression policière et militaire françaises;
2°) libérer les détenus politiques;
3°) entamer des négociations avec les mouvements nationalistes, le MTLD dans ses deux composantes (centraliste et messaliste), l'UDMA, l'association des Ouléma et "ceux qui combattent".

Quelques semaines plus tard, à l'arrivée du nouveau Gouverneur général Soustelle - nommé par Mendes-France - qui était précédé d'une réputation de "résistant antifasciste", venu pour trouver une solution nouvelle au "problème algérien", je reçus la visite du Directeur de son cabinet militaire Montiel. A la question de même nature posée par Barrat, je répondis dans le même sens. L'entretien avec Montiel était plus long du fait qu'il assumait des responsabilités en Algérie et qu'il envisageait les choses d'une façon beaucoup plus concrète. Il m'apprit qu'il avait séjourné dans plusieurs pays musulmans tels que l'Iran et l'Indonésie et manifestait de fortes sympathies pour l'Islam. D'ailleurs il rejoindra l'Islam quelques années plus tard.
Lorsque j'étais en liberté provisoire, Montiel, conserva des relations avec moi et constatant qu'il n'était pas en mesure de faire adopter par Soustelle une solution de paix, il quitte l'Algérie après avoir envoyé une lettre de démission.

"Alger, ce 24 juin 1955.
"Monsieur le Ministre
"Je vous ai expliqué à plusieurs reprises mon désaccord sur la politique actuellement suivie en Algérie et pour l'Algérie. Sur le fond, je crois l'intégration dépassée. Nous ne garderons notre présence ici que sous une forme fédérale. Dans la pratique, la situation locale ne me paraît pouvoir se redresser que par des décisions politiques et immédiates, à longue portée, engageant l'avenir. Dès le 18 mai, je vous proposai, vainement, de prononcer, dans ce sens, un discours "de choc" (dont je vous remettai le texte en projet). Le 1er juin, je vous demandai d'accepter ma démission. Sur vos instances, j'acceptai de la différer jusqu'à remise de votre mémorandum au gouvernement. Enfin, le 18 juin, j'appelai, une dernière fois, avec la plus vive urgence, votre attention sur la gravité de la situation cependant, d'autres méthodes politiques, dans le régime actuel, vous paraissent seules, praticables. Il ne serait ni loyal ni honnête de ma part de vous laisser croire que je suis de cet avis.

"Je suis, au contraire, convaincu que nous allons à la catastrophe. Certes, je peux me tromper, mais je vous demande de ne pas oublier que les événements de Tunisie et du Maroc n'ont pas donné tort à mes prises de position antérieures : je vous ai communiqué ma proposition de solution pacifique du problème des fellaghas tunisiens, datée du 3 novembre 1954, et ma lettre de démission du 8 janvier 1955, pour protester contre l'impunité du contre-terrorisme européen au Maroc. En ce qu concerne l'Algérie, je persiste à ne pas croire possible de mene de front la répression et des "réformes " : il faut choisir.
"Malheureusement, le choix qui vous est imposé n'est que trop clair; les arrestations arbitraires se succèdent : les camps dits "d'hébergement" se garnissent de plus en plus d'innocents (dans la proportion de 167 sur 200, de l'avis même de M. Dupuch, Préfet de Constantine) l'armée détruit, bombarde, exécute sommairement et profane les tombeaux; chaque jour, les tribunaux militaires condamnent à mort sans charges suffisantes, dans ce pays où, plus encore qu'ailleurs, selon le médecin légiste, près le tribunal d'Alger, "l'aveu n'est jamais une preuve"; à peine sortis de prison, les "politiques" vont y retourner; après Moulay Merbah, le Parquet général prépare la condamnation, pour "délit de presse", de Kiouane et de Ben Khedda. Au moment même où sont saisis les journaux qui ont le tort de dire la vérité sur les camps du sud, l'Echo d'Alger imprime impunément ses fausses nouvelles alarmistes et les appels au meurtre du maire de Philippeville et des colons de Batna.
"En même temps, traquée, réduite au désespoir, la population musulmane se détourne de nous : l'administration - ses chefs en tête - est ouvertement contre vous; l'Assemblée algérienne vous critique avec violence, et les maires vous retirent explicitement et officiellement, une confiance qu'ils vous avaient toujours marchandée.
"Est-ce à dire que le soutien du gouvernement à Paris vous soit acquis loyalement et sans réserve ? Il est permis d'en douter, quand on voit, par exemple, le président du Conseil passer sous silence l'indépendance du culte musulman, au Parlement (séance

du 21 juin), en énumérant les points d'application du statut pour lesquels il vous a donné son accord. Vous êtes débarrassé d'un secrétaire général adjoint, et le ministre de l'Intérieur le réhabilite, en le nommant préfet de l'Ain - sur le théâtre de ses anciens exploits.
"Dans ces conditions toute autre solution que ma démission explicite et définitive de votre cabinet ne serait digne ni de vous ni de moi. Ce serait renier notre commun passé et cette parole donnée qui est la ligne directrice de ma vie".
(Historia Magazine n°203 du 24 novembre 1971).

X
XX

Après ma sortie de détention, les contacts avec les militants du Parti reprirent normalement. étant adjoint au maire et responsable des conseillers municipaux d'Alger, je repris mes activités à la mairie jusqu'à notre démission collective.
Ayant appris qu'Abbane avait rejoint le F.L.N. quelque temps après sa libération de prison, en janvier 1955, je souhaitais le rencontrer.
Je connaissais Abbane de longue date. Il avait été chef de la willaya organique de Sétif et membre du Comité Central du Parti.
J'avais noté chez lui son sens de l'organisation, la maîtrise de soi et ses analyses politiques solides. Lors de l'affaire de l'OS, j'avais été son avocat lors de sa détention à Bejaïa. Je l'avais revu plus tard à la prison des Baumettes à Marseille. Sa combativité était connue. Il m'avait écrit une lettre de la prison d'Ensisheim que j'avais fait publier dans "l'Algérie libre" dans laquelle il décrivait les conditions cruelles dans lesquelles il vivait.
Grâce à Lakhdar Rebbah, militant chevronné et ancien conseiller municipal d'Alger, je rencontrai Abbane dans un appartement situé dans un immeuble du Ruisseau (El Anasser) où demeuraient des militants tels que Rebbah lui-même, Bouda, Hadj Cherchalli, Reguimi, etc. Le contact s'établit comme si

nous nous étions vus la veille. J'ai retenu de cette première rencontre - d'autres suivront - qu'il était informé des détails de la scission du Parti et des conditions de la naissance du F.L.N.. Son souci était le nôtre "centralistes", celui de la réalisation de l'union nationale.
Lorsque j'ai manifesté l'intention d'apporter ma contribution à ce qui se faisait, Abbane, après consultation je suppose, me suggéra de rejoindre notre Délégation extérieure au Caire. J'émis la préférence de rester en Algérie. Lors d'une nouvelle rencontre il confirma la décision disant que "l'Algérie aura besoin de toi plus tard".
Je devais me rendre à Berne pour y rejoindre Abbas, Francis, Tewfik El-Madani et Cheikh El Abbas, nous devions tous les cinq nous rendre ensemble au Caire.

X
XX

1.-<u>Proche Orient</u> : Je vis pour la dernière fois Abbane chez moi, il était accompagné de Messaoudi Zitouni; j'habitais alors Diar El Mahçoul, nous dinâmes ensemble, il me donna les dernières instructions.
Après un voyage, accompagné de détours, j'arrivais à Berne. Je fus reçu par le Consul Général d'Egypte, Mohsen Abaza, qui avait des instructions me concernant. Il me remit un "laissez-passer n°5/250 du 24/4/56 délivré à Monsieur Kiouane Abdelrahmane 32, rue Abdelkhaleq Sarwat, le Caire".
Mes supposés compagnons de voyage avaient quitté Berne et rejoint le Caire où ils tinrent une conférence de presse.
A mon arrivée au Caire, je fus accueilli, c'était la nuit, par Khider que je n'avais pas vu depuis quelques années et les poursuites dont il avait été l'objet dans "l'affaire de la poste d'Oran".

Le lendemain matin, il vint me chercher à l'hôtel où il m'avait logé et me conduisit au siège du F.L.N., rue Sarwat, qui abritait en même temps le "Comité de libération du Maghreb" de l'Emir Abdelkrim Khattabi ainsi que les représentants du néo Destour tunisien et du parti de l'Istiqlal marocain.
Je rencontrais ceux qui m'ont précédé puis plus tard, Lahouel, Ben Bella; les autres étaient en déplacement.
Le modeste bureau qui a servi de lieu de rencontres à tant de personnalités devrait être préservé pour l'histoire. C'est là que je fis connaissance avec l'Emir Abdelkrim et son frère M'hammed, son conseiller politique, Allel El Fassi, Abdelkhaleq Torrès, revu Salah Benyoucef et tant d'autres qui ont marqué le Maghreb de leur empreinte.
Khider avait à mon égard un comportement aussi fraternel qu'auparavant . Il me présenta à diverses personnalités qui appuyaient notre cause notamment Fouad Galal, Ahmed Saïd de la "Voix des Arabes" et d'autres.
Ben Bella "clandestin" au Caire qui évitait autant que possible la fréquentation de la rue Sarwat nous présenta Abbas et moi-même aux responsables des "Moukhabarate" (services de renseignements) Fethi Dib et Izzat Sulaïman. Fethi Dib nous accueillit dans son bureau, sur la table de travail était négligemment jetés de minuscules appareils et des armes de poing; s'adressant à moi, il voulait me montrer qu'il me connaissait en donnant forces détails ; il n y a rien d'étonnant à ce que le chef du renseignement, s'était renseigné sur moi; c'était aussi une façon de réchauffer l'atmosphère et de créer un courant de sympathie.
Avec Khider, nous rencontrâmes Gamal Abdelnasser, un homme chaleureux qui croyait en "l'arabisme", un homme d'idéal dont le regard vous quittait et se dirigeait plus haut, à la poursuite d'une vision qui l'habitait.
Le travail au sein de la "Délégation extérieure" du F.L.N. qui a pris la suite de la "Délégation Extérieure" du MTLD (Khider, Ben Bella, Aït Ahmed. Chadly El Mekki qui en faisait partie se rangera lors de la scission du Parti aux côtés de Messali et du

MNA), s'organisait. Khider coordonnait son activité et était plus spécialement en charge des affaires politiques et des finances. Ben Bella qui occupait des lieux à part du siège de la Délégation, s'occupait des affaires militaires, Aït Ahmed lors de mon arrivée au Caire, était à New York, siège de l'ONU assisté de Yazid qui s'était fait une spécialité des contacts avec les journalistes. Lahouel avait été désigné pour s'occuper de l'Indonésie et du Sud-est Asiatique. Il n'y séjourna pas longtemps; le climat tropical dans lequel il baignait, avait aggravé son asthme.

X
X X

Nos activités étaient multiples. Pendant quelques semaines, je fus chargé d'une chronique en langue française à la radio "Sawt El Arab" dirigée par Ahmed Saïd dans le cadre d'une émission "Rokn-el-Maghrib".
Mes enregistrements étaient écoutés par des "spécialistes" égyptiens avant leur diffusion. Un matin, lors de l'enregistrement, alors que j'avais développé durant quelques minutes le thème de l'unité du Maghreb, Ahmed Saïd vint me voir dans les studios pour m'informer que ce passage ne serait pas diffusé, l'objectif de l'unité du Maghreb étant, à ses yeux, un "thème et un plan américains" et cela, en dépit du titre de l'émission "Rokn-el-Maghreb"! Je protestais avec la fougue du militant, rien n'y fit. Je lui déclarai que mes propos seraient diffusés tels quels ou pas du tout. Surpris par ce comportement, inhabituel pour lui, ma chronique ne fut pas émise. J'en parlerai à Khider qui m'approuva. Depuis, ma voix ne se fit plus entendre sur les ondes égyptiennes.

X
X X

Avant mon départ d'Alger, une journaliste américaine, Marvine Howe, correspondante à Alger des magazines Time et Life, ainsi que de la BBC de Londres, était un contact avec moi pour

s'informer de la situation politique ambiante. Elle souhaitait prendre l'attache des responsables du Front au Caire.
Lorsque j'étais au Caire, Luce, Président de Time-Life dont l'épouse était à l'époque Ambassadeur des USA à Rome, se manifesta par la voix de son correspondant au Moyen Orient et arrêta avec notre Délégation extérieure la date d'une réunion en vue d'une interview.

Cette rencontre eut lieu dans les locaux de l'Association des Ouléma, rue Chérif Pacha. Outre le président de la revue et Gine-Farmer, son "foreign news editor", y participèrent Khider, Lamine Debbaghine, Abbas, Francis, Bouda et moi-même.
Cette interview qui a été reproduite dans toutes les éditions de "Life", l'internationale et les régionales, eut un grand retentissement dans l'opinion étrangère et lorsque nous arrivâmes plus tard en Amérique latine, notre cause commençait à être connue par une certaine élite qui en avait pris connaissance dans la revue datée du 9 juillet 1956.

X
XX

Pendant les premiers mois de notre séjour au Caire, nous fûmes chargés de faire connaître notre combat aux pays du Moyen-Orient.
C'est ainsi qu'avec Abbas, Francis et Tewfik-el-Madani, je me rendis au Liban où nous fûmes reçus par les plus hautes autorités de l'époque, notamment Camille Chamoun, président de la République et Ryadh Essolh, Premier ministre. L'influence française y était toujours présente et en force. Dans ce pays, l'accueil fut en même temps sympathique mais empreint de réserves. On tenta de nous expliquer qu'il fallait "comprendre" le problème du Liban.
En Syrie par contre nous étions chez nous. Choukry El-Kouatly alors Président de la république et vieux résistant

anticolonialiste se fit le porte-voix de notre cause.
Nous y rencontrâmes des descendants d'Algériens venus en Syrie, compagnons de l'Emir Abdelkader, qui se mobilisèrent totalement pour ce qui était aussi leur lutte nationale. Je dois une mention toute particulière aux descendants directs de l'Emir, notamment Sayyeda Adila et sa fille El Amira Amal et leurs proches, pour leur accueil réellement affectueux leurs liens durables et les efforts déployés pour faire connaître notre cause qui était légitimement la leur. Leur fidélité au combat du glorieux ancêtre sera retenu par l'histoire.En Transjordanie - c'était encore le nom du pays - nous fûmes reçus au palais royal par le roi Hussein en compagnie de Ahmed Bouda qui était alors notre représentant à Bagdad.
Nous allâmes en pèlerinage aux Lieux - Saints d'El Qods et d'autres endroits alentour. Ce furent des moments d'intense émotion en compagnie de l'érudit qui était notre compagnon de voyage, Tewfik El Madani.
A Bagdad, au palais royal, notre interlocuteur était Noury Essaïd, Premier ministre, véritable maître du pays qui sera plus tard arrêté puis exécuté après un coup d'Etat qui mit fin au régime royal.
L'Irak qui abritait un bureau du F.L.N. nous apporta dès le début une aide appréciable y compris dans les domaines politique, diplomatique et militaire.

X
XX

2. - <u>Amérique Latine</u> : Après cette toute nouvelle expérience - du moins pour moi - nous fûmes chargés Abbas et moi accompagnés de Hussein Triki, militant du Destour tunisien résidant au Caire, pratiquant la langue espagnole, d'entreprendre une mission de longue durée en Amérique latine, sous-continent engagé depuis des siècles dans des luttes contre les occupants espagnol et portugais.
Des émigrés syriens, libanais et palestiniens y résidaient, pour certains, depuis des dizaines d'années, et avaient réussi à s'intégrer dans les ensembles nationaux tout en conservant

farouchement leurs propres traditions et leur foi religieuse, notamment l'Islam.

L'ordre de mission qui m'avait été remis par Khider était daté du Caire, le 1er septembre 1956 et signé par lui en qualité de "président de la Délégation". Il était ainsi libellé :
"La délégation algérienne au Caire du Front de libération nationale mandate messieurs Ferhat Abbas et Abderrahmane Kiouane pour représenter le Front de Libération Nationale auprès des autorités et organisations des pays d'Amérique latine qu'ils visiteront."

X
X X

Avant le départ en mission, j'avais été associé avec Khider et Yazid à des contacts au nom du F.L.N. avec les représentants de Guy Mollet, alors chef du Parti socialiste SFIO et Président du gouvernement français - cette rencontre - qui n'était pas la première avec le F.L.N. eut lieu à Rome le 2 septembre 1956 avec du côté français, Commin et Herbaut.
Le Dr Lamine Debaghine qui nous accompagnait a été expulsé de l'aéroport vers le Caire. Moi-même, au lendemain de cette rencontre j'ai été arrêté à l'hôtel où je résidais par des policiers italiens qui me conduisirent auprès du préfet de police qui me signifia mon expulsion vers le Caire en précisant qu'il "espérait que je me souviendrais plus tard que je n'avais pas été dirigé vers la France." Mes protestations furent inutiles. Mon visa d'entrée en Italie qui m'a été délivré au Caire le 29 août 1956 fut annulé. Quelques jours plus tard, je transitai par Rome pour rejoindre les lieux de ma mission avec Abbas, mon passeport fut saisi et ne m'a été restitué qu'à l'intérieur de l'avion.
Les contacts en eux-mêmes étaient quasiment des rencontres de "sondage". Les Français prononçaient du bout des lèvres la possibilité d'une "autonomie de gestion".
Le Congrès de la Soummam se tenait durant la même période. Cette première série de discussions n'eut pratiquement aucune suite de notre côté.

Notre périple en Amérique latine s'est accompli grâce à des documents de voyage - passeports spéciaux - que le gouvernement syrien nous avait délivré.
C'était un geste effectué dans des circonstances délicates pour la Syrie dont nous eûmes à apprécier constamment la fraternité réellement agissante.
Notre première visite fut pour l'Argentine. Ce pays, l'un des plus importants d'Amérique latine rayonnait sur l'ensemble régional ; ce qu'y passait était répercuté alentour d'autant plus que ce pays était doté d'une presse influente.
La "colonie" arabe nous réserva un accueil chaleureux et fit preuve à notre égard d'un dévouement remarquable. Notre délégation a été d'autant plus appréciée que nous avions répondu négativement aux propositions d'aide financière, contrairement à certains représentants du mouvement arabe de libération qui s'étaient rendus avant nous dans ce pays.
Des réunions furent organisées avec les journaux qu'il fallait familiariser avec la "question" algérienne.
Le 19 septembre, nous fûmes reçus par le Directeur d'Europe au Ministère des Affaires Etrangères. Le lendemain, une conférence de presse fut organisée avec, à nos côtés le Consul de Syrie et l'attaché de presse de l'ambassade d'Egypte.

Le 26, nous rencontrâmes Frondizi, Président du Parti Radical, c'était le candidat le mieux placé pour l'élection présidentielle qui allait suivre.
L'ambassade de France réagit à notre travail d'explication qui commençait à avoir un impact sur la population et les autorités officielles, en présentant la thèse bien connue de "l'Algérie, trois départements français", affirmant que nous n'étions qu'une délégation "d'agitateurs embrigadés par l'Egypte."

Notre travail produisit un effet considérable dans le pays même et à travers le sous-continent. Un meeting populaire rassemblant des milliers de sympathisants notre cause fut tenu à Mendoza,

au pied de la Cordière des Andes.
Au Paraguay, à Asuncion où nous arrivâmes le 27 septembre, nous réunimes une conférence de presse et fûmes reçus par le Ministre des Affaires Etrangères.
A Santiago, capitale du Chili, nous reçûmes un excellent accueil de la part des émigrés palestiniens qui organisèrent un déjeuner en notre honneur ; les ambassadeurs d'Egypte et de l'Inde nous réunirent, au cours d'une réception avec des personnalités influentes, le représentant de l'Inde invita même l'ambassadeur de Grande-Bretagne, ce qui au Chili et à l'époque était un événement étant donné l'influence pesante de ce pays au Chili.
Un député d'origine arabe, Mario-Antonio Salum, nous apporta un appui significatif. Nous nous entretînment avec le ministre des Affaires Etrangères; grâce à son appui et à celui d'un multimilliardaire palestinien, Jarur, un homme si influent, disait-on qu'il lui arrivait de prêter des fonds à l'Etat lorsque celui-ci traversait une phase difficile.
A Lima (Pérou), où nous arrivâmes le 12 octobre, nous fûmes accueillis par une foule de sympathisants à l'aéroport et entrâmes en ville accompagnés d'un cortège de voitures. Là, nous fûmes reçus par les présidents de l'Assemblée Nationale et du Sénat, ainsi que par le ministre des Affaires Etrangères et l'Archevêque de la ville. Des femmes péruviennes organisèrent même un débat sur l'Algérie où nous fûmes conviés.
En Bolivie, à La Paz, une ville haut perchée à 3000 m, nous rendîmes visite au président du Parlement ainsi qu'au sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, le ministre étant absent de la capitale.
Le secrétaire général de la Centrale syndicale, Juan Lechin, d'origine arabe, nous apporta un appui considérable.
A Quito, en Equateur, où nous arrivâmes le 21 octobre, nous apprîmes la nouvelle du détournement de l'avion, par les autorités françaises, à bord duquel se trouvaient cinq dirigeants du F.L.N. qui devaient se rendre à Tunis pour une "conférence de la paix". Cet événement qui fit l'effet d'un véritable séisme

A cette occasion, Yazid, membre de notre délégation à New-York et dans le but de dévoiler le jeu trouble des gouvernants socialistes français fit, le 26 octobre, la déclaration suivante :
"Durant les mois de juillet, août et septembre 1956, Monsieur Pierre Commin, représentant M. Guy Mollet en sa capacité de Président du Conseil, a rencontré à cinq reprises en Europe, les représentants du Front de Libération Nationale. Les premières rencontres avaient un caractère officieux. A la demande du F.L.N. toutes les autres sont devenues des discussions officielles entre représentants du Président du Conseil français et représentants du F.L.N.. L'objet de ces discussions était la question du règlement pacifique du problème algérien.
"J'ai représenté le F.L.N. à trois de ces réunions. M. Mohammed Khider a pris ma succession après mon départ pour New-York.
"M. Pierre Commin était parfois accompagné de deux membres du Comité Directeur de la SFIO.
"M. Pierre Commin, au nom du Président du Conseil français tenait un langage complètement différent des déclarations publiques de M. Guy Mollet. Il écartait tout préalable aux négociations, notamment celui du cessez-le-feu et parlait d'accorder à l'Algérie une autonomie plus large que l'autonomie interne accordée à la Tunisie l'année dernière. Il acceptait le principe d'un gouvernement et d'une assemblée nationale. M. Pierre Commin faisait la navette avec Paris pour obtenir confirmation de ces propositions par M. Guy Mollet.
"Les représentants du F.L.N. de leur côté ont rappelé leurs propositions antérieures, à savoir : reconnaissance du droit à l'indépendance et constitution d'un gouvernement provisoire de négociation avec l'accord du F.L.N.. Ils ont précisé que les propositions françaises devaient être soumises aux dirigeants du F.L.N. et l'Armée de Libération Nationale qui se trouvent en Algérie et qu'ils estimaient indispensable de consulter les pays frères de Tunisie et du Maroc. M. Pierre Commin, parlant toujours au nom du Président du Conseil, a accepté de faciliter, en leur reconnaissant la qualité de représentants plénipotentiaires, les déplacements des délégués du F.L.N.. Il

toujours au nom du Président du Conseil, a accepté de faciliter, en leur reconnaissant la qualité de représentants plénipotentiaires, les déplacements des délégués du F.L.N.. Il était également au courant de notre projet d'envoyer une délégation à la Conférence de Tunis.
"Nous dévoilons ces faits, demeurés secrets jusqu'ici, à la suite du manquement à sa parole du Président du Conseil français qui est pour nous - malgré les rumeurs qu'il fait circuler - le principal responsable de l'enlèvement de nos camarades".
Ayant participé moi-même aux contacts de Rome, je tins des propos dans le même sens au cours d'une conférence de presse à Lima.

X
X X

Pour être complet sur ce chapitre, à la veille du détournement de l'avion des "cinq", je relève dans une lettre datée du Caire du 2 octobre 1956 que Khider nous avait adressé au cours de notre mission en Amérique latine l'extrait ci-après:
"La rencontre à laquelle devait assister Ahmed (il s'agit de Francis) et qui fait suite aux entretiens de Rome, a eu lieu le 22 septembre à Belgrade. Nous étions deux, Lamine (il s'agit de Lamine Debbaghine) et moi. De l'autre côté un seul, les deux autres étant retenus par des occupations. La réunion n'a duré que peu de temps. Tout de suite, nous avons expliqué que le cadre "autonomie de gestion" que l'on nous propose était trop étroit. Ceci d'une part et d'autre part que les "liens institutionnels ou constitutionnels" ne sauraient être acceptés par nous. Nous avons donc proposé de reprendre la discussion sur la base de l'indépendance et de remplacer la notion de liens constitutionnels par des accords bilatéraux qui porteraient sur des matières, qu'éventuellement nous conviendrons de spécifier ensemble.

"Devant ces propositions notre vis-à-vis déclare ne pouvoir s'engager dans la discussion et qu'il lui faut retourner consulter ses amis.

"Il s'employa malgré tout à nous convaincre que nos propositions n'étaient pas pratiques et que de toutes façons ni l'opinion française, ni le gouvernement actuel ne sont en mesure de les accepter, que "les liens institutionnels seraient prévus surtout pour garantir l'automaticité, grâce à un organisme permanent, de l'étude des questions qui doivent à son avis relever d'une compétence commune" ; l'idée du "droit du peuple algérien à disposer de lui-même", même en remplacement de la formulation "indépendance" a été avancée au cours de la discussion. Ces deux conceptions différentes ont donné lieu à des développements de part et d'autre laissant chacun sur ses positions.
"Nous avons retiré l'impression qu'en définitive notre interlocuteur s'était un peu ramolli dans son argumentation et qu'il gardait l'espoir d'un compromis en partant de ces propositions. Il ne nous reste plus maintenant qu'à attendre leurs réponses. En attendant, nous nous sommes placés sur un terrain solide qui nous permet de faire face à d'éventuelles manœuvres de leur part dans ce domaine."
Khider poursuit dans la même lettre :
"A mon retour au Caire, j'ai vu Mokaddem. J'avais déjà discuté avec lui avant mon départ pour Belgrade. Alors que précédemment, il se disait toujours d'accord avec nos revendications d'indépendance. Cette fois-ci c'est à dire au cours de mes deux derniers entretiens avec lui, il s'en est nettement écarté. Il rejoint en cela Bourguiba dont la conception des "étapes" est connue. Mokaddem cite l'expérience tunisienne et nous conseille de la suivre : pourvu, dit-il, que nous ayons la garantie que la solution de compromis qui interviendrait s'inscrive dans la perspective de l'indépendance.
"Le Sultan du Maroc qui lui aussi se démène et se déclare prêt à intervenir dans le conflit par une médiation n'a pas à mon avis une conception bien différente de celle des Tunisiens à propos de la solution à apporter au problème algérien. Ce qui est certain c'est que Tunisiens et Marocains ont discuté ensemble de la question algérienne à l'échelle de responsables et ont convenu

d'une ligne de conduite commune. Le Sultan est d'avis pour une réunion à quatre qui se tiendrait à Rabat sous sa présidence et qui grouperait : Tunisiens, Marocains, Algériens et Français. A cette réunion il n'y aura aucun ordre du jour. Ce serait une espèce de Genève nord-africain pour un échange de points de vue permettant de trouver une base de départ à des négociations. Mokaddem m'a parlé de cette réunion mais me l'avait présentée comme une simple idée qu'il venait d'avoir sur le champ, idée à laquelle il m'a demandé de réfléchir en attendant qu'il la propose à Bourguiba lui-même. Mais après l'avoir quitté, je suis allé discuter sur la question avec Ahmed Ben El-Malih lequel m'a appris que le Sultan s'est depuis longtemps arrêté à cette idée de réunion à quatre et qu'il avait envoyé son fils à Paris pour discuter de cette question avec le gouvernement Français.

"Pour moi, il ne fait pas l'ombre d'un doute que nos frères de l'Est et de l'Ouest se soient concertés sur cette question. Or il tombe dans le sens que si les intéressés se sont concertés sur le moyen, à plus forte raison ils ont dû se mettre d'accord en principe tout au moins sur les grandes lignes de la solution à apporter au problème algérien. Il est non moins certain que les événements d'Algérie continuent à avoir leur profonde répercussion tant en Tunisie qu'au Maroc. Il est naturel que les uns et les autres désirent mettre un terme à ces événements afin qu'ils puissent poursuivre dans le calme les changements qu'ils désirent chez eux. Peut-être aussi que les Français leur font-ils comprendre qu'il serait difficile sinon impossible d'aider à leur relèvement tant que la guerre d' Algérie continue à engloutir leurs finances. Cette dernière hypothèse n'est peut-être pas fondée; mais il n'en demeure pas moins que les Français essayent de mettre nos frères Tunisiens et Marocains dans leur jeu. D'où le danger de voir nos frères s'embarquer et nous avec eux, dans cette galère. Or, des contacts ont eu lieu - contacts à trois - ensemble ou séparés et nous sommes toujours absents de ce qu'il s'est décidé. C'est pourquoi il est urgent d'informer nettement et clairement nos deux frères de ce que nous voulons nous-mêmes. Il faut que ces derniers sachent que nous ne

sommes pas prêts à accepter d'être entraînés à une éventuelle réunion à quatre à la veille de la réunion de l'Assemblée générale de l'ONU. Il faut leur faire comprendre enfin qu'une telle réunion si elle devait jamais se tenir, doit obligatoirement être précédée d'une réunion à trois. Cette réunion préliminaire a trois doit leur permettre d'aligner leur attitude sur la nôtre vis à vis des Français. Ceci suppose bien entendu que nous nous hâtions de prendre le contact direct avec les Tunisiens et les Marocains.

"Il serait bon que ce soient les mêmes qui prendraient les deux contacts en question.

"Les frères d'Alger ne nous ont toujours pas envoyé les décisions prises au cours de leur réunion. Ce retard nous empêche de prendre certaines initiatives".

Je cite ce passage pour souligner la lucidité et le sens de l'analyse d'un homme tel que Khider qui avait déjà la stature d'un homme d'état et souligner le degré de confiance qui régnait entre nous, membres de la Délégation extérieure et notamment avec Khider; malheureusement cette confiance commencera à être ébranlée à dater de l'arrestation d'un tel homme.

A cette lettre j'ai répondu de Lima à la date du 20 octobre 1956.

"C'est avec beaucoup d'attention que nous avons pris connaissance de toutes les informations et notamment celles concernant l'éventuelle médiation tuniso-marocaine. En ce qui concerne ce point précis, nous ne sommes Abbas et moi-même ni pour ni contre le principe, mais nous estimons qu'il ne faut l'accepter qu'avec le maximum de prudence. En effet, il faudrait avant tout s'assurer des mobiles et motifs exacts qui guident nos frères nord-africains. Rien n'établit que ce ne soit précisément pas sur une "suggestion" directe ou indirecte du gouvernement français que ces frères interviennent ; il est possible que les Français pensent ne faire de concessions nouvelles aux Marocains et Tunisiens qu'après solution du problème algérien dans telles ou telles conditions. Deuxièmement il peut se faire que pour des raisons essentiellement intérieures au Maroc et à la Tunisie une conjonction puisse se produire entre les intérêts du

Maroc, de la Tunisie et de la France pour aboutir à une solution bâclée au problème et la corde sensible de l'union nord-africaine pourrait une fois de plus, comme au temps jadis jouer contre nous. Enfin, des hypothèses relatives à un quelconque leadership nord-africain ne sont pas à exclure. Nous estimons, en tout état de cause qu'il ne faut accepter la médiation que si les Marocains et Tunisiens nous garantissent pour l'Algérie et au minimum, ce qu'ils ont déjà obtenu pour eux-mêmes, l'alignement politique des trois pays nord-africains, étant ainsi obtenu toutes les perspectives heureuses serient permises".

X

X X

Pour en revenir à notre périple, en Colombie, à Bogota, nous fumes reçus par le ministre des Affaires étrangères ainsi que le Cardinal de Colombie.

A Panama, nous rencontrames le sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

A Mexico, nous eûmes d'importants entretiens politiques et diplomatiques.

A la Havane (Cuba), nous fumes à notre arrivée retenus par la police qui nous a libéré quelques heures plus tard avec des excuses, prétextant une "erreur". Notre séjour fut bref, malgré tout le Directeur des Affaires étrangères nous fit bonne figure. A l'époque, les rues de la capitale résonnaient de coups de feu, Fidel Castro et ses compagnons menaient le combat contre le dictateur Batista.

Nous ne pûmes, faute de temps, nous rendre ni au Brésil ni en Uruguay.

Partout où nous passions nous laissions des comités de soutien ou de liaison et remettions un mémoire au gouvernement tel celui destiné aux autorités chiliennes.

"Note sur la question algérienne présentée à M. le Ministre des affaires étrangères du Chili par la Délégation du Front algérien de Libération Nationale (F.L.N.)

Au moment où l'Assemblée générale des Nations Unies se réunit, le Front algérien de Libération Nationale (l'expression de la volonté de tout un peuple), attire votre vigilante attention sur la guerre qui sévit en Algérie depuis plus de 2 ans. Cette guerre non seulement menace de rallumer l'incendie dans toute l'Afrique du Nord, mais encore la paix du monde. Nous sommes en face d'une véritable guerre de reconquête coloniale. Elle expose un peuple désarmé mais déterminé à lutter pour son indépendance, à l'extermination. Elle est donc contraire à l'esprit et la lettre de la Charte des Nations Unies. Elle est, par ailleurs, croyons-nous, contraire à la tradition démocratique et humaine dont la France ne cesse de se réclamer.

"C'est pourquoi le conflit France-Algérie relève des assises internationales. Nous espérons que la conscience humaine se refusera à laisser se perpétuer entre une nation impérialiste et un petit peuple, un tête à tête sanglant où les forces en présence sont, de toute évidence, disproportionnées.

"En s'installant en Algérie, la France a eu constamment pour objectif la destruction et le refoulement du peuple algérien et l'installation, en ses lieu et place, d'un peuplement français. C'est par cette voie contraire au droit des gens, que le colonialisme français a caressé le rêve de transformer notre pays en "province française" et en "départements français".

"La colonisation de la Tunisie en 1881, et celle du Maroc, en 1912, visaient à travers l'institution du protectorat, au même but la création d'un peuplement français, se substituant aux peuples existants, a été la pensée dominante et constante de la France dans son entreprise nord-africaine.

"Mais les peuples ne meurent pas aussi facilement que les individus. les peuples tunisien et marocain viennent de renaître à une vie internationale. Quant au peuple algérien il a fait preuve d'une grande résistance et d'une puissante vitalité. Après 126 années d'occupation et de domination coloniales, la géographie politique et humaine se présente en Algérie de la manière suivante :

"Colonie Française : 800 000 habitants bénéficient de la citoyenneté française et exerçant la pleine souveraineté.
"Peuple Algérien : 10 millions d'habitants dépouillés de tous les droits et maintenus, pendant 126 années, sous la domination politique et l'exploitation directe des 800 000 Français et de la France coloniale.
"Sous l'avènement de la Troisième République, en 1871, les colons d'Algérie se voient autorisés à envoyer à Paris des députés et des sénateurs. Ils occupaient déjà toutes les assemblées locales à l'exclusion de toute représentation réelle du peuple algérien.
"Il en a résulté que l'administration algérienne, l'armée, la justice, les banques, les exploitations économiques échurent entre leurs mains. Ils sont, à la fois, dans un tel système, les seuls Français et les premiers Algériens. Ce statut de privilégiés et de caste supérieure a inculqué à ces colons une âme de négriers.
"Quant au peuple algérien, il a été et est encore abandonné à son triste sort, pas de travail sinon à des salaires de famine (1 million de chômeurs permanents), pas d'écoles (2 400 000 enfants en âge d'être scolarisés ne trouvent pas de place et sont livrés à l'analphabétisme et à la misère). Pas de routes, (services de santé et d'hygiène presqu'inexistants) pas de terres (26 000 colons français se sont emparés de 2 700 000 ha de bonnes terres). Pas d'accès à la fonction publique (sur 2 000 fonctionnaires de l'administration centrale, il n'existe que 8 fonctionnaires algériens. la langue arabe qui était langue officielle en 1830 est devenue langue étrangère et des mesures policières limitent son enseignement.
"Nous sommes en plein régime colonial, en plein concept du peuple "maître" et du peuple "sujet". Toutes les arguties de la France ne pourraient rien changer à cette réalité.
"Politiquement la population algérienne est divisée en deux collèges électoraux. le premier collège est pour les électeurs français. Le 2ème collège est pour les électeurs algériens.
"Il faut attendre la fin de la guerre 1914/18 pour que Georges

Clémenceau impose aux colons français, une représentation algérienne élue. Mais cette représentation ne devait jamais dépasser le 1/3 de celle des Français.
"En 1944 et 1947, l'ordonnance du Général de Gaulle d'abord, et le nouveau statut de l'Algérie ensuite, proclament que tous les Algériens sont citoyens français. Mais les nouvelles dispositions maintiennent la séparation des deux collèges basés sur le critère racial. Elles prescrivent en particulier que :
"a)- les 800 000 Français ont droit dans les assemblées locales aux 3/5 de la représentation. Il en résulte que toutes les assemblées locales restent aux mains de cette minorité française.
"b)- les 10 millions d'Algériens ont droit dans les assemblées locales à la représentation minoritaire des 2/5. Ils peuvent enfin participer à la représentation parlementaire à Paris. Mais cette représentation ne doit pas dépasser celle des colons français (15 députés et 8 sénateurs).
"C'est à la suite de ce statut inspiré du racisme le plus intégral où la représentation des Algériens est purement symbolique, que la France se permet de qualifier un peuple de 10 000 000 d'âmes de "français musulmans" et de prétendre que l'Algérie est une "province française" comme la Savoie ou la Bretagne.
"Le Front algérien de Libération Nationale rejette catégoriquement cette thèse. L'Algérie n'est pas la France. Les Algériens ne sont pas français même au regard de la loi française. Le peuple algérien fait partie de l'Afrique du Nord et ne diffère pas fondamentalement des peuples tunisien et marocain : mêmes problèmes politiques et culturels, mêmes problèmes économiques et sociaux.
"La solution démocratique consiste donc à créer un état algérien indépendant où tous les habitants, sans distinction de race ni de religion seront déclarés citoyens algériens égaux et jouiront des mêmes libertés.
"C'est pour la réalisation de cet état indépendant que le peuple algérien a pris les armes en Novembre 1954. Il avait auparavant épuisé tous les moyens pacifiques dont il disposait pour établir un dialogue valable avec la France. Celle-ci l'a refusé parce que

prisonnière des intérêts de la féodalité coloniale. Elle a ain
préféré mobiliser contre le peuple algérien plus de 600 00
soldats. Cette armée, impuissante à réduire les maquis forts de
30 000 patriotes combattants, s'acharne contre les populatio
civiles et massacre femmes, enfants et vieillards. Plus de 25
000 personnes ont déjà trouvé la mort à la suite de représaill
collectives.
"Une grande épreuve de force se poursuit en Algérie. Mais po
nous, cette lutte est une question de vie ou de mort. Le peup
algérien est déterminé à vivre libre ou à mourir. Rallié derriè
le Front de Libération Nationale (F.L.N.), il luttera jusqu'à
réalisation de son idéal de liberté et d'indépendance.
C'est dans ces conditions que nous demandons à tous les peupl
libéraux et à leurs gouvernements d'intervenir pour arrêter cet
guerre injuste et nous aider à réaliser la création et
proclamation de la République algérienne, seule solution valab
pour les démocrates conséquents.
Fait à Santiago du Chilie le 8 Octobre 1956".

X
XX

Hommage doit être rendu aux émigrés arabes d'origine, qu'il
soient musulmans ou chrétiens. Ces derniers sous influenc
française tentaient de marchander leur soutien mais il
comprirent finalement qu'ils risquaient d'être isolés dans leur
pays d'accueil.
Avant notre départ à New York, en vue de nous associer au
efforts de notre délégation auprès de l'ONU, Hussen Triki fu
chargé de retourner à Buenos-Aires pour ancrer davantage le
résultats de notre travail.
La France, inquiète des répercussions qu'avait en Amériqu
latine notre lutte - région de tradition anticolonialiste avec le
statues de ses libérateurs dans chaque ville , dépêcha en octobr
1956 son ministre des affaires étrangères Christian Pineau
Caracas pour y réunir ses ambassadeurs. Ce fut pour nou
l'occasion de souligner les appréhensions de la France, se

maladresses et de consolider les avancées que nous avions effectuées
Durant l'été 1956, nos représentants à New York faisaient un travail considérable auprès du groupe afro-asiatique à l'ONU qui en septembre était dirigé par l'Inde. Le 10 du même mois, le groupe se réunit et décide de demander l'inscription de l'affaire algérienne à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale de l'ONU.
Au même moment, George Meany président du Syndicat américain AFL-CIO faisait le 4 septembre une déclaration retentissante en faveur de l'Algérie et du Maghreb.

X
XX

A New-York, les préparatifs pour l'inscription de notre "problème" à l'ordre du jour de l'Assemblée de l'ONU était accélérés.
Le Maroc avec Balafredj, ministre des affaires étrangères et le Président Bourguiba alors en visite officielle aux Etats Unis apportèrent avec notre présence, non seulement l'image d'un Maghreb uni, mais aussi une contribution diplomatique importante.
Pour l'anecdote, Abbas et moi fûmes invités par Bourguiba à résider chez lui à Washington et en nous faisant visiter nos chambres et la sienne, il insista sur le fait "qu'il n'y avait pas de différences". Lorsque je l'entretins d'une possibilité de rapprochement entre lui et Salah Ben Youssef, secrétaire général du Néo Destour, dans un conflit qui s'acheminait alors vers une scission du mouvement, il s'emporta préférant ne pas aborder la question. C'est là une réaction qui situe excellemment le poids de "Si Lahbib" dans le parti ainsi que sa façon de le diriger et me rappelle ce que nous avions vécus chez nous avec "Sid El Hadj" (Messali) quelques années auparavant.
La situation nouvelle créée avec l'affaire du détournement de l'avion qui transportait des responsables du F.L.N. vers Tunis en vue "d'une conférence de paix" sur l'Algérie, avait suscité une

réorganisation du F.L.N., - d'autant plus que le Congrès de Soummam venait de rendre public l'organisation dirigeante et plate-forme du F.L.N. - Je fus chargé de rejoindre le Caire v Madrid.

X
X X

En Espagne, le F.L.N. était représenté par Mhamed Yousfi, u ancien militant du PPA et membre de l'état major de l'O Yousfi y menait une activité multiforme débordante, à la fo politique et militaire en relation avec notre organisation a Maroc.
En attendant mon départ pour le Caire, j'eus l'occasion d rencontrer des responsables maghrébins, notamment u nationaliste tunisien Hafedh Ibrahim. ainsi qu'Abdelkrim E Khatabi qui dirigeait l'Armée de Libération dans le Su marocain et qui rêvait d'étendre l'action militaire à trave l'ensemble du Maghreb.
En janvier, toujours à Madrid, le prince Moulay Hassan d Maroc avait souhaité avoir un entretien avec un "responsabl du F.L.N. ; Yousfi m'en parla. Je rencontrai le futur Hassan II l'hôtel Phenix.

Dans une lettre du 12 Février 1957, adressée au Dr Lamin Debaghine, nouveau responsable de la Délégation extérieur j'indiquais :
"a) Moulay Hassan me fait part des réserves et même d critiques quant à l'organisation du Maroc. Les nôtres, paraît-i prennent trop de liberté. Il propose la désignation d'u responsable pour y mettre un peu d'ordre. Il ajoute qu'au cas o nous ne faisions rien pour régler cette situation, lui même en tan que responsable de l'ordre public, serait amené à intervenir.
"b) Il me demande si nous entrevoyons une solution a problème autre que celle posée par la Plate-forme (de l Soummam), a ma réponse négative, il me dit à titre d

"suggestion, qu'au cas où nous étions prêts à accepter la double nationalité pour les Français, un gouvernement autre que celui de Mollet (Faure ou Pinay) serait peut-être prêt à accepter le droit à l'indépendance. Je lui promis d'informer notre direction de cet entretien.
"Il a précisé qu'il avait cette conversation avec moi, au nom de son père Mohamed V qui, quelles que soient les circonstances nous soutiendra".
On notera l'alternance des propos menaçants et conciliants venant d'un homme intelligent qui continuait à plaider pour le gouvernement français au lendemain de la faute impardonnable du détournement de l'avion, dans laquelle, le Maroc et ses responsables n'avaient pas les mains immaculées de l'innocence.

I Pays nordiques

De Madrid, je me rendis sur instruction du Caire, dans les pays nordiques qui commençaient à manifester de l'intérêt pour notre cause grâce notamment à l'activité patriotique d'émigrés algériens parmi lesquels Abderrahmane Haleyi, établi à Helsinki. Ayant attendu en vain Benbahmed et Tedjini Haddam qui devaient me rejoindre pour le périple, je fis mes visites en compagnie de Haleyi.
L'accueil reçu à Stockholm était vraiment extraordinaire. Bensalem, le peintre tunisien établi dans cette ville avait fait le grand battage-presse, radio et télévision officielles tout y était. J'ai parlé aux journalistes qui ont accordé la meilleure place à l'ALGERIE. J'ai été reçu au Ministère des affaires étrangères par M Bergstom, chef de la division politique auquel j'ai remis un mémoire. J'ai vu aussi M. Sven Aspling, Secrétaire général du parti au pouvoir, le parti social-démocrate, dont le président est le chef actuel du gouvernement. Je lui ai remis copie du mémoire destiné au ministre des affaires étrangères. L'un et l'autre entretien ont été longs et la réaction sympathique. D'ailleurs l'ambassadeur de France a tenu au lendemain de mon arrivée une conférence de presse à laquelle j'ai répondu dans une lettre aux journaux, la veille de mon départ.
A OSLO, deux heures après mon arrivée, j'ai été reçu au

ministère des affaires étrangères par M. Ansteensen, chef d
département politique et par deux de ses collaborateurs, no
avons procédé a une véritable conférence de travail; mémoire
rapports remis immédiatement au ministre des affair
étrangères. Le soir, je reçois la visite à l'hôtel de M. Anderse
chef du département des affaires étrangères à la présidence
conseil réputé comme étant le "bras droit" du président qui vie
me voir de la part de ce dernier qui s'excuse de ne pouvoir m
recevoir le lendemain matin, ayant accorde une audience
l'ambassadeur de France. Très longue discussion, manifestatio
de sympathie très nette pour notre cause. Le lendemain de not
arrivée, je vois M. Fin Moe, président de la commission d
affaires étrangères du parlement, ancien représentant permane
de la Norvege aux Nations-Unies. Il ne me cache pas qu'il e
pour sa part d'accord pour l'indépendance de l'Algérie. M
Andersen m'a même donné une adresse pour lui faire parven
tous documents utiles destinés au chef du gouvernement.

A Copenhague, j'ai été reçu par M. Karlsson Olof, secrétai
général du parti social-démocrate, auquel j'ai remis le mémoi
destiné au chef du gouvernement. Accueil très correct, ma
assez réservé.

La France, par son ambassadeur, a déployé le maximu
d'efforts pendant notre visite pour tenter d'en diminuer la porté
mais en vain, sauf peut être au Danemark, où les contacts n'o
pu être établis qu'après beaucoup de difficultés.

Je sug;;ér la poursuite de l'effort avec la possible ouverture d'u
bureau du F.L.N. à Stockholm.

Il est important de mentionner l'engagement de jeunes socio
démocrates à nos cotés qui ne comprenaient pas que de
socialistes français appuyaient une guerre atroce contre u
peuple qui aspirait à son indépendance. Je citerais notammen
Pierre Vindé, haut responsable du parti social-démocrate et so
père Victor qui écrivait dans l'un des organes des plus cotés d
la presse nordique le "Dagens-Nyheter". Je me remémor
également l'organisation d'une conférence à l'université d
Stockholm encouragée par son recteur qui me permit de débattr

de l'Algérie avec des étudiants et des intellectuels qui fit grand
bruit dans le pays. Une autre conférence devait être tenue avec
un responsable du F.L.N. et l'écrivain français Albert Camus,
elle n'eu pas lieu, les officiels français l'ayant découragée.

Quelques mois après cette tournée Sven ste, un important
journaliste publia à Stockholm un ouvrage sur les "Rebelles" qui
contribua à mieux faire connaître notre cause. En Norvège
notamment des actions humanitaires furent engagées en faveur
des réfugiés de guerre algériens chassés de leur pays par la
répression militaire française, et des jeunes orphelins,
notamment par M. Nordling qui adopta un jeune algérien; il
publia un livre qui eut un grand écho dans le pays et suscita de
nouvelles sympathies agissantes pour le peuple algérien.

X

X X

4 - Moyen-Orient (Iran, Afghanistan, Turquie)

Au mois de Mai 1957, je fus chargé avec le Dr Ahmed Francis,
d'entreprendre une mission dans les pays musulmans du Moyen
Orient.

Nous fimes d'abord un court séjour à Bagdad où nous fûmes
reçus par un sympathisant de longue date de notre cause, Fadhel
Djamali, ancien chef du gouvernement irakien et Président du
Comité organisateur de la Semaine de l'Algérie. Sous
l'impulsion de notre représentant, Ahmed Bouda, le Comité
réussit grandement dans sa mission.

Nous arrivâmes à Téhéran, Mercredi 22 Mai. Notre premier soin
a été de prendre contact avec les représentants arabes qui dans
l'ensemble nous ont beaucoup aidé. Le 26 Mai nous sommes
reçus par M. Kazimi, sous-secrétaire d'état aux affaires
étrangères, aux lieu et place du Ministre absent. Le 27 le
Premier ministre, le Dr Iqubal nous reçoit en présence de
l'Ambassadeur saoudien qui prépara l'audience. L'entretien dure
une demi-heure environ et le Président nous assure de la
continuité du soutien de l'Iran, "c'est pour nous , a-t-il dit, une
question de principe"; nous lui remettons un mémoire. Le 29,

nous sommes reçus par
le Dr Sayyed Hassan Imamy, grand muphti de Téhéran, appe
ici "Imam Djomé" qui a été vivement indigné par le sort que
France réservé à l'Islam en Algérie. Un peu plus tard nous no
rendons au Sénat où nous sommes reçus par le Président, M
Sadrolishraf Mohsen Essadr. Le lendemain nous verrons
Président de la Chambre des Députés ainsi que le Ministre de
Cour, M. Hussein ALA, ancien président du Conseil, memb
du Conseil du Trône.
Nous avons ainsi vu les plus hautes autorités du pays, qui, tout
nous ont fait un accueil chaleureux.
Sur le plan de la presse, nous avons rendu visite aux deux gran
quotidiens d'ici qui ont suivi de près notre tournée. Plusieu
autres quotidiens et hebdomadaires sont venus nous voir po
des interviewes. Nous avons envoyé une déclaration a la pres
et nous en ferons une seconde le jour de notre départ.
Sur le plan des contacts, l'appui a été total. Sur le plan de
presse, nous avons occupé l'actualité pendant plusieurs jours.
Nous avons préparé le terrain à une seconde délégation q
pourrait venir après le Pèlerinage mais qui aurait à s'occup
plus spécialement des contacts et d'une action sur le pla
islamique. L'Islam joue ici un rôle de tout premier plan et se
représentants exercent une grande influence à la fois sur
gouvernement et sur l'opinion publique.
Par ailleurs, nous avons assisté à trois réceptions, la premièr
organisée par l'ambassade d'Egypte, la seconde par la Légatio
de Jordanie et la troisième par l'ambassade d'Afghanistan. A
cours de ces réceptions, nous avons rencontré non seulement de
personnalités iraniennes parmi lesquelles des responsables d
Ministère des affaires étrangères et des généraux, mais aussi d
nombreux diplomates du Pakistan.
Au terme de notre séjour, nous avons publié dans la press
iranienne le communiqué suivant :
"Au moment de quitter l'Iran, la délégation du Front algérien d
Libération Nationale, tient à dire au peuple d'Iran, à se
dirigeants et à sa presse combien elle a été touchée par l

sympathie dont elle a été entourée et l'accueil fraternel qui lui a été réservé
"Au cours de longs entretiens qu'ont bien voulu lui accorder leurs Excellences Mr. le Président du Conseil, Mr. le Ministre de la Cour, MM. les Président du Sénat et de la Chambre des Députés ainsi que Mr. le Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, ces derniers ont assuré la délégation de l'appui total de l'Iran à la cause de l'Indépendance algérienne.
"De nombreuses autres personnalités du monde religieux, diplomatique, politique et de la presse nous ont exprimé leur émotion devant les sacrifices consentis par le peuple algérien et son Armée de Libération Nationale et nous ont assuré de leur solidarité agissante.
"Au nom du peuple algérien et au nom du Front de Libération Nationale, nous exprimons vivement nos remerciements au peuple iranien et à ses représentants.
Au cours de ce bref séjour, nous avons pu apprécier combien la solidarité des peuples jeunes d'Asie et d'Afrique et des peuples musulmans en particulier, est une réalité vivante en mesure de consolider la liberté et la paix à travers le monde".

X
XX

Nous quittons Téhéran le 31 Mai pour Kaboul. Nous rendons immédiatement visite aux ambassades arabes. Le 1er juin nous sommes reçus par le Directeur des affaires politiques du ministère des affaires étrangères, M. Pohognac Messaoud puis par le Chef du département de la presse, M. Mohammed Kacem Richtia. Le 2 Juin nous sommes reçus par le Ministre des affaires étrangères, M. Emir Mohammed Naim, le matin et l'après-midi par le Président du Conseil, Sardar Mohammed Daoud. Ils nous ont réservé le meilleur accueil et assuré de leur appui total et laissé entendre qu'une semaine de l'Algérie serait organisée sous l'égide du gouvernement.
Nous devions voir le Roi mais malheureusement il était malade, au lit.
Toujours le 2 Juin dans l'après-midi une réception a été

organisée en notre honneur par le Département de la presse
immédiatement après nous avons tenu dans les lieux mêmes u
conférence de presse. Nous avons constaté que la presse afgha
s'intéressait beaucoup à notre problème.

X

X X

Nous arrivons à Ankara le 8 Juin. Le contact est pris avec l
ambassades arabes et par l'intermédiaire du Saoudien, no
obtenons un rendez-vous avec le Chef du protocole du Ministè
des Affaires étrangères, M. Shemseddine Maldin et son adjoi
M. Faycel Versane auxquels nous demandons à voir le Préside
du Conseil et le Ministre des affaires étrangères.

Le 11, le Secrétaire général du Ministère des affaires étrangère
M. Malih Essembel, nous reçoit pendant une heure au nom d
Ministre des affaires étrangères alité, parce qu'accidenté, et q
était au regret de ne pouvoir nous accueillir et aussi au nom d
Président du Conseil qui se trouvait pris à Istanbul. Nous l
remettons un mémoire avec prière de le transmettre au Préside
du Conseil. Le 13 nous sommes reçus par le Directeur d
Croissant Rouge turc et son adjoint. Ces derniers nous assure
du principe d'une aide aux réfugiés algériens après contact av
leur gouvernement. Le 14 nous sommes reçus par le président d
la Grande Assemblée Nationale qui est la 2e personnalité de
République turque, M. Rafique Kuraltan, compagnon de lutt
d'Ataturk. Il nous a retenu 2 heures pendant lesquelles il a tenu
s'informer de tous les aspects de la lutte en Algérie faisant à to
instant des comparaisons avec sa propre expérience. Il a ten
lui-même à être photographié avec nous sous le portra
d'Ataturk et il nous a offert 2 livres rares sur la révolutio
turque. La presse s'est fait largement l'écho de notre présence
de nos activités.

14 Europe -Pays nordiques- (Deuxième mission)

A partir de juillet, Francis et moi partimes en mission dans les pays du nord européen et en Allemagne.
En Scandinavie, j'étais en pays de connaissance.

X

X X

Nous arrivons le 21 Juillet à Helsinki. Nous essayons immédiatement de prendre contact avec les milieux officiels. Malheureusement nous tombons en pleine crise politique et financière. Le gouvernement finlandais négocie avec la France un accord commercial vital pour la Finlande; "on" nous a fait dire qu'il n'était pas possible de nous rencontrer et de compromettre par là-même les discussions avec la France.
Nos activités d'ailleurs sont contrecarrées par l'ambassade de France qui exerce une pression sur le gouvernement. Néanmoins, nous avons pris contact avec le secrétaire général du parti social-démocrate, M. Pitsinki qui nous a longuement reçu. Nous avons également pris contact avec les représentants de l'Association des étudiants qui a une influence dans le pays. Nous avons donné enfin une Conférence de presse le 26, qui a eu beaucoup de succès, toute la presse, le cinéma et la radio y ont assisté et tous l'ont longuement relatée.

X

X X

STOCKHOLM : Nous y sommes le 28 juillet. La colonie algérienne ainsi que la presse nous accueillent à l'aéroport. Le 30, nous sommes reçus par le secrétaire du parti socialiste M. Baeckius qui a eu au cours de la discussion l'occasion de réaffirmer les positions défendues par son parti au congrès de Vienne et qui nous sont entièrement favorables. Le 31 nous sommes reçus au Ministère des affaires étrangères par M. Edelstam chef de la section Afrique au Ministère qui, dossier en mains, nous a posé maintes questions intéressantes. Le soir

même un communiqué a été remis à la presse par le ministèr
informant de notre réception.
Le 1er Août nous rencontrons M. Vinde correspondant à Pari
de plusieurs grands journaux et de la radio suédoise et l'une de
plumes cotées de Scandinavie. Il nous a été favorable et compt
aller à Alger et Tunis avant l'ONU pour faire une série d'article
d'orientation pour l'opinion scandinave. Il nous a ser
d'intermédiaire pour d'autres contacts.
Le 2 Août nous sommes reçus par M. Beer secrétaire général d
la Croix-Rouge suédoise et membre de la Ligue international
des Croix-Rouges. Il a été très sympathique pour notre cause e
a promis d'appuyer la reconnaissance du Croissant-Roug
Algérien et d'augmenter l'aide à nos réfugiés. Il nous a conseill
d'être présents à la Conférence de la Ligue qui se tient e
Octobre à New-Delhi.
Dans l'après-midi, nous sommes reçus par M. Herbert Tingste
directeur du plus grand quotidien scandinave, le "Dagen
Nyheter" et homme d'une très grande autorité politique dans l
pays. Il nous retient près de deux heures au siège du journal o
avec son collaborateur M. Oste nous avons passé en revue tou
les aspects du problème. Il nous a introduit auprès de M. Berti
Ohlen, chef du parti libéral et président du conseil probable
pour novembre.
Le 3 nous sommes reçus par M. Carlsson, secrétaire général de
la centrale syndicale suédoise qui nous accueille au nom
de M. Yeyel l'actuel président de la CISL, absent de Stockholm.
Lui s'intéresse tout particulièrement aux aspects économiques e
sociaux du problème et a promis d'ouvrir les colonnes de leurs
journaux à nos informations.
Le 5 Août nous tenons notre conférence de presse au Grand
Hôtel. Toute la presse suédoise, étrangère et notamment la
presse française sont là, à noter que le représentant de l'A.F.P.
était accompagné d'une sténotypiste qui a enregistré toute la
conférence. Malgré la présence d'un journaliste suédois
provocateur à la solde de l'ambassade française, la conférence a
été très réussie et la presse en a largement parlé de même qu'elle

a commenté le film que nous avions projeté à la fin de la
Conférence.
A 18 heures nous rencontrons M. Ohlin qui nous reçoit au
Parlement, le contact qui a duré une heure a été très intéressant;
M. Ohlin connaissant le problème.
En conclusion :
1/ Le problème algérien mûrit de plus en plus. La presse y
consacre quotidiennement des articles, le plus souvent
favorables mais rarement contre nous, sauf le journal de
l'ambassade de France, le "Morgonbladet".
2/ La France qui se rend compte de cette évolution, mène une
grande activité sur le plan de la propagande et des pressions de
toutes sortes; elle met en vedette le MNA.
3/ Les milieux officiels se préoccupent des solutions concrètes
allant dans le sens de l'Indépendance, tout en cherchant à
ménager la susceptibilité française. Il semble que sur le plan de
la méthode leurs préférences aillent vers l'intervention d'une
tierce partie pour rapprocher les points de vue (ONU, Tunisie,
Maroc etc.)
Nous quittons Stockholm le 8 Août. Nous sommes accueillis à
l'aérodrome d'Oslo par le Comité de l'Algérie, ainsi que par des
journalistes.
Le lendemain nous sommes reçus au ministère des affaires
étrangères par M. Ansteensen assisté d'autres hauts
fonctionnaires. Ce fut une véritable séance de travail qui a duré
plus de deux heures.
Le soir nous nous réunissons chez un membre du Comité avec
des journalistes, la réunion se prolonge tard dans la nuit.
Le 10 nous sommes reçus au siège du parti social-démocrate par
MM. Ording, secrétaire général et Sanees, rédacteur en chef du
quotidien du parti.
Le 12 nous tenons notre conférence de presse à l'hôtel Viking.
Nous projetons un film. Toute la presse est présente.
Le 13 nous sommes reçus par M. Evang, directeur de la santé. Il
s'inquiète notamment de nos besoins en médicaments.
Le soir nous nous réunissons avec le comité élargi à d'autres

personnalités dont M. Evang.
Le 14 nous sommes reçus par le président de la Croix-Rouge norvégienne M. Steen ainsi que le secrétaire général M. Florelius. Nous sommes accompagnés par M. Gleditsch, au nom du Comité. L'accord se fait pour une collaboration entre la Croix-Rouge et le Comité en vue d'acheminer l'aide à l'Algérie par l'intermédiaire du CICR.

X
XX

La France a développé une grande activité depuis notre dernière tournée et a su exploiter des événements comme ceux de Mélouza. En Norvège, beaucoup plus qu'ailleurs, en raison de son appartenance à l'OTAN, on se préoccupe d'une solution qui tout en reconnaissant le bien-fondé de notre lutte, ménagerait tant soit peu la France.

X
XX

Nous arrivons à Bonn le dimanche 22 Août. Nous rendons visite à toutes les ambassades arabes qui sont au nombre de neuf ainsi qu'au bureau de la Ligue arabe. Etant donné la politique actuelle du gouvernement allemand qui n'est pas favorable aux Arabes, les représentants arabes décident d'organiser une réunion en notre présence pour voir la meilleure façon de nous aider. Au cours de cet échange de vues, l'ambassadeur d'Irak ainsi que le représentant du Maroc sont chargés de demander pour nous une audience au ministère des affaires étrangères. Après insistance, rendez-vous est pris pour le 26 à 6 heures de l'après-midi au ministère des affaires étrangères avec un fonctionnaire. Mais quelques heures plus tard nouveau coup de téléphone du protocole qui décommande le rendez-vous. Ce revirement ne peut s'expliquer que par le fait que le gouvernement allemand ne veut rien faire qui puisse indisposer les Français. Il fait vis-à-vis d'eux comme d'Israël un véritable complexe.
Nous donnons une conférence de presse le 26 à laquelle ont assisté tous les ambassadeurs arabes. Il y avait là les représentants des agences et de la majorité de la presse

allemande.
Impressions : l'Allemagne de par sa situation est un lieu de passage fréquenté par les Algériens venant de France et de Belgique. Elle est assiégée par le MNA qui y a des représentants permanents. Moulay Merbah, Ougouag, Abed Bouhafa, Filali Abdallah et Khelifa Bennamar qui y viennent fréquemment. ils ont donné à Bonn déjà deux conférences de presse. C'est dire que l'Allemagne peut être considérée comme une base du MNA.

X
XX

Nous arrivons à Copenhague le 16 Septembre. Nous nous mettons en relation avec le Dr Midani, consul de Syrie en Suède qui nous présente M. Mortensen, président du Club arabo-scandinave. Nous chargeons ce dernier de prendre les rendez-vous nécessaires.
Nous sommes reçus au ministère des affaires étrangères le 18, par M. Moeller, chef du protocole. Il nous déclare que le Ministre ne pouvait nous recevoir personnellement et que le secrétaire général ainsi que le Directeur des affaires politiques étaient à l'ONU. Nous lui remettons un mémoire qu'il promet de faire parvenir au Ministre.
Le soir à 7 heures nous sommes reçus par le général Bennike, ancien membre de la commission d'armistice en Palestine qui nous réserve un accueil chaleureux et nous promet son appui.
Le 19, nous sommes reçus par le Président des syndicats, M. Eiler Jensen qui est en même temps vice-président de la CISL. Il nous a promis de saisir de nouveau la CISL du problème, lors de sa réunion de Novembre.
Le même jour nous rencontrons au ministère M. Viggo Starcke, ministre d'état. Il s'est intéressé au problème qu'il ne connaissait pas. Il a semblé satisfait de nos explications.
Dans l'après-midi, nous sommes reçus à la Croix-Rouge danoise par M. Erne Frenn, directeur général, auquel nous avons demandé l'aide pour les réfugiés. Nous avons aussi attiré son attention sur la reconnaissance du Croissant-rouge algérien. Il a promis d'accorder toute son attention à la question et nous a

conseillé lui aussi d'être présents à la Conférence de la ligue de croix-rouges, à New-Delhi, en Octobre.
Enfin, nous tenons une conférence de presse à laquelle o assisté les représentants des journaux les plus importants. L journaux ont consacré de bons commentaires à cette conférence Plus tard, le 1er Mai au cours des manifestations populaires q se sont tenues à Oslo et à Stockholm, des mots d'ordre appuyan l'indépendance de l'Algérie ont été applaudis par l'assistance.

X
XX

6.- Japon - Extême-Orient (Première mission)
De retour à Damas, je fus chargé de représenter l'Algérie a Congrès des juristes afro-asiatiques qui s'y est tenu à partir d 11 Novembre 1957.
Au cours de cette réunion, je rencontrais M. Nagano du Japo qui me suggéra l'envoi d'une délégation du F.L.N. dans so pays.
A cette occasion, j'eus le privilège de recevoir une décoratio des mains de la légende vivante qu'était le Président de l République Syrienne Choukri El Khouatly (Wissam El Istihqa Essoury, première classe, du 16 Novembre 1957).
Le 18. Novembre, je participai avec Benhabilès au Congrè arabe des Sciences administratives. Parmi les délégations d'état celle du F.L.N. était considérée comme représentant l'Eta Algérien.

X
XX

L'invitation au Japon s'est concrétisée à l'occasion de l préparation "d'une journée de l'Algérie" fixée au 30 Mars 1958 à l'initiative d'organisations japonaises de "gauche" telles que le "Comité afro-asiatique" et l'organisation contre les bombes A et H.

Notre Délégation extérieure au Caire m'avait désigné pour y représenter le F.L.N. en m'adjoignant Abdelkader Chanderli, ancien journaliste à "France-Soir" qui nous avait rejoint quelques mois auparavant et travaillé à notre bureau de New-York, en raison de ses contacts internationaux notamment à l'ONU et de sa pratique de la langue anglaise.
J'arrive à Tokyo le 28 Février 1958 : l'accueil est organisé par le "Conseil japonais contres les bombes A et H", en présence de la presse.
En quittant la passerelle de l'avion, j'aperçus une banderole avec la mention "Vive M. Aberrahmane Kiouane". Les porteurs de ce signe de sympathie continuaient à orienter leur regard vers l'avion. Je me suis approché d'eux pour leur signaler que j'étais la personne attendue. Surprise de l'interprète : on attendait un Africain, donc un Noir !

X
XX

Des réunions se tiennent dès le 1er mars en vue de la préparation de la "Journée". Je me dois de signaler le dévouement exemplaire et l'engagement personnel total pour la cause algérienne de Mr Tokusaburo-Dam, secrétaire général du Comité afro-asiatique, qui a poursuivi ses contacts avec nous jusqu'après l'indépendance de l'Algérie, à la lutte de laquelle il a consacré plusieurs livres.

Des députés apportent leur appui à l'initiative, M. Matsumoto, sénateur socialiste préside le Comité.
Des rencontres sont organisées avec des députés de "droite" (Parti libéral-Démocrate) au pouvoir tels que Mr. Miki.
Les ambassadeurs arabes d'Egypte et de Syrie, d'Arabie Saoudite et du Liban m'invitent pour me présenter aux personnalités du pays avec lesquels ils entretenaient des relations suivies.
Le 9 mars, le parti socialiste, principal parti d'opposition, annonce immédiatement après son Congrès son appui total à la Journée du 30 mars.
Des rencontres sont organisées avec la presse, l'Association des

journalistes, la Fédération des étudiants ainsi que l'Associatio
des juristes qui nous reçoit à dîner.
Le 22 Mars, une rencontre se tient avec les membres de
commissions des Affaires étrangères de la Diète et du Sénat.
A partir du 13, une tournée est engagée à travers le Japon
laquelle participe Chanderli dès son arrivée, chacun prenant e
charge une région du pays. Partout où nous passions, l'accue
était sympathique et l'aide matérielle en faveur des réfugié
algériens au Maroc et en Tunisie commençait à être collectée.
"Le Conseil japonais contre les bombes A et H" m'informe qu'
prépare pour le mois d'Août une conférence anti-atomique
Tokyo. Il invite le F.L.N. à y participer.
"Le Comité de liaison des pays d'Asie" édite une brochure su
l'Algérie.
Un Comité d'aide à l'Algérie est constitué; il est présidé par M
Kitamura, député libéral démocrate, il comprend
M. Asanuma, futur secrétaire général du Parti socialiste,
M. Nagano, Président de l'Association Internationale du Dro
International, M. Muramutso, écrivain et M. Matsumoto.
Dans le cadre de l'aide aux réfugiés, je suis reçu par le vice
ministre du commerce, puis par le vice-ministre des affaire
étrangères M. Yamado, ancien ambassadeur à Téhéran.
Il va sans dire que l'ambassadeur de France à Tokyo avait fait -
cinq reprises nous a-t-on dit - des démarches pressantes pou
que nous ne soyons pas reçus par un représentant officiel.
Après cette rencontre, la presse rend publique notre présence a
Japon ce qui donnait à cette dernière un caractère quasi-officiel.
La Journée de l'Algérie pour laquelle nous étions au Japon n'
pas eu l'ampleur que l'accueil reçu nous laissait pressentir. E
effet, le comité d'aide à l'Algérie voulait inclure notre problèm
dans un cadre politique très large : retour d'Okinawa au Japo
rétablissement des relations diplomatiques entre le Japon et l
République populaire de Chine, retrait des troupes étrangères d
Japon, réunification de la Corée, etc.
Au cours des multiples réunions préparatoires, nous avons pri
une attitude très réservée, nous étions venus pour célébrer un

"Journée de l'Algérie".
Notre fermeté était telle que le représentant du parti au pouvoir fait savoir qu'il ne participera pas à la journée.
Je décide d'aller seul à la manifestation prévue le 30 mars, au cours de laquelle je fais connaître la lutte du peuple algérien pour son indépendance et remercie les organisateurs pour l'aide qu'ils apportent à l'Algérie.
La veille, un dîner est organisé par le Comité préparatoire. Une atmosphère amicale commence à régner malgré les malentendus vécus, le projet d'un Comité permanent pour l'Algérie est esquissé.
Le 30 mars, le ministre de l'éducation nationale nous invite à l'inauguration d'un nouveau stade, des places nous ont été réservées dans la tribune du corps diplomatique.
Le soir M. Kawasaki parlementaire libéral démocrate, l'un des chefs de file de son parti nous invite à dîner en nous manifestant la plus grande amitié, tout en nous promettant un soutien constant.
Le 31 mars, réception au Club des Industriels sous le patronage du Comité d'aide. Conférence avec les représentants de la télévision pour la mise au point d'un programme d'une heure sur l'Algérie. Communiqué remis aux agences de presse sur l'ensemble des activités de la délégation.
Dans l'ensemble voyage utile et mission constructive malgré de graves difficultés initiales dues au fait que nous étions par trop liés avec les groupes et partis progressistes et antigouvernementaux. Perspectives d'avenir solides quant à l'aide aux réfugiés par les groupements industriels. Collectes de fonds sans intérêt. Possibilité d'élargir et de développer les contacts établis. Meilleure information du public japonais malgré la très forte influence française dans ce pays. Nécessité de maintenir dans l'avenir une liaison constante avec les groupes et personnalités visités au cours de cette mission. Importance de la presse japonaise qui diffuse près de 28 millions d'exemplaires de journaux quotidiens.

7. - Philippines (première mission)

Sur notre chemin de retour, il avait été décidé que nous nous rendions aux Philippines.
Nous quittons Tokyo le 1er Avril. A Manille, nous prenons contact avec le ministère des Affaires Etrangères. On nous apprend que le gouvernement tout entier avait quitté Manille, un jour auparavant pour s'installer à Baguio - capitale d'été.
Néanmoins, le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères M. Jimenez nous reçoit sur le champ. Longue discussion en présence des spécialistes du Ministère. Accueil sympathique.
Le matin, rencontre avec les syndicats philippins. Leurs dirigeants viennent nous voir à l'hôtel et se mettent à notre disposition pour toute la durée du séjour. Nous les mettons au courant du problème et nous promettent leur appui. Dans l'après-midi, conférence de presse au ''Nation express club" en présence de plus de 50 journalistes des Philippines et de la presse étrangère. Présentation faite par le président du Club. Bons résultats. Le soir départ de Chanderli sur New-York.

X
XX

Je rentre sur Beyrouth.
Conclusion : c'est un pays où nous bénéficions de beaucoup de sympathie. Il faut maintenir avec les organisations de ce pays et notamment les syndicats des relations suivies pour une meilleure information sur notre problème et la création d'une atmosphère favorable pour une aide matérielle.

8. - Japon : installation de la Représentation du FLN en Extrême-Orient.

Durant mon séjour à Damas qui était désormais mon point d'attache, notre représentation était dirigée par Abdelhamid

Mehri assisté de Mohamed El Ghassiri, je reçois une instruction écrite de Lamine Debbaghine, notre responsable - en date du 4 juillet - qui me fait part de ma "désignation en qualité d'envoyé spécial de l'Algérie au Congrès mondial contre les bombes A et H" prévu du 15 au 20 Août à Tokyo.
Peu après , il m'est remis "un ordre de mission N°11" à l'en-tête du "Front et Armée de Libération Nationale Algériçnne", Département des Affaires Extérieures" signé du Chef du département Lamine Debaghine.
"Par décision du Responsable aux Affaires Extérieures en date du 29 juillet 1958 et après accord du C.C.E., le frère Abderrahmane Kiouane a été désigné comme chef de la représentation du F.L.N. en Extrême-Orient (Japon, Philippines, Formose, Corée du Sud , Vietnam, Laos et Cambodge).
Il sera secondé dans sa tâche par le frère Abdelmalek Benhabiles.
Le Caire, le 6 Août 1958
Le chef du Département des Affaires Extérieures".
Ainsi qu'un deuxième "Ordre de mission N°11 bis" de la même autorité.
"Par décision du Responsable aux Affaires Extérieures en date du 29 Juillet 1958, le frère Abderrahmane Kiouane a été désigné comme Chef de la représentation du F.L.N. en Extrême-Orient.
Les représentations diplomatiques des pays amis sont priées de lui apporter toute aide nécessaire dans l'accomplissement de sa Mission.
Le Caire, le 6 Août 1958
Le Chef du Département des Affaires Extérieures".
Je quitte Damas le 1er Août.

X
XX

Après divers incidents de route, j'arrive à Tokyo le 6 au soir. Accueil à l'aéroport par diverses organisations ainsi que la presse. Deux heures après mon arrivée je tiens une réunion avec le Secrétariat du comité afro-asiatique. Le lendemain 7 Août, je

rendis visite au Ministère des affaires étrangères où je suis accueilli par le Directeur de affaires d'Europe et d'Asie, chargé du problème algérien. Bonne impression. A la sortie du bureau, je rencontre le Ministre des affaires étrangères, M. Fujiyama, avec lequel je discute pendant quelques minutes. Simple politesse. Le même jour, je rencontre M. Kitamura, député du parti libéral-démocrate, parti au pouvoir ainsi que M. Okada, député socialiste, président de la commission internationale du parti qui m'assure de l'appui du parti socialiste pour l'accomplissement de ma mission. Rencontre aussi avec M. Nagano, président de l'association des juristes. Le 8 Août j'assiste à une nouvelle réunion du Comité afro-asiatique, mais élargie .

X
X X

A partir du 9, commence l'activité dans le cadre de la "Conférence internationale contre les bombes A et H et pour le désarmement". Le 9 au soir, réception par le Comité japonais contre les bombes A et H. Le 10, je prends la parole au meeting organisé à l'occasion du festival de la paix à Kamakura (en dehors de Tokyo), excellent accueil populaire. 11, 12 et 13 travail préparatoire intérieur. 14, réception du Comité afro-asiatique. 15, je prends la parole à la Conférence nationale japonaise contre les bombes A et H qui réunit plus de 6 000 délégués. Je suis l'un des 4 délégués étrangers parmi une cinquantaine d'organisations internationales et de délégations à avoir été invité à parler; très bon accueil. Signe de l'intérêt grandissant porté à notre lutte. Le 15, dans l'après-midi, ouverture de la Conférence internationale. Je préside la 1ère partie de la séance solennelle, je prends la parole au nom de tout le présidium et j'annonce l'ouverture de la Conférence. Le 16, discours au nom de l'Algérie, bien accueilli. Le soir, réception chez le gouverneur de Tokyo. 17 et 18, travaux des commissions . Etant seul, je n'ai pu participer qu'à une seule commission, celle de la paix qui est la plus intéressante pour notre problème.

Le soir, réception par l'association des Coréens. 19, à 4 heures du matin, je vais à l'aéroport accueillir Benhabilès. Réunion de la commission de la paix, puis celles des affaires afro-asiatiques. 20, clôture de la Conférence et vote des résolutions. Les textes de la résolution adoptée par la Conférence sur proposition de la Commission afro-asiatique où nos idées ont été retenues quant à la conception générale des problèmes d'indépendance nationale et leur liaison avec les problèmes de la paix sont votés. Le plus important encore est que le seul problème politique concret auquel on fait allusion dans la déclaration finale qui est le document principal de la Conférence, c'est l'Algérie.

L'objet de la Conférence étant très spécial, il a été particulièrement difficile de l'intéresser en priorité au problème algérien, d'autant plus que les événements du Moyen-Orient faisaient passer notre question au second plan. Malgré tout, nous avons atteint un résultat franchement inespéré.

Après la Conférence, il y a eu différentes activités annexes telles que réceptions et autres. J'ai pris contact avec les ambassades arabes qui sont satisfaites de l'ouverture du bureau. Le 22, j'ai participé à un débat sur le Moyen-Orient organisé par un journal le "Yomiuri" qui tire à quelques 3 millions et demi d'exemplaires. le 23, Benhabilès a tenu 2 meetings en dehors de Tokyo, à Yoshida et Orsuki. Bon accueil populaire.

Depuis le mois de Mars, 4 livres ont été écrits ou traduits en japonais sur l'Algérie. Une pièce de théâtre est en cours qui pourrait être représentée en Novembre.

Le 19 septembre, je reçois du Caire le télégramme qui annonce la formation du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, présidé par Ferhat Abbas et proclamé au nom du peuple algérien par "le Comité de Coordination et d'Exécution par délégation des pouvoirs du Conseil National de la Révolution Algérienne (résolution du 28 Août 1957)".

Le Directeur général M. Nagano et le Secrétaire général du Comité afro-asiatique japonais de Solidarité adressent le 21 septembre un message de félicitations à Ferhat Abbas au Caire dans lequel ils déclarent notamment :

"Notre Comité japonais pour la solidarité afro-asiatique vou
promet de faire de son mieux pour mobiliser l'opinion de l
population japonaise, en collaboration étroite avec votr
Délégation à Tokyo représentée par M. Abderrahmane Kiouan
afin que le gouvernement japonais reconnaisse le plutôt possibl
votre gouvernement."
Le 25 septembre, nous réunissons Benhabilès et moi-même, un
conférence de presse. En voici le texte liminaire.
"Messieurs,
"Le Front Algérien de Libération Nationale vient d'installer
Tokyo, une Délégation permanente pour l'Extrême-Orient, dan
le but d'informer les gouvernements et l'opinion publique de
pays de cette partie du monde sur la lutte du peuple algérien.
"Depuis quatre années, le peuple algérien est engagé dans u
combat décisif contre le colonialisme français pour l
reconquête de son Indépendance nationale.
"A cette aspiration légitime, la France, a répondu en faisant a
peuple algérien une guerre à outrance. Tout son potenti
militaire et économique a été mobilisé. Tous les moyens d
destruction massive ont été mis en œuvre. 500 000 Algériens on
été massacrés, des centaines de milliers torturés et le
populations de régions entières chassées de leur territoire pou
aller trouver refuge en Tunisie et au Maroc.
Le F.L.N. a, à plusieurs reprises, proposé une solution pacifiqu
au problème algérien : la négociation entre le F.L.N., au nom d
peuple algérien, et le gouvernement français, sur la base d
l'Indépendance de l'Algérie. Le F.L.N. a donné son accord pou
l'application des résolutions votées par l'Assemblée générale d
l'ONU pour un règlement pacifique du problème algérien. L
F.L.N. a répondu par l'affirmative aux offres de bons office
présentées par Sa Majesté le Roi du Maroc et Son Excellence, l
Président de la République tunisienne. Toutes ces proposition
ont été rejetées par la France qui a préféré y répondre e
développant la guerre en Algérie.
"Bien plus, depuis l'accès au pouvoir en France d
gouvernement du général de Gaulle, la France préconise une

"solution" qui consiste à considérer l'Algérie comme une partie de la France. Et, agissant dans le cadre de cette politique, le gouvernement français veut faire participer l'Algérie au référendum sur la nouvelle constitution française.
"Or, c'est précisément contre une telle conception politique, contre une telle fiction juridique que le peuple algérien a engagé sa Révolution libératrice. L'Algérie est une nation différente de la France, annexée à la France par la force des armes et cette nation a décidé de se libérer et de devenir à nouveau un Etat indépendant. C'est pourquoi le F.L.N. s'est opposé à l'organisation du référendum en Algérie. Il en a avisé officiellement M. le Secrétaire général des Nations-Unies en lui demandant d'inviter le gouvernement français à ne pas tenir le référendum en Algérie.
"Cependant, le gouvernement français poursuit sa politique. Il prépare son référendum en mettant en place un dispositif militaire énorme et en développant à travers tout le territoire algérien des opérations de répression et de terreur. Spécialement pour l'Algérie, les opérations du référendum commenceront demain 26 septembre et s'étendront sur trois jours. Ce fait à lui seul montre l'importance des mesures exceptionnelles que la France prend et la puissance des moyens qu'elle utilise dans le vain espoir d'amener le peuple algérien à participer au vote.
"Nous tenons à affirmer de nouveau que le peuple algérien ne participera pas au référendum et qu'il s' y opposera par tous les moyens dont il dispose parce que, contrairement aux allégations du gouvernement français, l'Algérie n'est pas un territoire français et le peuple algérien n'est pas un peuple français.
"Le peuple algérien, devant la persistance du gouvernement De Gaulle dans la guerre et l'aveuglement politique de la France, a décidé de franchir un pas nouveau et important dans la voie de son affranchissement national.
"Le Vendredi 19 Septembre 1958, à 13 heures, heure algérienne, le Comité de Coordination et d'Exécution du Front de Libération Nationale, en vertu des pouvoirs que lui a délégué le Conseil National de la Révolution Algérienne, a proclamé au nom du

Peuple algérien et à travers toute l'Algérie, le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne.
"Par cet acte, l'Algérie a affirmé son existence en tant qu'Etat. Par cet acte, l'Algérie ne relève désormais plus de la France mais du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne. Plusieurs états ont déjà reconnu officiellement le nouveau gouvernement. Ainsi, l'Algérie a officiellement accédé au rang de pays souverain. Et, ni les procédés d'intimidation du gouvernement De Gaulle à l'égard des pays qui ont reconnu ou reconnaîtraient notre gouvernement, ni la décision française de ne pas participer au prochain débat de l'ONU sur l'Algérie, ne changeront cette nouvelle réalité politique conforme à l'histoire et à l'évolution des peuples.
"En nous adressant au Japon, nous nous tournons vers l'un des plus importants pays du groupe afro-asiatique. Les pays d'Afrique et d'Asie, fidèles à l'esprit de Bandoeng ont été parmi les premiers à appuyer la lutte du peuple algérien pour l'Indépendance.
"En cette époque où la paix et la liberté sont parmi les objectifs principaux du Japon, votre pays comprendra à coup sûr le sens de notre combat et lui apportera son appui".

X
XX

A partir de la fin du mois de septembre, nos activités sont orientées vers la reconnaissance du GPRA par le Japon.
Auparavant, nous avions toute une série de contacts avec des hommes politiques et la presse.
26/8 : rencontre avec M. Sonoda, député du parti libéral-démocrate,

1/9 : Conférence sur l'Algérie organisée sous les auspices du Comité afro-asiatique, nombreuse assistance,
3/9 : rencontre avec M. Sakurauchi, député libéral démocrate, président de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des députés (diète), bonne compréhension du problème, se met à notre disposition pour d'autres contacts,

4/9 : rencontre avec M. Shimonaka, président de l'association des éditeurs du Japon et de plusieurs autres sociétés.
Formation de l'association pour l'amitié entre le Japon et les pays arabes, association très puissante appuyée par les plus hauts milieux gouvernementaux et économiques. Discussion sur le cas de l'Algérie : nous serons traités comme les pays arabes indépendants et seront parmi les membres honoraires au même titre que les ambassadeurs arabes.
6/9 : participation à une réunion de militants de la région de Tokyo du Conseil contre les bombes A et H,
8/9 : rencontre avec M. Kanayama, directeur des affaires d'Europe et d'Asie au Ministère des affaires étrangères sur intervention du président de la commission des affaires étrangères. Très longue discussion. Il m'informe qu'après ma visite du 6 Août, le gouvernement a étudié le problème de notre installation à Tokyo et qu'il ne voyait pas d'objection à l'ouverture d'un bureau d'information sur l'Algérie. Il a fait état des multiples démarches, notes et protestation de l'ambassade de France après notre arrivée ici. Je pense que ce premier résultat est bon.
9/9 : rencontre avec M. Nakatani, membre de la mission économique qui s'est rendue dernièrement en Egypte, et représentant d'importants milieux économiques au Japon. Bon accueil. Il me demande de publier un article dans sa revue "The Nation and politics", en japonais, et largement diffusée parmi les milieux de droite, l'article, assez général, a été remis.
12/9 : rencontre avec M. Ikeda, député du parti libéral-démocrate à la veille d'une tournée d'information en Afrique du Nord et dans les pays arabes, pour y étudier le développement des nationalismes, je lui remets une lettre d'introduction pour les frères de Tunis et de Rabat.
Après l'invitation par la France de journalistes pour le référendum, nous avons plus spécialement porté nos efforts sur la presse et l'information. C'est ainsi que le 16, nous sommes reçus par les dirigeants des quotidiens Nihon Kesai, Mainichi, Tokyo Shimbun, le 17 par Yomiuri, Sankei, Asahi; le 19 par la

radiotélévision japonaise et le 20 par l'agence d'information Kyodo nous avons pratiquement vu tout le monde de la presse et de l'information, la presse étant ici très concentrée, chaque journal tirant entre 1 et 5 millions par jour.
A la conférence de presse du 25 septembre avaient déjà assisté presse, radio et télévision japonaises, agences de presse et de radio étrangères, diplomates arabes et personnalités japonaises.
Le 30 nous rendons visite à l'ambassade d'Indonésie, après reconnaissance de notre gouvernement par le leur. Excellent accueil.
Le 2 Octobre j'assiste à un meeting organisé en l'honneur du Président de la République de l'Inde, Prasad, par le Comité japonais d'accueil. Ce fut l'occasion de contacts fructueux notamment avec le président de la chambre des députés.
7/10 : rencontre avec M. Kawasaki, député du parti libéral-démocrate, discussion d'un plan de travail, à faire parmi son parti.
10/10 : lettre d'audience au Ministre des affaires étrangères.
13/10 : réception organisée par le Conseil japonais contre les bombes A et H pour célébrer la constitution du gouvernement algérien.
- Rencontre avec l'ambassadeur du Viêt-nam Sud.
14/10 : Conférence sur l'Algérie à l'université Wasseda, l'une des plus importantes du Japon.
15/10 : Visite à l'Ambassadeur d'Iran.
- Visite au Chargé d'affaires de l'Ethiopie
- Dîner avec différents députés du parti libéral-démocrate.
16/10 : Visite au chargé d'affaires de la Birmanie.
- Conférence sur l'Algérie organisée par le Comité afro-asiatique de solidarité.
17/10 : Visite à l'ambassade du Pakistan
- Visite à l'Ambassadeur de l'Inde.
18/10 : Contact avec le représentant de l'Association des Musulmans du Japon.
- Invitation à déjeuner par les dirigeants de plusieurs sociétés commerciales. Ce contact est intéressant à un double point de

vue les milieux économiques ont une grande influence sur le gouvernement et par ailleurs le mouvement d'aide à nos réfugiés ne peut réussir que s'il a leur appui.
20/10 : visite au conseiller de l'Ambassade du Laos. Il m'informe que des changements importants viennent de se produire dans leur gouvernement qui devient ainsi plus sympathique à notre cause.
Visite au Chargé d'affaires de l'Ambassade de Yougoslavie.
21/10 : Exposé au Comité contre les bombes A et H.
25/10 : Visite à M. Kanayama, directeur des affaires d'Europe et du Moyen-Orient au Ministère des Affaire
Etrangères, il m'indique que le mémoire que vous avez remis par le FLN au Caire est parvenu et que évidemment ils sont en train de l'étudier. Parlant au nom de son gouvernement, il précise qu'il n'envisage pas pour l'instant la reconnaissance de notre gouvernement puisque ajoute-t-il d'après les rapports qu'il reçoit la France et l'Algérie semblent s'orienter vers la négociation directe. J'explique ce point et montre l'écart qui existe entre nos positions et celles de la France, il admet cela et ajoute que si la France ne résout pas le problème très prochainement, "elle est finie" et que le Japon prend beaucoup d'intérêt à notre question. Il ajoute qu'il lit sérieusement notre bulletin d'information. Le contact a été sympathique dans l'ensemble, le gouvernement pourrait aller beaucoup plus loin avec nous mais il est gêné par deux obstacles : l'attitude officielle des USA à l'égard de notre gouvernement et le grand bruit fait par la presse autour d'éventuelles négociations entre la France et nous, rendu encore plus confus par certaines déclarations de Tunis, New-York, Le Caire, etc.
- Visite au Chargé d'affaires de l'ambassade de Yougoslavie.
31/10: Réception organisée par un comité de personnalités de premier plan et de différents milieux pour célébrer l'anniversaire de la Révolution. Le comité de patronage était composé par M. Suekichi AORO, l'un des plus grands écrivains du Japon, Kyuro KANO, représentant les milieux économiques, Yasaburo Shimonaka, président de l'association des éditeurs du Japon et

président du Comité national d'accueil du Président de l
République de l'Inde, au cours de sa récente visite, Kenz
Matsumura, ancien ministre, Inajiro Asanuma, secrétaire généra
du parti socialiste, Ruyen Kusaba, ancien ministre, Yusuk
Tsunumi, ancien ministre, Soji Okada, chef de la sectio
internationale du parti socialiste, Ataru Kobayashi, ancie
ambassadeur, Kunisuke Nagono, président de l'association d
juristes du Japon et d'autres.
1/11: Toujours dans le cadre de la célébration du 1er Novembr
le même comité organise une Conférence à la maison d
députés, suivie par une nombreuse assistance.
- Le même jour, au soir une vingtaine de personnalité
représentant différents milieux viennent à notre bureau pou
souhaiter un succès prochain dans notre lutte.
Le Premier Novembre a été célébré avec le maximum d'éclat s
l'on ajoute à ces trois manifestations le numéro spécial de notr
bulletin d'information.
J'envoyai à la Croix-Rouge du Japon une lettre l'informant de l
libération de prisonniers français et du sens politique de c
geste. J'attends le retour du Président à Tokyo pour l'entreteni
de nouveau du problème des réfugiés.
Nous assistâmes le 15 Novembre à une réception organisée pa
le parti socialiste à l'occasion de l'anniversaire de sa fondatio
La manifestation très importante, à laquelle assistaie
notamment le Président du Conseil et des Ministres nous
permis de rencontrer de nombreuses personnalités.
Le 18 Novembre, une pièce de théâtre sur l'Algérie a ét
représentée. Sa préparation nous a demandé du travail pou
donner une meilleure orientation à l'œuvre et une plus grand
vraisemblance dans la mise en scène. A cette occasion, j'ai lu u
message qui a été repris au cours des quatre première
représentations. Durant ces mêmes soirées des représentants d
différentes organisations sont venus lancer un appel pour l'aid
au peuple algérien. La presse a largement parlé de cette pièce, d
sa signification et de notre message.
Le 21 Novembre, je rencontre le nouvel ambassadeu

d'Indonésie à sa résidence. Nous avons longuement discuté, il m'a confirmé les bonnes dispositions de son gouvernement à notre égard, d'autant plus que ce dernier vient récemment de consolider ses positions à l'intérieur du pays.

Au cours de ce mois, quatre des plus importantes universités de Tokyo ont consacré des expositions à l'Algérie avec projection du film et des conférences que nous avons faites. Ces manifestations ont eu beaucoup de succès et nous avons entrepris la formation de groupes d'études sur le problème algérien, parmi les étudiants. Certains groupes ont déjà commencé à fonctionner. Un étudiant particulièrement intéressé par notre problème l'a pris comme sujet de thèse.
Sur le plan de l'Extrême-Orient, notre bulletin en français est bien accueilli dans les pays de l'ex-Indochine. Au Cambodge, une revue a même consacré un numéro spécial à l'anniversaire de la Révolution.
Sur le plan officiel japonais, le Ministère des Affaires étrangères vient de faire une déclaration au lendemain des élections dans laquelle il affirme son scepticisme quant à la possibilité d'une solution rapide par la France du problème algérien. Cette déclaration est d'autant plus importante qu'elle vient à la veille de l'arrivée au Japon d'André Malraux, envoyé spécial de De Gaulle.
En Décembre, nos activités ont été centrées sur deux points: ONU et visite au Japon du ministre français Malraux.
Sur le premier point, nous avons demandé l'envoi à la délégation Japonaise à l'ONU, par le parti socialiste, d'un télégramme, à la veille du vote, demandant l'appui de la motion afro-asiatique sur l'Algérie. Une lettre dans le même sens a été adressée au ministre des affaires étrangères, suivie d'une visite.
Sur le second point, nous avons publié un communiqué auquel nous avons assuré le maximum de diffusion. De plus, nous avons réuni les éditeurs de la presse, de la radio et de la télévision japonaises pour faire contrepoids à la propagande que les français allaient tenter à l'occasion de ce voyage. A la suite

de cette réunion, la radio TV japonaise officielle a rendu compt
pendant une émission d'une demi-heure, de notre entretie
Enfin, nous avons mis sur pied une rencontre avec les plus hau
dirigeants du parti socialiste, au Parlement, suivie d'une grand
conférence de presse au Parlement, également. Tout cela a e
pour résultat de limiter, au moins publiquement le thème d
voyage du ministre français à des objectifs culturels; bie
qu'envoyé officiel et personnel de De Gaulle il a refu
d'aborder devant la presse tout sujet politique.
Sur le plan des activités diverses, nous avons reçu le
Décembre, en visite officielle à notre bureau, l'Ambassadeur d
la RAU, le Ministre du Liban et le Chargé d'affaires de l'Arabi
Saoudite.
Le 5 Décembre, nous avons reçu à dîner le responsable et de
membres du bureau international du parti socialiste.
Le 8 Décembre, nous assistâmes au Festival du chant choral - c
dernier mouvement étant très puissant parmi les jeunes - e
même temps que le corps diplomatique. Près de dix mill
personnes y participaient; à cette occasion, nous avons transmi
un message et une traduction notée de l'hymne national algérie
a été diffusée.
Le 16 Décembre, nous rencontrons M. Matsumura, l'un de
principaux dirigeants du parti libéral-démocrate.
Le 18 Décembre, à l'occasion de la réunion de l'Assemblé
générale du Comité afro-asiatique, une motion est votée pou
l'Algérie. A cette même occasion, la journée de l'Afrique a ét
célébrée, en retard sur d'autres pays, on nous a demandé d
prononcer une conférence sur le développement de
nationalismes en Afrique, ce que j'ai fait. Cette conférence a ét
enregistrée et sera imprimée et diffusée par les soins du Comité.
Le 2 Janvier, nous assistons à une réception officielle organisé
par l'ambassadeur de la RAU à l'occasion du départ d
l'Ambassadeur de l'Inde qui rejoint son nouveau poste à l'ONU
Ce fut l'occasion de contacts cordiaux particulièrement avec l
représentant du gouvernement japonais. Sur ce point, M. Djha
le nouveau représentant permanent de l'Inde à l'ONU es

quelqu'un de particulièrement intéressant avec lequel nous avons entretenu ici les meilleurs rapports.
Au début de l'année 1959, s'ouvre à Alger le procès des dirigeants de l'UGTA, dès que l'information m'a été communiquée, j'alerte la plupart des syndicats du Japon :
les dirigeants de la centrale ZENRO (Congrès des Syndicats Japonais), l'Union des gens de mer, l'Union des Travailleurs des Textiles, l'Union des Télécommunications, l'Union des Travailleurs de l'Electricité ainsi que le délégué en Extrême-Orient de la CISL.
J'expose le problème devant le Comité directeur de SOHYO (Conseil Général des Syndicats du Japon) qui rassembl en dehors des plus hauts dirigeants de SOHYO proprement dit, les responsables des principaux syndicats qui existent au Japon.
Tous ont marqué beaucoup d'intérêt sur la question. Des télégrammes de protestation ont été envoyés :
"PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE PARIS
"PRESIDENT DU TRIBUNAL MILITAIRE ALGER
"Au nom de trois millions et demi de travailleurs nous protestons contre l'oppression dont est victime l'UGTA et le procès que vous intentez à ses 13 dirigeants le 12 janvier STOP. Nous demandons leur libération immédiate.
OTA, Président Sohyo
"PRESIDENT CONSEIL GOUVERNEMENT PARIS
PRESIDENT TRIBUNAL MILITAIRE ALGER
"Le Congrès des syndicats japonais représentant un million de syndicalistes japonais libres, proteste vigoureusement auprès de votre pays contre l'arrestation des 13 responsables de l'UGTA y compris le Secrétaire général et leur procès devant un Tribunal militaire STOP. Demande la libération des dirigeants arrêtés et l'assurance d'activités libres pour l'UGTA l'unique organisation algérienne du travail et membre de la CISL STOP. Le Congrès des syndicats japonais.

Ces textes ont été également remis par les deux centrales japonaises à l'Ambassade de France à Tokyo.

J'ai également alerté les syndicats du secteur, c'est-à-dire les Philippines, le Vietnam Sud, le Vietnam Nord, le Laos et le Cambodge.
Le 10 Janvier le plus important d'entre eux the Federation of free Workers of the Phillippines a adressé au Président de la République française le télégramme suivant:
"La 4e Assemblée de la Fédération des Travailleurs Libres des Phillippines appuie à l'unanimité les aspirations des Algériens à l'autodétermination stop Condamne énergiquement l'arrestation injuste des 13 dirigeants syndicalistes qui doivent être déférés le 12 janvier devant le tribunal, vous demande d'intervenir pour leur libération immédiate.
Edmundo Nolasco, Vice-président Executif
FEDERATION OF FREE WORKERS"
Le 12 Janvier nous rencontrons M. Inoue, chef de la section internationale de la Croix-Rouge du Japon que nous entretenons de la situation des réfugiés et qui nous promet de faire rapport de la question auprès du Comité directeur.
Le 20 Janvier nous prenons la parole au meeting de masses organisé par le Comité japonais de la Jeunesse afro-asiatique. Excellent accueil.
Le même jour exposé au Comité central de la Fédération des Travailleurs Municipaux (438 000 membres) auquel assistaient des délégués de toutes les parties du Japon.
Exposé aux dirigeants de l'Union des cheminots de l'Etat (369 000 membres). Rencontre avec les dirigeants de l'Union des Métaux (120 000 membres).
Le 21 Janvier, exposé au Comité directeur du syndicat des chemins de fer privés (134 000 membres), du syndicat des Mineurs (200 000 membres) du syndicat de construction des bateaux.
Le 22, exposé au Comité central du syndicat des cheminots de l'Etat. Accueil chaleureux. Le 22 dans l'après-midi visite au Ministère des Affaires Etrangères où nous sommes reçus par
M. Chikaraishi, directeur de la section Europe. Nous avons fait

préparer cette rencontre par le Président de la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre pour lui donner plus de solennité. Au cours de l'entretien j'ai fait état de notre surprise devant l'abstention du Japon à l'ONU et des raisons de notre surprise : sympathie manifestée par le Japon à l'Algérie, attitude au cours des précédentes sessions, fidélité aux principes de Bandoeng auxquels le Japon a souscrit et surtout des liens étroits entre le Japon et le Monde arabe auquel l'Algérie par-dessus tout est chère. Il a admis tout cela avec un certain embarras en disant que personnellement il n'était pas au courant d'une façon précise de ce qui s'était passé à l'ONU et il nous a prié de voir sur ce point son collègue M. Takahashi, directeur-adjoint de la section ONU qui pourrait nous renseigner d'une façon détaillée. Le 28 Janvier nous rendons visite à M. Takahashi qui nous réserve le meilleur accueil et nous déclare que son collègue l'avait mis au courant en détail de notre entretien et après que nous ayons renouvelé notre profonde déception devant l'attitude du délégué japonais à l'ONU, il apporte un dossier en tire des copies de télégrammes et nous précise deux points:
1°/ Le projet sur l'Algérie, la résolution a été préparée par le délégué du Ghana sans consultation préalable de M. Matsudaira, délégué du Japon.
2°/ A la réunion suivante du Comité des nations afro-asiatiques, M Matsudaira a déclaré qu'il regrettait de n'avoir pas été consulté sur le projet qui allait être présenté et que dans ces conditions le Japon s'abstiendrait devant l'Assemblée générale.
En tout cas nous développons notre action sur ce point. Nous tenons une réunion avec les ambassadeurs, et à notre demande il a été décidé qu'ils feraient eux aussi, état de leur surprise au gouvernement japonais à la prochaine occasion.
Le seul pivot sur lequel nous pouvons rendre notre diplomatie efficace à l'égard de ce pays est l'économique et pour l'instant cet argument ne peut être manié que par nos frères arabes.
Le 23 Janvier, j'ai pris la parole en dehors de Tokyo devant le syndicat des télécommunications (152 000 membres) qui rassemblait ce jour-là son comité central et des délégués venus

de toutes les parties du Japon. ıa m'a rappelé, littéralem
l'atmosphère des meeetings du pays.
Le 28, j'ai réuni certains de nos amis japonais pour étudi
possibilité de mettre à profit la sympathie manifestée pa
syndicats à notre égard et également pour installer un co
sérieux pour l'Algérie. La tâche s'avère ardue mais nous no
sommes attelé.
J'écris un article qui m'a été demandé pour la revue musulm
japonaise "Green Flag".

Les syndicats du Japon adressent à l'UGTA des message
solidarité à l'occasion de son troisième anniversaire.
Nous rétablissons le contact avec l'Association des Musulm
japonais qui, sur le plan des masses ne présente pas le m
intérêt que les syndicats, elle a néanmoins d'excellentes ent
dans les milieux économiques qui en fait tiennent ici les rê
du gouvernement. Le Président nous rend visite et nous mett
sur pied le projet d'une réception-conférence qui groupera
éléments les plus importants des milieux économiques du Jap
Le 27, je prends la parole à l'Assemblée nationale de la Paix
réunit les représentants de plus de trente organisations, venus
tous les coins du Japon. Benhabilès lit un message au cours
rassemblement organisé à Yaizu par le Conseil contre
bombes A et H. Au cours de ces deux meetings l'Algérie a
longuement ovationnée.
L'aide aux réfugiés algériens en Tunisie et au Maroc s'organ
avec l'appui de la Croix-Rouge japonaise. Son attitude se
plus sympathique. Elle accepte notamment de prendre en cha
les frais d'acheminement des produits alimentaires et des tis
collectés qui nous ont été remis au cours d'une cérémo
solennelle le 22 mars, au cours de laquelle ont assisté
ambassadeurs et des personnalités japonaises.
Le 6 mars, au cours d'une conférence avec les députés socialis
membres de la commission des affaires étrangères de
Chambre, nous donnons des explications sur le problè
algérien pour nous permettre d'engager une action sur le pl

gouvernemental et parlementaire en vue d'amener d'abord le gouvernement à définir sa politique algérienne et ensuite et éventuellement, à reconnaître notre gouvernement.
Mon exposé que j'avais situé dans le contexte diplomatique actuel mettait l'accent sur l'abstention américaine à l'ONU et les relations arabo-japonaises. Les députés ont été intéressés et au cours de la discussion que nous avons eue par la suite, nous avons convenu que nous disposions d'atouts sérieux. Nous avons donc arrêté le plan suivant: les députés socialistes réuniraient leurs collègues du Sénat pour les associer à cette action. Ensuite et en accord avec le président de la commission des affaires étrangères de la Chambre, que je connais bien, nous arrangerons une réunion avec les autres membres de la commission des affaires étrangères, c'est-à-dire ceux du partilibéral- démocrate (gouvernemental) et enfin après cette réunion, je saisiraii officiellement et par lettre le président de la commission des affaires étrangères de la Chambre de notre souhait de voir le Parlement et le Gouvernement japonais définir la position du Japon sur notre question.
Au cours de la réunion, il m'a été confirmé que le Ministre des Affaires étrangères M. Fujiyama, avait été interpellé par un député socialiste à la commission des affaires étrangères sur l'attitude du gouvernement japonais à l'égard de l'Algérie, le Ministre a répondu que le gouvernement suit avec sympathie la lutte du peuple algérien mais qu'il n'a pas encore défini sa politique à l'égard de l'Algérie.
Rencontre avec M. Nakatani, secrétaire général de l'Association Japon-Pays arabes. Ce groupement créé depuis plusieurs mois, rassemble des personnalités de la droite politique et économique.
A la réunion du 9 Mars de la Commission des affaires étrangères de la Chambre, M. Matsumoto, député socialiste a posé une question au ministre des affaires étrangères, M. Fujiyama, à savoir l'attitude du gouvernement à l'égard de notre Délégation et s'il était disposé à nous recevoir. La réponse a été que le ministre est au courant de la présence de notre Délégation et

pendant votre séjour au Japon, c'est à cause de ce que les Japonais n'ont pas eu le temps de s'occuper du monde extérieur.
L'Algérie est pleine d'avenir. Il y aura en tous cas les difficultés à surmonter devant vous. Surmontez-les avec le courage !
En même temps que j'ai su votre départ, j'ai appris l'existence de la Délégation algérienne à Tokyo. Je suis âgé de 65 ans et j'espère que l'Algérie remportera son indépendance avant que je meure.
Je crois qu'il y a des milliers de Japonais qui veulent vous écrire et qui veulent vous dire "au revoir", à Haneda. Le Japon est, comme vous le dites, un pays frère de l'Algérie. Tous les Japonais soutiennent l'indépendance de l'Algérie. Ce que vous devez compter c'est sur la volonté du peuple japonais et non pas sur la volonté du Gouvernement japonais.
Bientôt, le Gouvernement japonais aussi reconnaître l'indépendance de l'Algérie.
Je vous souhaite bonne chance ainsi qu'à votre pays. J'aimerais savoir votre nouvelle adresse.
Mr. Takahashi Shigeru
29, Nishi-Takenomaru, Naka-ku,
Yokohama-city, Japon".

X
XX

11 - CHINE

Les relations entre le FLN et la Chine ont été établies bien avant l'ouverture de notre Mission diplomatique.
Deux délégations officielles se sont rendues à Pékin en 1958 et 1960.
La première dirigée par Mahmoud Chérif, Ministre de l'Armement et du Ravitaillement général du GPRA, et la seconde par Ferhat Abbas, Président du GPRA.
La première mission s'est conclue par un communiqué conjoint, signé le 20 Décembre 1958.

"COMMUNIQUE CONJOINT SIGNE LE 20 DE CEMBRE 1958 APZEKIN

PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERE CHEN YI ET MAHMOUD-CHERIF MINISTRE DE L'ARMEMENT ET DU G.P.R.A ET MEMBRE DE LA DELEGATION GOUVERNEMENTALE ALGERIENNE

"Sur l'invitation du gouvernement de la République Populaire de Chine, une délégation du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, composée de Mahmoud Chérif, Ministre de l'Armement, Benyoussef Benkhedda Ministre des Affaires Sociales et Saâd Dahlab, Directeur de Cabinet du Ministre de l'Information, a visité la Chine du 3 au 13 décembre et du 16 au 20 décembre 1958.
Mao Tse Tung, Président de la République Populaire de Chine et Chou En Lai, Premier Ministre du Conseil d'état, ont reçu la délégation du G.P.R.A., Chen Yi Ministre des Affaires étrangères, Lei-Jenneou, Ministre par intérim du commerce Extérieur et Chi Peng Fei, Vice Ministre des Affaires Etrangères, ont eu des conversations avec la délégation du G.P.R.A.. Les conversations se sont déroulées dans une atmosphère de sincérité et d'amitié. Au cours de ces conversations, les deux parties ont procédé à un échange de vues sur la situation internationale actuelle, particulièrement sur la guerre d'Algérie et le développement des relations sino - algériennes, pour parvenir à une complète identité de vues.
Les deux parties professent l'opinion commune que la situation internationale actuelle est favorable à la lutte des peuples du monde pour le maintien de la paix internationale.
"L'interdiction des expériences atomiques et nucléaires et la prohibition des armes atomiques et nucléaires sont exigées par

tous les peuples. Les deux parties appuient complètement ces exigences.

Les deux parties constatent avec satisfaction que le mouvement des peuples d'Asie et d'Afrique pour sauvegarder leurs indépendances nationales est déjà une réalité historique. Elles déclarent appuyer fermement les peuples d'Asie et d'Afrique en lutte contre le colonialisme et pensent que toutes les troupes étrangères doivent évacuer l'Afrique et l'Asie.

Au cours des conversations, le gouvernement chinois a affirmé la justesse de la position solennellement prise à la conférence de Bandoeng d'aider résolument le peuple algérien dans son juste combat pour l'indépendance nationale. L'Algérie appartient aux Algériens.

Les deux parties sont convaincues qu'avec l'appui des peuples arabes et de tous les peuples pacifiques du monde, le peuple algérien, qui persévère dans son combat contre le colonialisme, vaincra finalement et se libérera.

Au cours des conversations, les deux parties ont étudié concrètement les moyens de renforcer les liens qui unissent les deux pays et ont affirmé le principe qu'elles établiraient des relations diplomatiques et culturelles entre les deux pays. Les deux parties ont indiqué leur détermination de renforcer la coopération amicale entre les deux pays.

PEKIN LE 20 Décembre 1958

X
XX

La seconde délégation a séjourné à Pékin durant une semaine, son travail a été plus élaboré.

"Déclaration du Président du Conseil du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne
Ferhat Abbas, à son arrivée à l'aérodrome de Pékin
Le 29 Septembre 1960

"Excellence,

"Je suis profondément touché par les paroles de bienvenue que vous venez de m'adresser. Je vous en remercie très sincèrement. En vous remerciement, au nom de l'Algérie combattante, je remercie et je salue le valeureux peuple de Chine dont l'immense courage et le constant rayonnement constituent pour tant de peuples asservis un bouleversant exemple.

Vous comprendrez, j'en suis sûr, notre intense émotion en atterrissant sur la terre de la grande Chine, Terre pétrie depuis des millénaires par la main des hommes, terre d'épopées glorieuses et de labeur fécond. Terre de civilisation raffinée où une nouvelle société s'édifie et s'épanouit, Terre des multitudes dit-on, après avoir infligé aux impérialismes méprisants frappés de panique, une défaite dont ils ne se relèveront plus.

Frères et Camarades, Excellence,

Au moment où, sur d'autres rives, les impérialistes, groupés dans le NATO et autour de lui, se livrent encore à l'Organisation des Nations Unies aux luttes acharnées et aux manœuvres habituelles, qui doivent assurer dans les zones sous développées de la planète, leur domination, le peuple algérien qui combat pour sa liberté est heureux de compter parmi ses nombreux amis, la puissante Chine. La mission du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne est de vous assurer des sentiments de ce peuple martyr.

Indépendamment des fêtes prestigieuses de la République Populaire de Chine, fêtes auxquelles nous tenons à participer, nous voulons chaque fois que cela nous est possible consolider les liens désormais indissolubles de nos deux peuples.

Dans un mois, le 1er Novembre 1960, le peuple algérien aura à commémorer le sixième anniversaire de sa lutte armée contre l'impérialisme français. La défaite de ce dernier eut été certaine dès 1957, si une aide massive, tant matérielle, que financière de l'impérialisme américain et des pays du NATO n'avaient assuré sa survie.

"Invincible aujourd'hui, demain victorieux, le peuple algerien dont cent trente ans de colonialisme avaient pourtant reduit

certaines possibilités matérielles, a fait front à cette nouvelle coalition. Il lutte sans répit et s'organise sans cesse, heureux et fier d'aider efficacement en attendant son inéluctable libération la libération du continent africain.

Dans ce combat opiniâtre, que la France a transformé en guerre implacable et raciste, l'Algérie fait courageusement face, avec à ses cotes tous les peuples libres, avec à ses cotés le grand peuple de la République populaire de Chine.

"C'est pourquoi, Monsieur le président, nous considérons comme une pieuse et noble mission de saisir toutes les occasions pour venir vous présenter l'hommage de notre amitié et de notre admiration.

"Nous retremper au sein de votre peuple glorieux, pour poursuivre nos lourdes taches, ce serait-là, à nos yeux un motif suffisant pour justifier notre présence sur la terre de Chine.

Notre ambition ne s'arrête pas là. En vous renouvelant, au nom du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne et au nom du peuple algérien, nos remerciements chaleureux pour l'aide et l'assistance de la République populaire de Chine, nous voulons puiser dans vos riches expériences et sceller dans l'amitié et la confiance mutuelles, une nécessaire solidarité".

Je ne saurais terminer cette courte allocution sans vous exprimer au nom de la délégation Algérienne, notre vive et infinie gratitude pour l'accueil vibrant et affectueux qui nous a été réservé. Nous savons que par delà nos personnes il s'adresse au peuple algérien en lutte pour son indépendance.

Vive la République Populaire de Chine.

La délégation a eu d'importants entretiens avec Mao-Tsé-Toung, Président du Comité central du Parti communiste chinois, le 30 Septembre 1960 et Chou-En Lai, Premier Ministre des affaires

d'état de la République de Chine, le 3 Octobre 1960

"Résumé de l'exposé du 30 Septembre 1960

"I Le peuple algérien a vaillament mené, six ans durant une guerre de libération nationale. Vous avez crée un champ de bataille de libération nationale au rivage de la Méditerranée et au bord de l'Atlantique. Les peuples du monde aspirant à la libération, en premier lieu, les peuples de toute l'Afrique vont apprendre auprès de vous.

"Nous, tout le peuple chinois, éprouvons une vive admiration pour votre juste lutte. etant donné le caractère populaire et juste de la guerre que vous menez, vous avez bénéficié de l'aide des peuples du monde entier, et vous n'êtes nullement seuls dans la lutte. Le peuple chinois vous soutient, tous les peuples en lutte contre l'impérialisme en Afrique, en Asie et en Amérique Latine vous soutiennent, et les peuples révolutionnaires des pays occidentaux, eux aussi; vos amis sont donc fort nombreux. De Gaulle a, lui aussi, ses amis, ce sont les pays membres de l'O.T.A.N. Tchang Kaï-Chek de la Chine compte également parmi ses amis; ils ont reconnu l'un et l'autre, et ont depuis longtemps établi entre eux les relations diplomatiques.

"Quant à nous, nous avons noué avec vous les relations diplomatiques; nous n'étions pas entrés en contact avec le gouvernement français, et celui-ci ne l'avait pas fait non plus. Il pourrait y avoir un jour où de Gaulle viendrait s'adresser à nous, mais, à cet égard, nous lui poserions deux conditions: premièrement, il lui faudrait rompre les relations diplomatiques avec Tchang Kaï-Chek, et deuxièmement, il ne lui serait pas permis d'intervenir dans l'aide que nous vous apporterons; s'il posait comme condition pour l'établissement des relations

diplomatiques le droit de regard sur cette aide, nous l'admettrons absolument pas.

"Bien qu'à l'heure actuelle, vous vous trouviez encore en présence de beaucoup de difficultés, vous avez beaucoup d'espoir et l'avenir vous appartiendra, tandis que l'impérialisme il n'aura pas d'issue. Vous avez à faire face à la fois aux impérialistes français et aux impérialistes américains. Vous devez constater qu'ils ont chacun ses propres difficultés. La France doit entretenir une armée forte de 800 mille hommes et dépenser pour cela 3 milliards de francs par jour. Si cela continue pour une longue période, il s'effondrera. Quant aux Etats-Unis, bien qu'ils soient relativement forts, ils rencontrent partout l'opposition des peuples, du fait qu'ils contrôlent des territoires trop étendus et commettront trop de méfaits. Il existe pour vous des conditions pour persister dans une longue lutte. Pourvu que vous ayez la détermination de persister dans votre lutte, que vous puissiez préserver vos propres forces et diminuer vos sacrifices dans la mesure du possible, voire accroître encore vos forces, et faisant en sorte que le drapeau de libération nationale ne tombe pas 10 ans, 20 ans durant, il existe pour vous des perspectives pleines d'espérance. Tant que vous tenez fermement le fusil à la main, il me semble que vous ne pourrez être emportés par un coup de vent.

II. Nous approuvons votre façon d'agir consistant à exiger un référendum et le retrait des troupes françaises, mais il faut être prudent à l'égard de la question de l'envoi de troupes par l'O.N.U. Les expériences acquises dans les événements du Congo méritent l'attention. Il me semble qu'il vaudrait mieux que la Belgique y reste que de faire appel à l'O.N.U. de venir la remplacer. Cela parce que la Belgique n'est qu'un état dont la réputation a déjà été très mauvaise, et il sera facile de lui faire face à l'avenir; alors que les Nations Unies, qui se composent de nombreux pays, y compris les Etats Unis principalement, ne quitteraient plus, une fois venus sur invitation. Il n'est pas si

facile pour une nation de se libérer, et seul le départ d'une Belgique ne signifie nullement la libération. Le fait que les Etats-Unis ont utilise l'O.N.U. pour envahir le Congo a aussi éduqué le peuple congolais, ce dernier finira par remporter la victoire finale.

"En un mot, la lutte est bénéfique, pourvu qu'elle puisse dùrer. Si elle ne pouvait l'être, il ne serait même pas de conditions pour les pourparlers. A l'heure actuelle, le gouvernement français ne veut pas entamer des pourparlers avec vous, mais un jour viendra où il se verra obligé de le faire. Ce sera au moment où vos forces se seront développées et devenues plusieurs fois plus puissantes par rapport au moment présent.

"Au début, Tchang Kaï-chek, lui aussi, n'a pas voulu entreprendre des pourparlers avec nous, puis, il l'a fait et a signé avec nous un accord d'armistice et un accord politique, mais en fin de compte, il a déchiré tous ses accords. Au printemps 1949, les forces principales de Tchang Kaï- Chek ont été anéanties par nous, et c'était à ce moment-là qu'il voulait vraiment entrer en pourparlers. Et nous lui avons dit d'envoyer à Pékin des représentants pour engager des pourparlers. Nous avons posé des conditions semblables à celles que le gouvernement français veut vous imposer aujourd'hui : capituler en déposant toutes les armes. Tchang Kaï-Chek ne les a pas acceptées, eh bien! nous avons traversé le fleuve Yangtsé et libéré le continent de la Chine. C'est pourquoi il faut trouver des moyens pour porter à de Gaulle les coups cuisants et le contraindre à s'asseoir pour négocier.

III. Nous avons combattu pendant 22 ans et subi des défaites tellement graves qu'une armée forte de 300.000 hommes a été réduite à plus de 20.000 seulement et la situation a changé plus tard; il s'agit là principalement d'une question des politiques, en effet, nous avons fait une guerre politique plutôt qu'une guerre militaire. Par conséquent, il importe d'accorder de l'attention à

la question des politiques. Ce qui est important là-dessus c'e d'unir nos propres rangs, de gagner la majorité et de désagréger l'ennemi. Dans le passé, d'après notre politique, ceux qui faisaient l'objet de notre frappe ne représentaient que 5% de toute la population, et ne dépassaient pas en général 8%. Nous avons lutte contre les Japonais pendant 8 ans, mais nous n'avons jamais tué un seul Japonais capturé. De plus, nous nous sommes gardés également de les maltraiter, de les insulter et de les priver de leurs objets; au lieu de tout cela, nous leurs donnions une éducation. Nous voudrions vous proposer de limiter aussi le rayon de votre frappe, par exemple, une proportion de 5% à 10% serait appropriée, qu'il s'agit des Français ou des Algériens. Nous avions auparavant les traîtres chinois et vous avez maintenant les vôtres. Mais, parmi les traîtres algériens, il y en a des grands, des moyens et des petits et quant à leurs crimes, il y en a aussi qui sont graves et qui le sont moins. Il convient donc de bien discerner tout cela.

"Ceux qui méritent la peine capitale n'occupent qu'une infime minorité. Et, pour certains d'autres, on peut les condamner à l'emprisonnement et les contraindre à participer au travail de production. Il faut entreprendre un travail politique parmi les Français capturés. Chaque année, vous en capturez des centaines ou des milliers. Vous mettrez en liberté ceux qui ont été bien éduqués et continuerez à éduquer le reste qui n'est pas encore suffisamment éduqué, vous les libérerez aussi par groupes. Bien sûr, parmi les libérés, il s'en trouvera qui reviendront combattre encore. Alors, capturez-les et libérez-les une nouvelle fois et même une troisième fois. Ce faisant, ils auront petit à petit une confiance en vous et déposeraient leurs armes sur le champ de bataille. De la sorte, les milieux susceptibles d'être unis deviendront plus larges, le rayon de frappe deviendra par contre plus restreint et le nombre de ceux qui éprouveront de la sympathie pour nous s'accroîtra. Il est nécessaire d'entreprendre parmi les cadres subalternes une éducation prolongée et constante pour qu'ils puissent se rendre bien compte de

l'importante signification de gagner la majorité et de désagréger l'ennemi. De ces expériences chinoises, lesquelles vous seraient utiles, lesquelles ne le seraient pas, cela dépendra de votre jugement. Puisque vous avez vos propres traits caractéristiques, nous n'espérons pas que vous copierez nos expériences".

Résumé de l'exposé du 3 Octobre 1960

"I. Le peuple algérien a obtenu de grands succès dans sa lutte armée qui a déjà duré six ans. Ces succès non seulement démontrent d'une façon concentrée la ferme détermination du peuple algérien de s'opposer à la répression cruelle et au massacre barbare des colonialistes français, mais aussi ont énergiquement encouragé les peuples arabes, les peuples africains et les peuples de monde entier. Ceci revêt une très grande signification et a des répercussions très profondes et durables.
Vous avez immobilisé en Algérie une armée française forte de 800.000 hommes et par là, affaibli considérablement les forces des impérialistes français. La lutte armée que mène le peuple algérien offre un exemple à l'échelle mondiale. Toute nation qui aspire à la conquête de l'indépendance et au renversement de la domination impérialiste aura à apprendre auprès de vous. Vous avez le droit de faire appel au soutien des peuples du monde entier; et tout peuple partisan de la justice doit éprouver pour vous sa sympathie et vous accorder son soutien. Tout comme le Président Mao Tsé-Toung a dit : Vous n'êtes pas seuls dans votre lutte; l'impérialisme français n'a rien d'effroyable, l'impérialisme américain non plus, Ce sont là des observations générales.

"II. Il faut reconnaître que la lutte dans laquelle vous avez persisté depuis six ans est ardue et difficile et que le massacre sanglant et la destruction bestiale de la part des impérialistes français ont causé à votre nation de lourdes pertes. Mais, il

faudra toujours consentir des sacrifices si une nation veut se tenir debout et vaincre l'ennemi. Nous avons aussi payé cher pendant les 22 années de guerre. En effet, les pertes que vous avez subies ont porté des fruits positifs; elles ont suscité une vive indignation chez le peuple algérien dans son ensemble et vous ont fait connaître que pour vivre et gagner l'indépendanceet la liberté, il faut préalablement chasser complètement les impérialistes français. Les impérialistes français ont joué un rôle par l'exemple négatif dans l'éducation, la mobilisation et l'organisation du peuple.

"Certes, vous avez rencontré pas mal de difficultés dans la lutte, et vous vous trouvez encore en présence de nouvelles difficultés. Cependant, pour réaliser le désir d'un peuple opprimé de se tenir debout et pour aller de petit à grand, de faiblesse à puissance et d'infériorité à supériorité, tout cela exige une lutte prolongée. Nous avons essuyé beaucoup d'échecs au cours des 22 ans de guerre. Nous avons, par exemple, subi à la fois des attaques venant des deux côtés, celui de Tchang Kaï-Chek et celui des impérialistes japonais de sorte qu'à l'extérieur, toute aide nous était coupée et à l'intérieur un blocus nous était imposé. Pourtant, grâce à nos efforts d'affermir l'unité et de nous appuyer sur le peuple, nous sommes parvenus enfin à surmonter les difficultés et à remporter la victoire. Il y a deux proverbes Chinois d'antiquité qui disent : "celui qui est pour la justice, bénéficie d'un large soutien", "Dieu n'apportera l'aide qu'a celui qui s'appuie sur lui-même" étant donné que votre lutte revêt un caractère juste et populaire, vous gagnerez des amis de plus en plus nombreux. Certes, les difficultés sont inévitables, mais elles trempent le peuple. En effet, pour persister dans la vérité, et pour remporter la victoire, il importe de pouvoir soutenir toutes sortes d'épreuves et d'être habile à chercher les moyens pour surmonter les difficultés dans les difficultés mêmes. Une victoire gagnée à travers les revers et les échecs c'est une victoire qui ne se perdra pas facilement. Vous avez dit au Président Mao Tsé-Toung que l'Algérie combattrait jusqu'au

dernier homme et ne se rendrait jamais. Le Président Mao a répondu cependant que vous n'auriez pas à combattre jusqu'au dernier homme. Cela veut dire que nous sommes persuadés que le peuple algérien fort de 10 millions d'habitants sera certainement capable de trouver des méthodes appropriées pour surmonter les difficultés. Pourvu que vous ayez une telle détermination et une telle conviction, non seulement vous ne serez pas réduits au dernier homme, mais votre force se renforcera de jour en jour et celle de l'ennemi s'affaiblira, ce qui favorisera votre victoire finale. Ceci a été attesté par l'expérience de notre lutte, celle des peuples du monde.

Somme toute, dans une lutte révolutionnaire, les pertes sont inévitables. Pour mener la lutte, il faut payer le prix, et toutes les difficultés rencontrées dans la marche en avant sont surmontables. en vue de poursuivre cette lutte armée. L'essentiel est d'arrêter une série de politiques et méthodes qui correspondent aux besoins pratiques.

III. Nous avons renversé, il n'y a pas longtemps, la domination impérialiste et coloniale et vous souffrez encore de fléaux impérialistes et colonialistes. Il est de notre devoir de vous accorder le soutien, non seulement sur le plan moral et matériel, mais avant tout sur le plan politique. De ce fait, avant d'aborder la question de l'aide matérielle, je voudrais vous soumettre à titre de référence quelques opinions au sujet de la question des politiques. Mais, il ne faudra pas, bien entendu, copier les expériences chinoises, on ne pourra que s'y référer.

1°) A propos du rapport entre la lutte armée et la lutte diplomatique.

Nous estimons que votre orientation politique consistant à persister dans la lutte armée et à ne jamais déposer les armes, tout en n'écartant pas la lutte politique pour conquérir l'indépendance nationale à travers des négociations sur un pied

En effet vous ne pouvez pas vous opposer au slogan de l'armistice mais lequel doit se faire sur une base de réciprocité et avec conditions, il est absolument inacceptable que la France vous demande de déposer unilatéralement les armes et de capituler.
En demandent l'armistice, les impérialistes français, qui vous qualifient de rebelles, ont pour but de gagner du temps de répit, de rassembler leurs forces et de bien se préparer en vue de lancer à nouveau des attaques contre vous. C'est pourquoi on ne doit pas se laisser prendre au piège. Premièrement, pour les négociations, il faut persister dans le principe de réciprocité et contraindre les impérialistes français à reconnaître votre gouvernement; il ne pourra être question d'entamer des négociations sans que celles-ci ne reposent sur la réciprocité. L'attitude que vous avez adopté lors des entretiens à Melun était juste. Deuxièmement, avant qu'un accord soit conclu sur les conditions de l'armistice, il ne pourra nullement être question de l'armistice. Troisièmement, même si l'accord sur l'armistice serait conclu, il faudra quand même envisager la possibilité que l'ennemi déchire à tout moment cet accord et recommence les hostilités.

4°) A propos de la question de L'O.N.U.

Vous avez porté plainte devant l'O.N.U., ceci est également juste. Cependant, il faut aussi rester vigilant pour ne pas se laisser prendre au piège. A l'heure actuelle, l'O.N.U. ne vous reconnaît pas, et il y a seulement une faible partie des pays qui vous ont reconnu. Dans ces conditions, l'O.N.U. tente de vous lier les mains et de s'ingérer dans vos affaires intérieures, tout comme elle l'a fait au Congo. En effet, l'O.N.U. reflète l'intention des Etats-Unis. A présent, même la France s'oppose elle aussi, à l'intervention de l'O.N.U., et ne veut pas l'internationalisation de la question algérienne. Mais, quand les forces de la France se seront affaiblies à un certain degré, que

vos forces se seront accrues jusqu'à un certain point, il se peut que la France change son attitude actuelle, se prononce pour le contrôle de l'Algérie par l'intermédiaire de l'ONU et accepte de partager l'Algérie avec les Etats-Unis et d'autres pays impérialistes, comme la Belgique l'a fait après l'indépendance du Congo. La France reste toujours l'impérialisme. elle préfère partager les intérêts avec d'autres pays impérialistes plutôt que de laisser l'Algérie devenir indépendante. Par conséquent, en portant plainte devant l'O.N.U., il faut non seulement voir l'état de choses d'aujourd'hui , mais aussi celui de demain, il faut prévenir par avance l'intervention conjointe des impérialistes dans les affaires algériennes. Vous pouvez porter plainte devant l'O.N.U., demander à l'O.N.U. de vous reconnaître et exercer la pression sur la France pour l'obliger à accepter vos conditions sur l'application du référendum. cependant, il ne faut pas en aucun cas faire appel à l'intervention directe de l'O.N.U.

5°) A propos de la question des activités à l'intérieur du pays et sur le plan international.

Un grand nombre de personnes d'entre vous poursuivent dans votre pays la lutte armée et la lutte politique et un certain nombre de personnes mènent des activités sur le plan international; cette division du travail est nécessaire, mais il faut que la lutte menée à l'intérieur du pays soit la principale. Il faut que la grande partie de la force humaine et des ressources matérielles soient placées à l'intérieur du pays pour poursuivre la lutte armée et politique. Un petit nombre de dirigeants forts, déployant des activités à l'étranger, doivent rentrer au pays à tour de rôle pour participer à la lutte armée et politique à l'intérieur du pays; ce faisant, ils ne s'écarteraient pas du peuple de chez vous. Le peuple, en voyant que vous vous trouvez avec lui, sera plus enthousiasmé et plus confiant et vous serez à même de les mieux mobiliser et organiser.

En ce qui concerne les activités poursuivies sur le plan international, entretenir de bonnes relations avec les autres pays arabes est chose importante. Vous avez autour de vous des pays arabes, ce qui constitue une condition favorable. Les peuples des pays arabes sont de la même race, ils parlent la même langue et ont la même croyance religieuse; il vous est facile de bénéficier de leur soutien et de leur sympathie. Sans passer par ces pays, il ne nous est pas possible de vous faire parvenir l'aide que nous vous apportons. Ensuite, c'est de vivre en bons termes avec l'Afrique noire; bien que vous ne soyez pas de la même race, vous pouvez entrer en contact avec elle, étant donné que l'Afrique noire s'est déjà réveillée, afin de gagner le soutien de la Guinée, du Ghana et d'autres. Quant aux peuples des différents pays d'Asie et d'Amérique latine, ils ont le même sort historique que vous, c'est pourquoi, il vous convient d'entreprendre plus de travail auprès d'eux.

Vous pouvez aussi mener certaines activités auprès des pays occidentaux pour les débarrasser du souci et de la crainte et, chose encore plus importante, c'est d'exercer une influence sur les peuples de ces pays pour qu'ils sachent: ce n'est pas l'Algérie qui veut la guerre, mais c'est l'impérialisme française qui vous à imposé la guerre; tout cela en vue de gagner leur sympathie.

Vous pouvez par ailleurs entreprendre un travail diplomatique à l'égard des pays socialistes. Même si vous ne le faisiez pas, nous vous soutiendrions, sinon comment pourrait-on nous appeler pays socialistes?

6°) A propos de la question d'assurer la victoire.

Selon les expériences acquises dans notre pays, je voudrais signaler les trois points suivants:

1) Il faut avoir une direction résolue, puissante et unie. Le Front

de libération nationale doit gagner à lui tous ceux qui sont susceptibles d'être gagnés, et affermir l'unité de ses rangs, au sein desquels on peut réserver des opinions différentes, mais l'unité d'action doit être assurée. C'est là la clef de voûte pour vaincre l'ennemi.

2) Plus le front uni est large, plus il est profitable pour gagner la majorité et isoler la minorité. Il faut entreprendre non seulement du travail parmi le peuple algérien, mais aussi parmi les Européens forts d'un million d'hommes. Dans l'armée colonialiste française, il se trouve des Européens, des Africains et des Asiatiques. Il faut également entreprendre du travail parmi eux; il ne faut pas tuer ni insulter les prisonniers de guerre, et eux, une fois capturés, on peut les mettre en liberté de nouveau. Tous cela a pour but de gagner la majorité, d'isoler la minorité, et de gagner graduellement à votre cote 90% de la population. Puisqu'il y a beaucoup d'Algériens résidant en France, vous pouvez entreprendre du travail parmi les Français par leur intermédiaire afin de gagner l'appui des français.

3) Il faut renforcer les forces armées. Pour remporter la victoire finale, il faut toujours compter sur les forces armées. A ce propos, le président Mao en a déjà beaucoup parlé et je ne veux pas entrer dans le détail.

7°) A propos de la question de l'orientation de la guerre.

A en juger par vos conditions de combat, à l'heure actuelle, la guerre de guérillas est la forme principale, et il n'est pas possible pour le moment d'entreprendre la guerre de mouvement d'une grande envergure. Le processus du développement d'une armée populaire est bien ceci : de la guerre de guérilla à la guerre de mouvement puis à la guerre de position de grande envergure. L'évolution de la guerre est sinueuse, ces trois étapes ne se développent pas suivant une ligne droite. A présent, vous

vous trouvez à l'étape de la guerre des guérillas, mais il f
vous préparer à la guerre de mouvement et apprendre à la fai
Que se soit la guerre des guérillas ou la guerre de mouvement
en juger par la situation de guerre ou vous vous trouvez, ce s
une guerre de longue durée. vous avez déjà combattu 6
durant, il faut vous préparer à combattre encore pendant 16 a
Il se peut que le temps dont je parle est trop long; si la victo
peut être gagnée plus tôt, ce sera beaucoup mieux, au début
notre guerre de la libération, nous nous sommes préparés
combattre pendant 10 ans, puis nous estimions qu'il faudrait
ans, en réalité, cela nous a pris seulement trois ans et dem
Ayant en vue un plan de longue haleine, on se prépare
suffisamment tant sur le plan idéologique que matériel, et p
là, la victoire viendra peut être plus vite.

8°) A propos de la question de surmonter les difficultés.

A l'heure actuelle, vous êtes en présence de certaines difficultés
Pour les surmonter, le moyen fondamental ne réside que dan
l'appui sur le peuple, tandis que l'aide venant de l'extérieur es
secondaire. C'est là une foi. Car, dans toute guerre
révolutionnaire, il faut s'appuyer sur le peuple.
Au cas où l'ennemi viendrait incendier, et massacrer, on irait
dans les montagnes pour faire la guérilla, réduisant ainsi
l'ennemi dans l'impossibilité de faire autant. Si l'ennemi prenait
vieillards et femmes comme otages, ces derniers pourraient, eux
aussi, aller dans les montagnes.

Pour surmonter les difficultés rencontrées dans l'approvisionnement, il faut s'appuyer sur soi-même: se ravitailler de ce qu'on a comme nourriture, cultiver là où l'on stationne, et de façon dispersée, s'appuyer sur le peuple qui vous enverrait à la dérobée de la nourriture pendant la nuit. Il vaut mieux que l'effectif des forces armées à l'intérieur du pays ne soit pas trop important, le nombre de ceux qui sont détachés de la production ne doit occuper qu'une minorité. étant donné que

maintenir un personnel armé non-professionnel plus nombreux qui puisse participer au travail productif lorsque l'ennemi s'éloigne et se battre quand celui-ci s'approche

Quant au ravitaillement en armes, la source principale, c'est de s'en emparer de l'ennemi. Nous sommes disposés à venir à votre aide, mais il ne nous est pas possible de satisfaire toutes vos demandes. étant donné la grande distance qui nous sépare, le transport en est difficile, surtout pour les armes lourdes. Dans notre combat du passé, la plupart de nos armes, nous les avons arrachées à l'ennemi, une petite partie a été fabriquée par nous-mêmes. Pour faire une guerre de longue haleine, il est nécessaire de munir le pays d'usines capables de produire certaines armes, par exemple grenades, mines, balles, etc. Vous possédez maintenant des usines de réparation, mais vous devrez aussi avoir la possibilité de produire vous-mêmes des armes. Il est assez difficile de fabriquer des balles, on peut donc commencer par la fabrication des grenades et des mines. Nous pouvons vous en fournir l'équipement et les matériaux nécessaires.

En bref, il faut persister dans une guerre de résistance prolongée et s'efforcer d'éviter de faire venir chez vous les Américains. C'est là la question-clé.

9°) A propos de la question de l'aide.

Tout d'abord, il faut vous faire part que nous ne pouvons pas envoyer des volontaires. Car l'envoi des volontaires compliquerait la situation et, avant tout, c'est vous qui vous heurteriez à des difficultés. Une fois la Chine venue chez vous, les Etats-Unis viendraient aussi, et la bande qui est à leur remorque au sein de l'O.N.U. ferait de même. Nous avons envoyé des volontaires pour aider la Corée, c'est parce que les Etats-Unis avaient tout d'abord occupé le Taiwan de la Chine et que les deux pays ne sont séparés que par une rivière qui est facile à franchir. C'est pour cela que nous avons pu réaliser vous

avez une population moins nombreuse, celle-ci aura peine à ravitailler une armée professionnelle trop importante. On peut l'armistice après deux ans et demi de combat. Mais il est impossible de faire de même en Algérie, parce que ce sont des mers et des océans qui nous séparent. Si l'envoi de certains volontaires par la Chine susciterait l'intervention d'un grand nombre de pays impérialistes, cela vous serait fort défavorable. Certes, il ne semble pas que cela puisse engendrer une nouvelle guerre mondiale, mais les impérialistes vous imposeraient les blocus maritime et aérien.

Il vous faudra trouver tous les moyens possibles pour éviter l'intervention des Etats-Unis sous le couvert de l'O.N.U. Bien entendu, si l'O.N.U. venait vraimen
nt chez vous, il faudrait aussi persister dans la lutte".

La visite s'est conclue par un communiqué conjoint.

COMMUNIQUE CONJOINT DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE ET DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA REPUBLIQUE ALGIENNE

"Le Président du Conseil des Ministres Ferhat Abbas conduisant une délégation du G.P.R.A. a effectué une visite en Chine du 29 septembre au 6 octobre 1960 et a assisté à la célébration du 11ème anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, Mao Tse Toung, président du comité Central du Parti communiste chinois et Liou Chao Chi, Président de la République Populaire de Chine ont rencontre longuement durant leur séjour le Président Ferhat Abbas et les autres membres de la délégation.

Chou En Lai, Premier Ministre du Conseil des Affaires d'états de la République Populaire de Chine et Ferhat Abbas président du G.P.R.A. ont eu des entretiens.

Du côté de la République Populaire de Chine :

- Ho long, Vice-premier ministre,
- Tchen Yi, Vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères,
- Tchang Ham Fou, Vice ministre des affaires étrangères,
- Tchang Ai Zing, Chef adjoint de l'État-major Général de l'armée populaire de libération de Chine,
- Litchiang, Vice-ministre du commerce extérieur,
- Ho Ying, Directeur de département des affaires de l'Asie de l'Ouest et de l'Afrique du Ministère des affaires étrangères.

Du côté de la
République Algérienne :

- Ferhat Abbas, Président du G.P.R.A.,
- Lakhdar Bentobal, Ministre de l'intérieur,
- Mohamed Benyahia, Directeur du cabinet de la Présidence,
- Ahmed Boumedjel, Directeur des affaires Politiques du Ministère de l'information
- Lamine Khene, Directeur des affaires politiques du ministère de l'intérieur.

Ces entretiens ont porté sur les problèmes concernant les conditions de lutte en Algérie et le développement ultérieur des relations d'amitié et de coopération entre la Chine et l'Algérie, la situation dans les régions afro-asiatiques, la conjoncture internationale actuelle. Les deux parties ont eu la satisfaction de constater leur identité de vues . Elles estiment que tous les

obstacles et toutes les menaces contre la paix mondiale sont suscitées par l'impérialisme, qui poursuit sa politique d'agression et de guerre et qui ne cesse de multiplier ses interventions contre les mouvements d'indépendance nationale des colonises, tout en intensifiant les répressions sanglantes et tout en poursuivant comme en Algérie, la guerre d'agressions.

Elles considèrent en conséquence :

Que la lutte résolue contre la politique impérialiste d'agression et de guerre pour la libérté et la paix, constitue pour tous les peuples une tâche politique urgente et primordiale et exige leur union.

Elles reconnaissent qu'à cette lutte, les mouvements de libération nationale dans les pays colonisés et semi-colonisés, l'action des peuples du monde pour la démocratie et le progrès social, apportent une contribution importante.
Les deux parties se réjouissent de constater que le mouvement des peuples du monde contre l'impérialisme se développe toujours en profondeur et en ampleur.

Elles ont la ferme conviction que les peuples, pourvu qu'ils persistent dans la lutte et forment un large front uni et anti-impérialiste, pourront, à coup sûr, mettre en échec l'impérialisme et le colonialisme, conquérir et sauvegarder leur indépendance nationale, assurer la paix mondiale.

Les deux parties constatent avec satisfaction que les mouvements de libération nationale et la pleine lutte des peuples du continent africain pour la conquête et la sauvegarde de l'indépendance nationale et contre l'impérialisme et le colonialisme ont déjà convergé en un puissant courant irrésistible.

Elles se sont félicitées chaleureusement de l'indépendance de nombreux pays africains et de voir l'amitié, la solidarité entre les peuples des différents pays afro-asiatiques s'affermir toujours davantage dans leur lutte commune.

Elles ont souhaité que la lutte pour l'indépendance des différents pays encore sous la domination colonialiste aboutisse au plus tôt à sa victoire.

Les deux parties ont déclaré solennellement qu'elles soutiennent fermement les peuples du Congo, de Cuba, les peuples colonisés et semi-colonisés ainsi que les peuples des autres pays dans leur juste lutte pour comparer et sauvegarder l'indépendance nationale. Les deux
parties ont condamné le gouvernement de l'O.T.A.N. et principalement celui des Etats-Unis d'Amérique qui soutiennent la répression coloniale du gouvernement français et la poursuite de la guerre agressive en Algérie.
Elles appellent les différents pays du monde, en particulier tous les gouvernements et les peuples d'Asie et d'Afrique à prendre des mesures effectives en vue de soutenir fermement les peuples des pays dans leur juste lutte pour la sauvegarde et la conquête de l'indépendance et d'arrêter résolument les actes criminels d'intervention et d'agression.

Au cours de ces entretiens, la partie chinoise a fait l'éloge de l'héroïque lutte que le peuple algérien, sous la direction du G.P.R.A. et du F.L.N., a menée pour son indépendance nationale. Elle a souligné qu'elle s'oppose et qu'elle s'opposera toujours plus énergiquement à la guerre coloniale et aux actes criminels d'agression que poursuivent en Algérie les impérialistes français avec le soutien des impérialistes américains et qu'elles les condamnent sévèrement.

Le gouvernement chinois a réaffirmé sa ferme position d'aider et de soutenir sans défaillance la juste lutte du peuple algériens. Il appuie le peuple algérien, résolu à poursuivre et à renforcer sa lutte armée, sans que celui-ci s'écarte dans son combat pour conquérir l'indépendance nationale, des négociations sur un pied d'égalité qui aident par ailleurs à dévoiler les supercheries de l'adversaire.

Le Gouvernement chinois a la ferme conviction que le vaillant peuple algérien persistant dans sa lutte, appuyé par les peuples des différents pays du monde, vaincra à coup sûr tous les agressions, libérera complètement et définitivement son propre territoire et remportera ainsi la victoire finale dans sa lutte de libération nationale.

Entre les deux visites, un protocole a été signé entre les deux gouvernements. Il régit l'aide matérielle de la Chine à l'Algérie en guerre pour son indépendance nationale.

La partie algérienne a apprécié une série de gros efforts déployés sans défaillance par le Gouvernement et le peuple chinois pour sauvegarder la paix mondiale, réaliser le désarmement général et l'interdiction des armes nucléaires, promouvoir et mettre en application les cinq principes de la coexistence pacifique et renforcer la solidarité et la coopération entre les pays d'Asie et d'Afrique, dont les contributions ont été considérables dans ces divers domaines.

Elle a également apprécié la position juste et constante du Gouvernement et du peuple Chinois de s'opposer à la politique de guerre et d'agressions des impérialistes, de soutenir la lutte des colonisés, et demi-colonisés pour leur indépendance nationale et la lutte des peuples des différents pays pour la paix, la démocratie et le progrès social.

Elle a accordé en outre son appui sans réserve à la juste lutte du peuple chinois pour la libération de son territoire de "Taiwan".

Les deux parties sont heureuses de noter que les relations d'amitié et de coopération basées sur les cinq principes de coexistence pacifique entre la République Populaire de Chine et la République Algérienne ne cessent de se resserrer.

Les deux parties ont examiné plus à fond les divers moyens susceptibles de renforcer les relations d'amitié et de coopération entre les deux pays.

Le Gouvernement Populaire de Chine est heureux de voir s'installer au plus tôt une représentation du G.P.R.A. dans la capitale de la République Populaire de Chine.

Les deux parties ont la conviction que la profonde amitié entre la Chine et l'Algérie, ainsi qu'entre les deux peuples cimentée dans la lutte commune contre l'impérialisme, se resserrera et se développera encore davantage.

Signé : Chou En Lai , Premier Ministre du Conseil des Affaires d'Etat de la République Populaire de Chine.
Ferhat Abbas, Président du Conseil du G.P.R.A.

PROTOCOLE

ENTRE LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE SUR L'AIDE ECONOMIQUE ACCORDEE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE AU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE

Dans le but de développer la coopération amicale entre le Gouvernement Provisoire de la Répulique Algérienne et le Gouvernement de la République Populaire de Chine. le Gouvernement de la République Populaire de Chine est disposé à accorder, conformément aux cinq principes de la coexistence pacifique et au désir éminent de l'appui et de l'assistance mutuels, une aide économique sans contrepartie ni aucune condition au Gouvernement provisoire de la République Algerienne. A cet effet. les deux parties sont convenues de ce qui suit:

Article I

Le Gouvernement de la République Populaire de chine accordera au Gouvernement Provisoire de la République Algérienne une aide de cinquante millions six cents milles de yuans (JMP), dont cinq millions deux cents mille de yuans (JMP) seront en devises. dix millions quatre cents mille de yuans (JMP) seront en materiels ordinaires (voir annexe: liste I) et trente cinq millions de yuans (JMP) seront en matériels militaires (voir Annexe : liste II)

Article 2

Les différentes aides susmentionnées accordées par le Gouvernement de la République Populaire de Chine au Gouvernement Provisoire de la République seront à la disposition complète et libre du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne. Le Gouvernement de la République Populaire de Chine n'y mettra aucun contrôle, n'y exercera aucune intervention.

Article 3

Les matériels et les devises dans le cadre de l'aide accordée par le Gouvernement de la République Populaire de Chine au Gouvernement Provisoire de la République Algérienne seront expédiés et remis respectivement par le Gouvernement de la République Populaire de Chine aux ports et aux banques des pays amicaux voisins du Gouvernement Provisoir de la République Algérienne.

Les matériels militaires seront acheminés dans les conditions possibles par les soins du Gouvernement de la République Populaire de Chine. dans un pays voisin de l'Algérie et ami de la République Populaire de Chine. lequel après son accord qui doit être obtenu par le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne. les transmettra au gouvernement provisoire de la République Algérienne.

Article 4

En ce qui concerne les affaires concrètes sur l'aide accordée par le Gouvernement de la République Populaire de Chine au Gouvernement Provisoir de la République Algérienne. le Gouvernement de la République populaire de Chine designera le Ministre du Commerce Extérieur de la République Populaire de Chine pour les arranger en négociation avec l'organisme désigné par le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne.

Article 5

Le présent protocole entrera en vigueur dés la signature des deux parties Contractantes et sera exécuté avant le 30 juin 1961. date à laquelle le présent Protocole prendra fin.

Fait à Pékin, le 19 mai 1960. en deux exemplaires en langues chinoise et française. les deux textes faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT ROVISOIRE DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE.

ANNEXE: LISTE I

Liste des matériels fournis par le Gouvernement de la République Populaire de Chine au Gouvernement Provisoire de la République Algérienne

---

Article	Quantité ou valeur
I. Riz	6.000 Tonnes métriques
2. Blé	15.000 Tonnes métriques
3. Sucre	400 Tonnes métriques
4. Café	100 Tonnes métriques
5. Thé	300 Tonnes métriques
6. Conserve de tomate	10 Tonnes métriques
7. Piment désséché	5. Tonnes métriques
8. Cotonnade	150.000. Pièces
9. Souliers en caoutchouc	20.000 douzaines
10. Couvertures en laine	100.000 Pièces
11. Serviettes de toilette	5.000 douzaines
12. Tricotage et les divers articles d'usage courant	300.000 Yuans (JMP)
13. Médicaments et matériels médicaux.	780.000 Yuans (JMP)

Article	Armes	Munitions
Canon sans recul de 57 cm de fabrication chinoise	100	50.000
Canon sans recul de 75 cm de fabrication chinoise	150	30.000
Canon sans recul de 82 cm de fabrication chinoise	150	2.000
Lance- flammes légers de fabrication chinoise	300	
Grenades fumigène de fabrication chinoise	10.000	
Pot fumigène de fabrication chinoise	2.000	
Mines anti-infanterie de fabrication chinoise	50.000	
Mines anti- char de Fabrication chinoise	30.000	
Poudre T.NT. de fabrication chinoise	200 tonnes	
Antennes ordinaires de fabrication chinoise	400.000 pièces	
Antennes électriques de fabrication chinoise	200.000 pièces	
Tube d'amorçage à feu de fabrication chinoise	400.000 pièces	
Appareil d'amorçage à feu de fabrication chinoise	30 Unités	
Mèches de retardement de fabrication chinoise	120.000 mètres	

Câble électrique de fabrication chinoise	40.000 mètres
Poste de Radio A-II0 de fabrication chinoise	200 Unités
Poste de Radio A-I20 de fabrication chinoise	100 Unités

ANNEXE : LISTE II

Liste des matériels militaires fournis par le Gouvernement de la République Populaire de Chine au Gouvernement Provisoir de la République Algérienne

Articles	Armes	Munitions
- pistolets 7.62 de fabrication chinoise	4.000	2.000.000
- Mitrailettes 7.62 de fabrication chinoise	10.000	20.000.000
- Carabines 7.62 de fabrication chinoise	35.000	50.000.000
- Mitrailleuses légères 7.62 de fabrication chinoise	1.000	5.000.000
- Mitrailleuses anti-aériennes I2.7 de fabrication chinoise	200	2.000.000
- Balles 9 cm de fabrication américaine		1.200.000
- Balles II. 43 cm de fabrication américaines		1.000.000
- Balles pour fusil- mitrailleur 7.62 de fabrication américaine		5000.000
- Etuis de mitrailleuse Thompson	14.000	
- Grenades offensives de fabrication chinoise	35.000	
- Grenades défensives de fabrication chinoise	75.000	

- Mortiers de 60 cm	500	154.000
Mortiers de 81 de fabrication américaine	100	22.000

Emetteur-Récepteur "81" de 15 volts de fabrication chinoise	50 Unités
Emetteur "91" de 150 volts de fabrication chinoise	10 Unités
Emetteur "804" de 400 volts de fabrication chinoise	4 Unités
Emetteur A "200" de 1000 volts de fabrication chinoise	1 Unité
Récepteur "7512" de Fabrication chinoise	20 Unités
Récepteur à onde super-courte de fabrication chinoise	20 Unités
Tubes électroniques de toutes sortes	3.100 pièces
Ecouteur T A –4	400 pièces
Appareil pour le potentiel électrique	200 pièces
Résisteurs fixes de radio	45.000 pièces
Machine-outil ordinaire	200 Unités
Poste de radiodiffusion à onde Courte de 50 volts (y compris : Générateur à diesel ; équipements Nécessaires pour la diffusion antennes)	1 Série

Appareil d'arpentage de radio	87 Unités
Matériel de radio	La quantité à fournir sera décidée après la reconnaissances des types désirés.
Piles de radio	La Chine fournira des équipements et des matières premières nécessaires à la fabrication des piles.

La chine accordera des bourses au techniciens algériens pour venir en chine et y apprendre la technique, de telle sorte que l'Algérie puisse les fabriquer elle-même.

LISTE DES PRODUITS A AJOUTER A CELLE ARRETEE A PEKIN.

Vestes treillis	de 60.000 à 100.000	modèle joint
Pantalons treillis	de 60.000 à 100.000	modèle joint
Tricots de peau sans manches	40.000 à 60.000	modèle joint
Tricots de peau avec manches	40.000 à 60.000	
Slips	40.000 à 60.000	
Chaussettes	20.000	(paires)
Chemises été kaki	60.000 à 100.000	
Chemises hiver kaki	60.000 à 100.000	
Imperméables	20.000	(à la place des 1.5000 capotes)
Tenues parachutistes	5.000	(modèle joint)
Bâches (pièces de 100 à 150 kgs)	20.000	
Ceintures pantalons en toile	60.000 à 100.000	
Gants caoutchouc isolants	10.000	
Coupe-coupe	5.000	
Hachettes	1.000	
Baches à eau	300	
Cuisine muletière (type américain)	200	
Seaux en toile	1.000	
Ceinturons en toile et en cuir	15.000 à 20.000	
Cartouchières américaines	10.000 à 15.000	
Cartouchières P.M.	10.000 à 15.000	
Bretelles pour porte-chargeurs	15.000 à 20.000	
Pelle-pioche individuelle	20.00 à 30.000	(avec sacoches)
Cisailles petit modèle pour 30.000 volts	5.000	
Cisailles grand modèle 30.000 volts	5.000	
Musettes	20.000 à 30.000	
Tentes squads (pour 30 personnes)	250 à 500	
Tentes hôpital	10	
Pelles de parc	2.000	
Pioches de parc	2.000	
Barre à mine	1.000	
Gourdes en aluminium avec sacoches	10.000	
Porte-obus tous calibres	5.000	

NOTA :Comme convenu à Pékin, prière établir les factures en double :

1°) Une facture avec le prix normal.
2°) Une facture avec un prix rabaissé (pour la douane le cas échéant)

Après la tragique disparition de Mustapha Ferroukhi et de sa famille en vol vers Pékin où il devait rejoindre son poste, le GPRA décide de me muter de Tokyo à Pékin.

X
XX

DECRET DE NOMINATION

Le Conseil des Ministres,

Vu l'ordonnance constitutionnelle n° 58/10 du 30 Décembre 1959 portant Institutions provisoires de la République Algérienne, et notamment son article 25 relatif aux relations diplomatiques de la République Algérienne avec les autres Etats.

Vu le décret du 6 Février 1960 pris en conseil des Ministres et relatif à l'organisation des Missions du G.P.R.A. à l'étranger;

Sur proposition du ministre des Affaires extérieures, Vice-président du Conseil,

Décrète :

Article 1er . M. Abderrahmane Kiouane est nommé chef de Mission en République Populaire de Chine, en République Démocratique du Viêt-nam, en République Populaire de Mongolie et en République Démocratique Populaire de Corée.
Article 2. Le siège de la Mission sera à Pékin.

Article 3. Le Ministre des Affaires Extérieures, Vice-président du conseil est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République Algérienne.

Fait à Tunis le 2 Avril 1961

Par le président du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne
Ferhat Abbas

Le Ministre des Affaires Extérieures , Vice-président du Conseil
Belkacem Krim

X
X X

ORDRE DE MISSION

Le Ministre des Affaires Extérieures , vice-président du Conseil,

Vu le décret du 2 Avril 1961 portant nomination du frère Abderrahmane Kiouane comme chef de mission du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne auprès de la République Populaire de Chine, de la République Démocratique du Viêt-nam, de la République Populaire Démoc atique de Corée,

Donne ordre au Frère Abderrahmane Kiouane de rejoindre son poste à Pékin, siège de la Mission.

Fait à Tunis le 3 Avril 1961

Belkacem KRIM
Ministre des Affaires Extérieures,
vice-président du Conseil

La mission étant diplomatique, il fallait se plier au protocole de l'accréditation. C'est ainsi que le Président du GPRA, me remis quatre lettres destinées respectivement aux Présidents de la République Populaire de Chine, de la République Démocratique du Vietnam, de la république démocratique de Corée et de la République Populaire de Mongolie.

X
X X

Tunis le 5 Avril 1961
Son Excellence Liou Chao-Chi
Président de la République Populaire de Chine

REF: DP/K/2/III.--
Excellence,
Monsieur Abderrahmane Kiouane est chargé de représenter le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne auprès du Gouvernement de la République Populaire de Chine à Pékin.
Il a reçu pour mission essentielle de renforcer les liens d'amitié et de fraternité qui unissent déjà nos deux Gouvernement dans l'intérêt de nos deux peuples.
Je suis persuadé que votre Excellence, le Gouvernement et le peuple chinois réserveront le meilleur accueil au représentant de la République Algérienne combattante et lui apporteront tous les appuis pour mener à bien sa mission de solidarité.
Excellence,
J'ai la conviction que l'installation à Pékin du premier représentant de la République Algérienne marquera une date importante dans l'histoire des relations de la République Populaire de Chine et de l'Algérie.
Veuillez agréer, Excellence les assurances de mon très grand respect.
Ferhat Abbas
Président du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne

Accompagné de Amor Soukhal ancien militant du PPA, membre de l'ALN, en qualité de troisième secrétaire de la mission nous quittons le Caire ce 9 Mai 1961 salués par les représentants des ambassades de Chine et du Vietnam.

En transit à Prague, nous rendons des visites de courtoisie aux représentants des pays que nous allions rejoindre ainsi qu'au Chef de département des Territoires d'Afrique, du ministère des affaires étrangères de Tchécoslovaquie.
Le 12 Mai, nous quittons Prague pour Moscou et le 13 c'est le départ pour Pékin où nous arrivons le 15 Mai.
L'accueil à Pékin a été chaleureux. Etaient présents à l'aéroport, outre des hauts fonctionnaires des affaires étrangères et de divers "associations d'amitié", la quasi-totalité du Corps diplomatique, y compris les représentants de pays qui n'avaient pas reconnus le GPRA.
Après notre installation à l'hôtel, nous accomplissons les visites qui s'imposaient, notamment au Vice-ministre des affaires étrangères en l'absence du ministre.

GOUVERNEMENT PROVISOIRE

de la

REPUBLIQUE ALGERIENNE

REPUBLIQUE ALGERIENNE

Service de l'Information

COMMUN IQUE

Monsieur Abderrahmane Kiouane chef de la mission diplomatique du G.P.R.A. en République Populaire de Chine quitte le Caire ce mercredi 10 Mai 1961 pour rejoindre son poste à Pékin.

Cette nouvelle nomination est intervenue à la suite de l'accident mortel survenu en Août au précédent chef de Mission Mustapha FERROUKHI, dans l'avion qui le menait du Caire à Moscou

Le chef de Mission représentera le G.P.R.A. également auprès des Gouvernement de la république démocratique du Viêt-nam, de la République démocratique de Corée et de la République Populaire de Mongolie.

Le Caire le 9 Mai 1961

ENTREVUE AVEC LE VICE-MINISTRE
DES AFFAIRES ETRANGERES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
17 Mai 1961

Le chef de la Mission Diplomatique est reçu à 17 heures par le Vice-Ministre des Affaires Etrangères au Ministère des Affaires Etrangères du Gouvernement de la République Populaire de Chine.

Sont présents: du côté chinois:

Le Vice-Ministre des Affaires Etrangères, M. Tseng-Sung-Chuang
Le Directeur du département de l'Asie Occidentale et d'Amérique
M. HAO TSING
Le sous-directeur du Protocole, M. Sui Lieh,

du coté algérien:

Le Chef de la Mission Diplomatique du Gouvernement Provisoire de la république algérienne, M. Abderrahmane Kiouane

Le 3e Secrétaire de la Mission Diplomatique, M. Amor Soukhal.
Le Vice-Ministre souhaite la bienvenue au chef de Mission. Il rend hommage à la lutte du peuple algérien pour son indépendance. Il rappelle dans quelles conditions difficiles, la révolution algérienne a été déclenchée, partie avec 3.000 hommes au 1er Novembre 1954, son armee a aujourd'hui plus de 100.000 combattants. Les succès remportés par la Révolution algérienne montrent l'héroïsme du peuple algérien et constituent un encouragement aux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, et plus particulièrement au peuple chinois.

Ensuite le Vice-Ministre en vient aux prochains pourparlers. Il souligne la mauvaise foi des colonialistes français à Melun, mais grâce aux coups que leur a porté la Révolution algérienne, ils sont contraints à de nouveaux pourparlers le 20 Mai. Il poursuit que la révolution algérienne bénéficie du large appui de tous les pays épris de liberté et de paix et en particulier de 650 millions de Chinois qui portent au peuple algérien une très grande admiration pour le vaillant combat qu'il mène depuis 7 ans. Le Vice-Ministre demande alors au chef de Mission son opinion sur les prochains pourparlers.

Le Chef de Mission remercie le Vice-ministre de l'accueil qui lui a été réservé et lui transmet les salutations du peuple et du gouvernement algériens. Il souligne que le gouvernement Provisoire de la République Algérienne a installé une Mission Diplomatique à Pékin en raison de l'appui apporté par la Chine à la lutte du peuple algérien pour l'indépendance et des liens qui unissent les deux pays.

Le chef de Mission poursuit; "la France, n'ayant pas pu nous exterminer malgré ses grands moyens, essaye maintenant d'aboutir à une solution, pacifique du problème algérien. Les négociations qui vont s'ouvrir à Evian sont le résultat de la lutte du peuple algérien et de l'appui de pays tels que la Chine. Pour notre part, nous allons à la négociation, pendant que les combats se poursuivent. Nous connaissons les manœuvres du colonialisme français, nous sommes vigilants. En tout cas, l'Algérie sera indépendante beaucoup plus tôt que ne le pensent les colonialistes, quant à notre Mission à Pékin, elle contribuera à consolider les relations entre nos deux pays".

Le Vice-Ministre répond: "je suis tout à fait d'accord avec vous. L'installation de la Mission permettra de renforcer la coopération entre nos deux pays. Je suis également tout à fait d'accord avec vous sur les pourparlers, au cas d'un échec, la

lutte du peuple algérien doit continuer. quant à la présentation des lettres de créance, elle aura lieu bientôt. Notre Ministre des Affaires étrangères se trouve à Genève, c'était à lui de vous recevoir. L'intérêt de nos peuples et de nos Révolutions est de s'aider mutuellement.

Le Vice-Ministre souhaite revoir souvent le chef de Mission et, sur une note très cordiale, l'entretien prend fin à 17 heures 40.

X
X X

Cérémonie de la présentation des lettres de créance
Allocution de Monsieur Abderrahmane KIOUANE, chef de la Mission Diplomatique du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne.

Monsieur le Président,

Le Gouvernement provisoire de la République Algérienne m'a chargé de le représenter auprès du Gouvernement de votre pays, la République Populaire de Chine.

Qu'il me soit permis en ce jour Excellence, de vous transmettre et de transmettre à votre Gouvernement et au Peuple chinois, le salut amical et chaleureux de mon Gouvernement et du Peuple Algérien.

Mon Gouvernement m'a honoré de la mission de renforcer les liens d'amitié et de fraternité qui unissent déjà nos deux pays.

Ces liens ont été créés au cours d'une période décisive de l'histoire d'Algérie, durant le combat anticolonialiste du peuple Algérien pour l'indépendance. Le Peuple Algérien n'oublie pas que le Gouvernement de la République Populaire de Chine a été l'un des premiers à accorder sa reconnaissance au

Gouvernement provisoire de la République algérienne dès sa constitution et que depuis, votre grand pays apporte un soutien constant à notre Révolution. C'est dans le feu de la lutte et par la solidarité effective que se forge l'amitié algéro-chinoise, c'est pourquoi elle est solide, c'est pourquoi elle sera durable.
Par son combat et ses sacrifices, avec l'appui des Peuples et des Gouvernements dévoués à la liberté et à la paix, le peuple algérien poursuit son avance résolue sur la voie de l'indépendance. Son Armée de libération Nationale et l'expérience acquise face à un colonialisme puissamment aidé par ses alliés de l'OTAN lui ont permis de vaincre maintes difficultés et de faire échec aux manœuvres de l'ennemi.
Le jour approche qui verra l'Algérie Indépendante et les objectifs de notre Révolution réalisés

Que l'installation de la première représentation officielle du Gouvernement algérien permettre à votre pays Excellence de mieux vivre notre lutte et qu'elle contribue à la consolidation de l'amitié et de la solidarité de la République Algérienne Démocratique et Sociale, œuvre du Peuple Algérien, et de la République Populaire de Chine, œuvre des fils glorieux du Peuple Chinois.

Réponse du Président de la République Populaire de Chine Liou-Chao-Chi

Votre Excellence Monsieur le Chef de la Mission,

Je salue chaleureusement la nomination de votre Excellence en qualité de chef de la Mission diplomatique du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne en République Populaire de Chine et je vous remercie des vœux amicaux que votre Excellence a bien voulu formuler au peuple chinois et de votre témoignage de l'amitié à mon égard.

Les peuples chinois et algérien ont établi une profonde amitié de combat dans la lutte commune contre l'impérialisme et le colonialisme. Depuis la constitution du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, les relations entre nos deux pays sont entrées dans une étape nouvelle. En particulier, les visites amicales que les délégations du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, conduites respectivement par son Excellence le Vice-président Krim Belkacem et son Excellence le Président Abbas Ferhat, ont effectué l'année dernière dans notre pays, ont apporté une importante contribution au développement de la coopération amicale entre nos deux pays, et à celui de l'amitié entre nos deux peuples. Le développement continu de l'amitié de combat entre nos deux pays, le soutien et l'aide réciproque entre nos deux peuples sont non seulement conformes aux intérêts de nos deux peuples, mais aussi revêtent une importante signification pour la conquête et la sauvegarde de l'indépendance nationale des pays d'Asie et d'Afrique et pour la défense de la paix mondiale.

Le peuple chinois a constaté avec une joie sans bornes que les héroïques militaires et civils d'Algérie qui, sous la direction du Front de Libération Nationale et du Gouvernement Provisoire d'Algérie, ont poursuivi vaillamment une guerre prolongée de résistance, résiste opiniâtrement aux troupes coloniales françaises soutenues par le bloc agressif de l'impérialisme, Etats-Unis en tête, et a remporté de grandes victoires. Par sa lutte héroïque, le peuple algérien a donné un brillant exemple aux peuples d'Afrique et à toutes les nations opprimées du monde et a apporte une contribution remarquable au mouvement de libération nationale et a la cause de la paix mondiale. Le peuple chinois apporte son appui total au Gouvernement Provisoire de la République Algérienne qui, tout en poursuivant une lutte armée, n'écarte pas la lutte pour conquérir l'indépendance nationale à travers des négociations sur un pied d'égalité et dévoile sans cesse par cette forme de lutte, les

machinations et les supercheries de l'impérialisme. Le peuple chinois se range résolument aux côtés du peuple algérien, soutient sans défaillance sa lutte de libération et fait tout son possible pour l'aider, jusqu'à ce que le peuple remporte la victoire finale. Bien que le peuple algérien rencontre encore des difficultés et des détours dans sa marche en avant, nous sommes fermement convaincus que, fort du soutien de tous les pays et peuples épris de paix du monde, le peuple algérien qui mène une juste lutte, pourra vaincre tous les agresseurs et remporter la victoire définitive dans sa lutte pour la libération nationale, pourvu qu'il persévère dans la guerre de résistance et préserve son unité. Il est certain qu'une Algérie indépendante et libre se dressera majestueusement sur le brillant continent africain.

J'ai la conviction que votre Excellence, assumant le poste de chef de la Mission diplomatique du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne en République Populaire de Chine, apportera une précieuse contribution au développement des relations d'amitié et de coopération entre nos deux pays. Dans la tâche que vous accomplirez, votre Excellence bénéficiera d'un plein concours de ma part et du gouvernement de notre pays.

Je souhaite que le Gouvernement et le peuple algériens remportent des victoires encore plus grandes et plus brillantes dans leur lutte contre le colonialisme et pour l'indépendance nationale; et je saisis cette occasion pour adresser l'expression de ma haute estime et mes salutations cordiales à l'héroïque peuple algérien en lutte. Je formule mes vœux pour la santé de Son Excellence le Président Abbas Ferhat .

Après un long et cordial entretien avec le Chef de l'état, les mem
mbres de la mission sont reconduits à leur résidence. Le 23 Mai, je suis reçu au Ministère des affaires étrangères par le Directeur du département de l'Asie occidentale et de l'Afrique.

ENTREVUE AVEC LE DIRECTEUR DU DEPARTEMENT DE L'ASIE OCCIDENTALE ET DE l'AFRIQUE MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, PÉKIN 23 MAI 1961

Le Chef de Mission rend visite à II heures au Directeur du Département de l'Asie Occidentale et de l'Afrique, M. Hoa Tsing.

Le Directeur informe le chef de Mission que des représentants chinois avaient accueilli la délégation algérienne à Genève. Il ajoute avoir rencontré toutes les délégations officielles algériennes qui ont visité la Chine, il a même accompagné certaines en tournée à travers le pays.

Parlant des négociations en cours, le chef de Mission informe le Directeur que le Gouvernement Français a déclaré avoir ordonne l'arrêt des opérations militaires offensives en Algérie. Il poursuit : "il n'y aura d'accord sur le cessez-le-feu qu'après règlement du problème politique. Nous avons pris les armes pour conquérir l'indépendance de notre pays, les combats ne cesseront pas avant la réalisation de notre objectif. Le colonialisme manœuvre pour tromper l'opinion. Par conséquent, la lutte continue en Algérie".

Le Directeur est tout à fait de son avis. Il ajoute: "sans l'indépendance, le combat ne doit pas cesser. Nous sommes convaincus que toute manœuvre, quelle qu'elle soit, ne peut plus tromper le peuple algérien. Dans la lutte contre le colonialisme, on a recours à deux tactiques : la première consiste à négocier, la seconde à ne pas abandonner la lutte armée.
Il rappelle que son pays a connu la même situation. Il poursuit:

"l'impérialisme ne veut pas être battu. Il ne se résigne pas à la défaite facilement. Il est sûr que la situation est favorable à l'heure actuelle au peuple algérien et défavorable à la France. Il est convaincu que le peuple algérien triomphera.

Le chef de Mission souligne les nombreuses tentatives de négociation entreprises depuis 1956 et qui ont échoué par suite des manœuvres colonialistes.
il ajoute :" la lutte se poursuit au moment même où nous négocions. Nous n'avons pas voulu séparer le cessez-le-feu du problème politique".

Le Directeur dit que le peuple algérien est très riche en expériences surtout contre le colonialisme français, à la suite d'une longue lutte, le peuple algérien a pris connaissance de la véritable nature du colonialisme. Il ajoute: "le colonialisme français se voit obligé de négocier, grâce à la vaillante lutte armée, mais il cherche toujours à séparer le cessez-le-feu du problème politique c'est par exemple le cas au Laos. C'est la même manœuvre employée par tous les colonialistes dans le monde".

Il demande par ailleurs si le Chef de mission a déjà rencontré des dirigeants chinois. Il l'avise notamment que les ambassadeurs, accrédités à Pékin, sont de retour de la tournée au Sud de la Chine. Il lui demande également s'il n'a pas besoin de quelque chose.

Le chef de Mission rappelle des problèmes urgents, c'est à dire l'installation de la Mission, la valise diplomatique et la liaison radio avec son Gouvernement.

Le Directeur, tout en étant au courant, assure le chef de Mission de son aide, surtout pour l'installation de la Mission. Il déclare : "Vous venez d'un pays héroïque, représentant d'un pays

héroïque. Votre lutte apporte une importante contribution à tous les pays d'Afrique et aux forces progressistes dans le monde, c'est pourquoi nous vous aidons à régler vos problèmes dans la mesure du possible. Vous allez vous rendre compte de cela plus tard. Nous déployons tous nos efforts pour vous faciliter la tâche. Si les conditions économiques de notre pays s'améliorent, nous fournirons une aide plus importante à nos compagnons d'armes. Il existe une grande différence entre ce que nous faisons et sur ce que nous pensons faire.

ALLOCUTION DE MONSIEUR ABDERRAHMANE KIOUANE CHEF DE LA MISSION DIPLOMATIQUE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE

Le Directeur ajoute :" lors du séjour du président Ferhat Abbas, notre président Mao-Tsé-Toung lui a déclaré que nous vous soutenons très fermement, même si la France nous demande d'établir les relations diplomatiques à condition de ne plus aider le peuple algérien, nous choisirons plutôt l'aide au peuple algérien de préférence aux relations diplomatiques".
Et il poursuit : "notre position est nette. C'est aussi notre principe, Ce n'est pas au colonialisme que nous abandonnons notre principe. La lutte du peuple chinois soutient chaque mouvement de libération dans le monde.

Le chef de Mission déclare :" nous sommes sûrs du soutien total de la Chine au peuple algérien. Il ajoute également :" je suis convaincu qu'à l'avenir nos relations amicales iront en se renforçant. Je sais que depuis la libération de votre pays, vous faites face à beaucoup de difficultés et je suis certain que vous ferez votre possible pour nous aider".

Le Directeur prie le chef de Mission de faire dans les jours à venir un exposé sur la situation en Algérie et en Afrique du Nord, il l'informe que le Maroc dépêchera son ambassadeur vers le mois de Juillet.

Puis il retrace comment le peuple chinois a mené sa lutte contre l'impérialisme. Le.peuple chinois, dit-il, a un grand respect pour la lutte du peuple algérien, il souligne que la domination réactionnaire a rendu incapable le peuple chinois de faire la distinction entre l'ami et l'ennemi, entre le faux et le vrai. Il a fallu entreprendre un assez pénible travail. Il poursuit : "nous remercions l'impérialisme et le colonialisme qui ont uni tous les peuples épris de liberté et de paix; ils ont réveillé et réuni les peuples entre eux. Le peuples algérien a l'appui de plusieurs millions de personnes dans le monde. Le colonialisme a l'appui des millionnaires, des milliardaires et des riches. Le peuple algérien a ses alliés comme le colonialisme a aussi les siens. Nous sommes convaincus que très bientôt le peuple algérien recouvrera son indépendance nationale.

L'entretien prend fin à 12 heures 10 dans une atmosphère cordiale.

Monsieur le Président,

Messieurs,

Je voudrais tout d'abord remercier Monsieur le Président et Messieurs les Membres du Conseil de l'Association d'Amitié Le Chine - Afrique, d'avoir bien voulu organiser en ce jour de fête une cordiale rception en l'honneur des Représentants de trois pays africains.

Je suis arrivé à Pékin depuis à peine quelques jours, en m'envoyant ici, en tant que Chef de sa première Mission Diplomatique en Chine, le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne a voulu non seulement souligner l'amitié qui existe déjà entre nos deux pays, mais aussi consolider cette amitié en multipliant les échanges et les contacts entre, d'une part le Gouvernement et le peuple de la République Populaire de Chine, et d'autre part, le Gouvernement et le Peuple de l'Algérie Combattante.

26 Mai, l'Association d'Amitié Chino-Afrique organise une importante réception en l'honneur des représentants de trois pays africain dont l'Algérie.

Le peuple Algérien, uni dans les rangs du Front de Libération Nationale, a pris les armes il y aura bientôt 7 ans, en vue de la libération de l'Algérie. Pendant ces 7 années, des combats ont opposé chaque jour et à chaque instant notre vaillante armée de Libération Nationale aux forces colonialistes françaises. Bien que la France ait mobilisé tous ses moyens psychologiques et matériels contre nous, bien que ses alliés de l'OTAN lui aient fourni une aide importante en armes et en argent en vue de détruire notre mouvement de libération, le Peuple algérien a réussi, sous la direction du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, à faire des pas gigantesques sur le chemin de l'indépendance.
Grâce à son unité et grâce à son combat, le Peuple Algérien a contraint les colonialistes français à la recherche d'une solution pacifique au problème algérien. Les pourparlers inaugurés le 20 Mai à Evian entre la délégation du gouvernement français et la délégation du gouvernement algérien, sont le fruit de la lutte du peuple algérien. Ces négociations doivent déboucher sur la décolonialisation totale de l'Algérie, c'est à dire sur une Algérie indépendante complètement débarrassée du colonialisme sous toutes ces formes et dans tous les domaines.
Notre Gouvernement et notre peuple savent cependant que les

colonialistes français n'ont pas renoncé à leurs manœuvres, le gouvernement français a annoncé un soi-disant arrêt des opérations militaires offensives en Algérie. Ce n'est là qu'une grossière manœuvre de propagande qui n'a trompé personne car l'arrêt des opérations militaires doit suivre un accord politique c'est le fond du problème algérien entre le gouvernement français et le gouvernement algérien; c'est pourquoi notre armée de libération Nationale poursuit victorieusement le combat contre les forces françaises d'occupation.

Durant notre lutte, nous avons pu distinguer nos ennemis de nos amis. Nos ennemis sont ceux qui apportent leur concours politique ou matériel aux colonialistes français dans leur guerre de destruction en Algérie. Nos amis sont ceux qui nous apportent leur soutien dans notre lutte pour l'indépendance nationale; nos amis sont de plus en plus nombreux: ce sont les pays frères Arabes, ce sont les pays d'Afrique, ce sont les peuples d'Asie et les peuples d'Amérique Latine, ce sont les pays véritablement attachés à la paix et à la liberté.

C'est au nom de mon gouvernement et de mon peuple que je voudrais rappeler les liens qui déjà nous unissent à la République Populaire de Chine. Le Gouvernement Populaire de Chine a été l'un des premiers gouvernements à accorder sa reconnaissance au Gouvernement Provisoire de la République Algérienne. Depuis, le soutien de la Chine à notre cause est constant.

Je voudrais rappeler avec quelle chaleureuse amitié, ont été accueillies ici diverses délégations de mon pays et tout particulièrement la délégation gouvernementale dirigée par le frère Belkacem KRIM, vice-président du conseil et Ministre des Affaires étrangères du gouvernement Algérien en Mai 1960 et celle, ayant à sa tête le frère Ferhat ABBAS, Président du conseil de mon gouvernement, en Octobre de la même année.

L'amitié et la solidarité entre la Chine et l'Algérie ont été forgées dans la lutte. Vous avez pendant une longue période combattu héroïquement pour votre indépendance et votre liberté, nous combattons, nous maintenant, en Algérie, pour notre indépendance et notre liberté. Ce passé commun de lutte et votre solidarité avec l'Algérie, sont prometteurs d'une amitié durable entre nos deux pays.

Notre combat est aussi le combat de l'Afrique tout entière. Nous assistons depuis 1954 au développement et au renforcement du mouvement de libération à travers l'Afrique. Plusieurs pays d'Afrique soumis, il y a quelques années à peine, au joug du colonialisme, sont aujourd'hui des Etats indépendants. D'autres peuples poursuivent le combat pour l'indépendance au Congo, en Angola, au Cameroun, en Afrique du Sud, en Rhodésie, au Kenya et ailleurs.

Plusieurs conférences de peuples, de Chefs d'états, de ministres des Affaires étrangères, ont rassemblé l'Afrique, au Caire, à Accra ou à Casablanca. Chacune de ces réunions a fait franchir à l'Afrique un pas nouveau sur la voie de l'indépendance et de l'unité.

Dans sa lutte l'Afrique trouve à ses côtés de nombreux pays et notamment la République Populaire de Chine, ainsi donc l'amitié et la solidarité entre la Chine et l'Algérie, c'est aussi l'amitié et la solidarité entre la Chine et l'Afrique.

En vous renouvelant, Monsieur le Président et Messieurs les membres du conseil de l'association, mes remerciements pour l'occasion que vous nous avez donné de nous trouver entre chinois et africains, je souhaite tout le succès à l'œuvre d'amitié et de solidarité de l'association Chine-Afrique".

Le 26 Mai également, j'ai eu une entrevue avec le Ministre du

Commerce extérieur pour traiter des modalites pratiques de l'aide matérielle à notre pays.

ENTREVUE AVEC LE MINISTRE DU COMMERCE EXTERIEUR, YE KI TCHOUNG, AU MINISTERE DU COMMERCE EXTERIEUR
PEKIN, 26 MAI 19961

Le chef de Mission rend visite au Ministére du Commerce Extérieur, M. YE KI TCHOUNG, à 16h30, à la demande de ce dernier. Sont également présents, le sous-directeur du Département du protocole du Ministére du Commerce Extérieur M. Tsao Toung, et le Directeur des Affaires de l'Asie Occidentale et de l'Afrique du même ministère, M. Liou Rhi Wen.

Le Ministre souhaite la bienvenue au chef de Mission, ce dernier lui transmet les salutations du peuple et du gouvernement et en particulier des frères Abbas et Krim. Le Ministre l'en remercie et le prie de transmettre les siennes.

Le Ministre fait part de son admiration pour la lutte héroïque du peuple algérien et de sa certitude que notre mission à Pékin favorisera les contacts et les échanges entre la Chine et l'Algérie.

Le Chef de Mission retrace brièvement la lutte du peuple algérien, sa résistance à la conquête et à l'oppression colonialistes, les débuts de sa Révolution et son développement ultérieur.

Le Ministre souligne que l'Algérie occupe le premier rang dans la lutte contre l'impérialisme. Il rappelle les difficultés traversées par la Révolution Chinoise, analogue ? qu'à connu ou que connaît la Révolution Algérienne, puis il poursuit:" nous

étions complètement isolés de l'extérieur, vous avez pu, vous, obtenir l'assistance de pays amis; avec ces conditions favorables et grâce à votre vaillante armée de libération nationale cet à votre direction, vous remporterez sûrement la victoire finale".

Une discussion s'instaure et le Chef de Mission parlant des négociations d'Evian souligne que la prétendue suspension des opérations militaires offensives annoncée par le gouvernement français n'est qu'une manœuvre de propagande, cette décision unilatérale ne lie pas notre gouvernement, c'est pourquoi l'armée de Libération Nationale poursuit le combat. Il rappelle Melun qui a permis à la lutte de se développer à l'intérieur et à l'extérieur . "Nous allons, dit-il, à Evian forts et vigilants".

Le Ministre déclare : "Si les négociations n'aboutissent pas à un résultat positif, vous pourrez poursuivre la lutte car vos forces sont puissantes. Nous avions eu des pourparlers avec Tchang Kaï Chek tout en poursuivent la lutte. Face à l'ennemi, il faut employer deux moyens : le combat et la négociation, mais le combat est le meilleur moyen".

Le Ministre et le Chef de Mission ont une discussion sur les recherches agricole et minière de l'Algérie et sur les cultures dans les régions libérées. Le Chef de Mission explique les méthodes de destruction utilisées par l'armée et l'aviation françaises et souligne que malgré d'immenses difficultés alimentaires, le peuple continue à donné tout ce qu'il a à son Armée de Libération Nationale. Il rappelle que l'aide de la Chine en riz et en d'autres produits a été très appréciée par notre peuple. Le Ministre déclare que ces méthodes de destruction ont été également utilisées par les Américains et les Japonais. Ces difficultés ont été surmontées grâce à l'unité du peuple. C'est pourquoi la victoire du peuple algérien est certaine. évoquant l'aide apportée par la Chine à l'Algérie, le Ministre déclare: "nous sommes très heureux de pouvoir apporter cette contribution qui est en réalité une aide mutuelle", dont il

souligne le caractère modeste.

Le Chef de Mission renouvelle au Ministre ses remerciements pour l'aide concrète apportée par la Chine à l'Algérie et le prie de transmettre ses salutations aux dirigeants chinois. Le Ministre répond:" il s'agit d'une aide mutuelle qui est encore très modeste. Grâce à la présence de votre Excellence, nos contacts seront beaucoup plus faciles".
L'entretien prend fin à 17h 15.

Selon l'usage, je rendis visite aux Ambassadeurs des pays qui sympathisent avec notre lutte ou la soutiennent.

Le 28 Mai, une réception est organisée par l'association Islamique Chinoise à l'occas
sion de l'Aïd El Kebir en l'honneur des représentants des pays musulmans.

Le 31 Mai, je suis reçu par le maréchal CHU-TEH, Président de l'Assemble du peuple.

ENTREVUE AVEC LE PRISIDENT DE L'ASSEMBLE DU PEUPLE, CHU TEH PALAIS DE L'ASSEMBLEE DU PEUPLE PEKIN LE 31 MAI 1961.

Le chef de Mission rend visite à 15 heures au Président Chu Teh.
Mr. HOA Tsing chef du département de l'Asie Occidentale et d'Afrique au Ministère des Affaires Etrangères, est également présent.

Le Chef de Mission transmet à Chu Teh les salutations du gouvernement et du peuple algérien et rappelle le meilleur

souvenir conservé par nos délégations de l'accueil chaleureux que leur ont réservé le gouvernement et le peuple chinois. Après avoir rappelé la lutte menée par le peuple algérien depuis 7 ans, le Chef de Mission souligne que l'indépendance ne se donne pas mais qu'elle se conquiert.

Le Président, après avoir souligné que le peuple algérien se trouve au premier front de la lutte et que c'est la raison pour laquelle la Chine le soutient, fait un parallèle entre l'Algérie et Cuba. Il dit" : la victoire du peuple algérien ne fait plus de doute. Le contenu de votre lutte est le même que le contenu de notre lutte. Nos deux peuples mènent une lutte de libération et une révolution par les armes".

Le chef de Mission ajoute que notre peuple a suivi avec sympathie la lutte du peuple chinois contre l'impérialisme. Parlant des négociations, il rappelle qu'elles sont le fruit de la lutte du peuple algérien et du soutien que lui ont apporté les autres peuples et en particulier le peuple chinois. Il poursuit:" ces négociations d'Evian peuvent soit conduire à l'indépendance de l'Algérie, à la libération du pays dans ses frontières actuelles, et c'est là le vœu du peuple algérien, soit nous permettre de dévoiler une fois de plus les manœuvres de l'ennemi". Il cite l'exemple de Melun et déclare que la lutte se poursuivra si le gouvernement français n'est pas réellement décidé à reconnaître l'indépendance de l'Algérie.

Le Président répond :" dans toutes les guerres, on doit passer par des étapes de lutte et de cessez-le-feu et cela doit se répéter jusqu'à la réalisation de l'indépendance. Votre victoire est certaine, il s'agit pour vous seulement d'une question de temps".

Une discussion s'instaure entre le chef du Département de l'Asie Occidentale et d'Afrique et le chef de Mission à propos des

négociations. Le chef de Mission dit qu'à l'heure actuelle, les négociations sont à leur phase préliminaire et que les points de vue du gouvernement algérien et du gouvernement français sont éloignés les uns des autres. Il développe les deux idées de l'intégrité du territoire et de l'unité du peuple.

Le Président attire l'attention du chef de Mission sur une bonne préparation dans le domaine militaire qui permet à tout moment de mener l'offensive contre l'ennemi, chaque fois que l'on gagne sur le front, il devient plus facile de gagner autour de la table de négociation. Le chef de Mission rappelle que le problème algérien se pose militairement depuis 1954 et qu'à l'expérience le peuple algérien a appris que c'était la façon juste d'aboutir à l'indépendance de l'Algérie.

Le Président évoque les menaces américaines contre l'Afrique. Le chef de Mission rappelle l'aide matérielle apportée par les Etats Unis à la France dans la guerre d'Algérie, il rappelle l'apparition du néocolonialisme ainsi que la vigilance du peuple algérien et des peuples africains devant ce nouveau danger. Le président partage son point de vue.

Le Président demande au chef de Mission s'il est déjà installé, ce dernier répond qu'il espère l'être bientôt, grâce à l'aide de nos amis du Ministère des affaires étrangères, et en particulier M. HOA Tsing. Le Président poursuit: 'j'attache une grande importance à l'installation de la Mission Diplomatique Algérienne". "Le Chef de Mission remercie le Président de son accueil et de l'intérêt tout particulier qu'il porte à la Mission Diplomatique Algérienne et ajoute que celle-ci contribuera au raffermissement des liens entre la Chine et l'Algérie".

X

X X

Je reçois les Ambassadeurs accrédités à Pékin venus me souhaiter la bienvenue et affirmer leurs soutien au peuple Algérien.

Le 6 juin, une lettre de l'ambassadeur du Vietnam m'informe que le Président Ho-Chi-Minh a donné son agrément à ma nomination .

Le 8 Juin, j'ai eu une entrevue avec le Président du conseil des affaires d'état, Chou-En-Lai.

ENTREVUE AVEC LE PREMIER MINISTRE M. CHOU EN LAI, SIEGE DU CONSEIL DES AFFAIRES D'ETAT, PEKIN, 8 JUIN 1961

Le chef de Mission arrive à 16h 20 au siège du Conseil des Affaires d'état. Les honneurs de la garde lui sont rendus.

Il est reçu par le Président Chou En Lai assisté de M. Hoa Tsing, directeur du département de l'Asie Occidentale et de l'Afrique du Ministre des Affaires Etrangères.

Après les échanges de salutations, le Premier Ministre déclare que la lutte du peuple algérien est de plus en plus connue à travers le monde et que le soutien à la cause algérienne augmente. Le chef de Mission évoque la lutte du peuple algérien qui se poursuit depuis bientôt 7 ans et souligne le caractère juste de ce combat.

Le Premier Ministre s'informe des pourparlers d'Evian. Le chef de Mission développe les principes qui animent la délégation du gouvernement algérien au cours de ces pourparlers: ces négociations permettront d'aboutir à la réalisation des objectifs de la révolution, au cas contraire la lutte se poursuivra. Il développe les principes de l'intégrité du territoire, de l'unité du peuple, du rejet du néocolonialisme et du caractère non-engagé de la République Algérienne.

Le Premier Ministre relève la fermeté de notre position. Le chef de Mission poursuit que le gouvernement français n'a pas encore précisé sa position sur ces principes et que sa pensée demeure encore très éloignée de nos objectifs.

Le Premier Ministre rappelle que c'est la lutte armée qui permettra la concrétisation de ces buts. Il ajoute: "la politique de de GAULLE recherche de nouvelles méthodes pour garder à la France ses privilèges, le Sahara et les bases militaires. Cette politique va vous empêcher d'être complètement indépendants. C'est parce que le gouvernement français a beaucoup de difficultés à poursuivre la guerre qu'il engage des négociations. Il faut poursuivre la lutte pendant les négociations, il faut être patient, la situation se développe en votre faveur. Nous avons eu des pourparlers avec Tchang-Kaï-Chek tout en poursuivent la lutte. Nous avons interrompu ces négociations pour la lutte. évidement, notre guerre était une guerre civile, la votre est nationale et contre des étrangers, cependant, il y a des points de ressemblance entre les deux guerres".

Le Premier Ministre attire l'attention sur le danger néocolonialiste et le danger américain. Il ajoute : "quelquefois, vous devez cependant utiliser les colonialistes français contre les impérialistes américains".

Le Chef de Mission rappelle que c'est après avoir mené une lutte par des moyens pacifiques et après avoir constaté que ces moyens étaient inefficaces face au colonialisme que le peuple algérien a pris les armes pour se libérer. Il ajoute:" c'est la voie qui nous permettra d'aboutir à notre indépendance. C'est grâce à la lutte armée que les colonialistes sont contraints de négocier, et ces négociations doivent conduire à l'indépendance de notre pays". Il rappelle les différents contacts qui ont eu lieu entre nous et le gouvernement français depuis 1956 et les raisons pour

lesquelles ces contacts n'ont pas abouti. C'est par conséquent après une longue expérience des négociations que nous avons engagé la discussion avec la France à Evian. Quant au néocolonialisme, il déclare :" nous sommes conscients des menaces du néocolonialisme sur notre pays. Il n'est pas question pour nous de nous débarrasser des colonialistes français pour laisser s'installer à leur place les Américains".

Le premier Ministre admire notre ferme résolution et s'informe sur la situation militaire.

Le chef de Mission fait un bref exposé sur le problème : A.L.N forte de 100 à 130.000 hommes exerçant son contrôle sur différentes régions réparties à travers le territoire algérien, tactique de l'A.L.N., description des lignes Challe et Morice. Le premier Ministre demande si nous utilisons des explosifs pour faire des brèches dans ces lignes, permettant le passage des hommes et du matériel. Le chef de Mission déclare que malgré de très grandes difficultés et de lourdes pertes, nous organisons de temps en temps de petits passages, à travers ces lignes. Le premier Ministre s'informe sur l'armement utilisé, le chef de Mission déclare que les moyens les plus lourds sont des canons de 105, 75 sans recul ainsi que des mortiers. Le Premier Ministre informe le chef de Mission qu'il avait discuté de ces problèmes avec Abbas et Krim et développé les moyens techniques à utiliser explosifs. Le Chef de mission décrit plus amplement l'installation technique des lignes et les différents obstacles à franchir. Le premier Ministre déclare que la lutte armée coûte très cher mais qu'elle permet de s'enrichir d'expériences.

Le premier Ministre demande si la Tunisie laisse passer les armes et l'aide matérielle des pays amis. Le chef de Mission répond, oui, en principe, mais la position du gouvernement tunisien est soumise dans ce domaine à certaines fluctuations. Le premier Ministre rappelle que Abbas lui avait demandé

l'envoi de techniciens mais que cela n'a pu être réalisé en raison de l'opposition du gouvernement tunisien. Le premier Ministre rappelle que la Chine nous a envoyé à travers l'URSS, et la RAU, des armes. Il demande si elle ont été reçues. Le chef de Mission répond que des armes sont arrivées en RAU et quelles ont été acheminées sur nos unités. Le premier Ministre souligne l'influence de l'Otan et des Etats-Unis sur la Tunisie et la Libye et indique que cela peut influer sur le comportement des gouvernements de ces deux pays à l'égard de la révolution algérienne. Le Chef de Mission souligne les liens étroits qui existent entre les peuples du Maghreb et l'appui qu'ils apportent à notre lutte. Le premier Ministre déclare comprendre les relations qui existent entre les pays du Maghreb, que leurs gouvernements, malgré l'influence de l'impérialisme, sont obligés de refléter les sentiments de leur peuple.

Le Premier Ministre informe le chef de Mission de l'opposition de pays tels que l'Inde et la Yougoslavie à l'admission de l'Algérie à la conférence des pays non-engagés. Il rappelle que par contre le Ghana, le Mali, et Cuba ont été pour l'admission de notre pays. Il déclare que cette situation permet de mieux connaître les développements de la situation internationale, de différencier les pays qui luttent réellement pour leur indépendance de ceux qui n'ont pas la couleur de l'indépendance, et d'autres enfin qui n'ont pas résolu le dilemme.

Le chef de Mission rappelle que notre lutte nous a permis de distinguer les vrais amis, des faux amis, et nos ennemis".

Le chef de Mission remercie le premier Ministre de son accueil et de l'aide apportée par la Chine à l'Algérie. L'entretien prend fin à 17h30, des photos sont prises, le premier Ministre raccompagne le chef de Mission jusqu'à la porte de la voiture. Les honneurs de la garde sont de nouveau rendus au moment où la voiture quittait le siège du Conseil des Affaires d'état.

Visite du 12 Juin 1961 de Pham-Van-Dong, premier Ministre du Vietnam qui, au cours du dîner officiel me reçoit pour s'informer de l'état des négociations d'Evian.

Le 13 Juin 1961 c'est au tour de Soekarno, président de la République d'Indonésie de rendre une visite officielle en Chine. Au moment de son départ le 15 Juin, il s'informe auprès de moi du déroulement des négociations.

Au moment de quitter Pékin à l'aéroport, le premier Ministre du Vietnam me dit: "Il faut en même temps que les négociations, poursuivre la guerre".

Le 7 Juin, le Ministre des affaires Etrangères de Mongolie accorde son agrément à ma nomination à Ulan-Bator, par ailleurs, le même Ministre m'invite à assister au Quarantième anniversaire de la révolution Mongole.

Le 8 Juin, j'ai un entretien avec le Ministre de la culture qui souhaite le développement des relations culturelles entre la Chine et l'Algérie.

Le 5 Juillet je quitte en train Pékin pour Ulan Bator.

X

XX

12. - Mongolie (première mission)

Suite à l'agrément du Gouvernement de la République Populaire de Mongolie à ma nomination en tant que chef de la Mission diplomatique du G.P.R.A. en Mongolie et suite à l'invitation du Gouvernement Mongol pour assister aux cérémonies du Quarantième Anniversaire de leur Révolution, j'ai quitté Pékin le 5 Juillet à destination d'Ulan-Bator.

J'arrive à Ulan-Bator le 6 au soir. Je suis accueilli à la gare par Messieurs Molomgamz, Vice-président du Conseil et

Chagdarsouren, Ministre des Affaires Etrangères Une importante garde d'honneur m'attend L'hymne national algérien mongol et l'hymne national sont successivement joués. Je passe en revue le détachement militaire avec le vice-président du Conseil. De la gare, je suis conduit à une résidence réservée aux hôtes de rang gouvernemental. Un interprète et un fonctionnaire du gouvernement sont mis à ma disposition avec une voiture battant drapeau algérien. Le drapeau algérien est également hissé sur le lieu où je demeure.

.Le 7 Juillet, j'ai un entretien avec le Ministre des Affaires étrangères auquel je remets la copie des lettres de créances. Il
l s'informe sur la situation en Algérie et m'assure de l'appui de son gouvernement.

Le 8 Juillet , je présente mes lettres de créances. Le chef du protocole du Ministère des Affaires Etrangères vient me chercher dans la voiture présidentielle et me conduit au Palais du Grand Hural (Grande assemblée populaire) de la République Populaire de Mongolie. Un détachement de l'armée encore plus important que celui du 6 Juillet est déployé devant l'assemblée. Les hymnes mongol et algérien sont joués. Je passe en revue le détachement militaire que je salue au nom du peuple algérien puis je suis conduit dans un salon et accueilli par Monsieur Sambu, Président du Présidium de la Grande Assemblée populaire auquel je présente mes lettres de créances. Je fais une allocution, il répond par une autre allocution. Des photos sont prises et nous entrons le Président, le Ministre des Affaires Etrangères d'autres personnalités et moi-même dans le salon privé où un entretien très amical se déroule. Au terme de l'entretien, je prends congé du Président et je suis reconduit à ma résidence par le chef du protocole.

Le 10 Juillet un grand meeting commémoratif du quarantième Anniversaire de la Révolution Mongole est organisé par le Gouvernement au Palais de la Grande Assemblée Populaire. Je

solidarité avec l'Algérie, des négociations se sont ouvertes le 20 Mai 1961 entre le Gouvernement français et le Gouvernement algérien. Notre Gouvernement avait déclaré que ces négociations doivent aboutir à l'indépendance de l'Algérie dans le cadre de l'unité du peuple algérien et de l'intégrité de notre territoire. Mais, le Gouvernement français, refusant de discuter concrètement les propositions de notre Gouvernement a pris, le 13 Juin, la responsabilité de suspendre ces négociations.

Depuis, les plus hauts responsables français ont multiplié les déclarations relatives à un éventuel partage territorial de l'Algérie. Le 5 Juillet 1961 , le peuple algérien, sous la direction de son Gouvernement, a organisé à travers tout le pays une journée nationale de lutte contre la partition de l'Algérie. Ce jour-là, le peuple algérien a démontré de nouveau et puissamment sa volonté d'indépendance ainsi que sa résolution de rejeter toute formule colonialiste de partage de l'Algérie: l'Algérie sera Indépendante et unifiée, quoi que fassent les colonialistes.

Ainsi , le peuple algérien poursuit le combat pour l'indépendance et l'intégrité du territoire national algérien.

Notre Révolution, par le peuple et pour le peuple, remportera bientôt la victoire.

Le meeting que nous tenons aujourd'hui est un nouvel acte de solidarité du peuple mongol avec le peuple algérien. Vous soutenez notre lutte parce que notre lutte est juste, parce que c'est une lutte pour la souveraineté et l'indépendance nationales. Bien que la Mongolie soit à des milliers de Kilomètres de l'Algérie, vous venez de démonter que les distances ne comptent pas et que les luttes justes rapprochent toujours hommes et peuples.

Je termine en vous renouvelant nos vœux sincères pour de

nouveaux et plus grands succès dans l'œuvre de constructions pacifique de la Mongolie.

Vive l'amitié entre la République Populaire de Mongolie et la République Algérienne Démocratique et Sociale.

Vive la solidarité des peuples en lutte pour l'indépendance nationale et pour la paix.

X
XX

13. - Retour en Chine (I)

Le 25 Juillet 1961 j'ai un entretien à Pékin avec le vice premier Ministre et ministre des affaires étrangères, le Maréchal Chen-Yi, atmosphère très amicale; il me parle des négociations de Genève sur le Laos et souligne l'affaiblissement des puissances occidentales. Il s'enquiert de nos négociations. Il s'informe plus spécialement sur le problème du Sahara. Après mes explications, il me dit que notre position est juste et qu'elle a le soutien de la Chine.

Le 27 Juillet, je reçois la visite du chargé d'affaires de Corée qui me communique verbalement l'agrément de son gouvernement à ma désignation comme chef de la Mission diplomatique du GPRA en République Démocratique Populaire de Corée. Il me suggère de me rendre à Pyong -Yang quelques jours avant le 15 Août pour y présenter mes lettres de créances et participer aux cérémonies de leur fête nationale.
Je le remercie de cette communication et lui demande de me faire tenir une lettre confirmant la date à laquelle l'agrément a été donné; quant au voyage en Corée, j'y réfléchirais. IL me promet de m'envoyer la lettre au plus tôt.
Le 2 Août j'ai un entretien avec le vice-directeur du département de l'Asie occidentale et de l'Afrique, du ministère des affaires étrangères.

Je le mets au courant des raisons qui nous ont amené à

suspendre nos négociations avec le gouvernement français. Mon interlocuteur approuve totalement notre position et me renouvelle l'appui de son pays a notre cause: "C'est en poursuivant la lutte que vous vous mettrez dans une position toujours plus favorable dans les négociations".

X
X X

La journée du 5 Juillet proclamée par le GPRA journée de solidarité contre la partition de l'Algérie a été célébrée dans les différents pays de la région.

I/ - Chine :
Editorial du "Quotidien du peuple", organe du parti communiste chinois, reproduit à travers toute la presse du pays intitulé "Pas de partition de l'Algérie" et qui conclut: "le peuple chinois soutient la lutte du peuple algérien pour l'indépendance de l'Algérie et s'oppose aux complots impérialistes de partition du territoire algérien. Ni la partition du territoire algérien, ni les empiétements à la souveraineté algérienne ne seront tolérés. L'Algérie doit obtenir son indépendance totale".

Un message de M. Liu-Chang-Seng, Président de l'Association d'amitié des peuples de Chine et d'Afrique a été adressée au président Abbas. Dans ce message il est notamment dit: "Nous sommes sûrs que le peuple algérien qui combat héroïquement depuis 7 ans est invincible. Le peuple algérien triomphera du colonialisme nouveau et ancien soit en poursuivant la guerre soit en engageant des négociations, et réalisera son indépendance totale".
Le Comité chinois pour la solidarité afro-asiatique dans un message au G.P.R.A. déclare notamment : "Nous croyons fermement que le peuple algérien sous la Direction du G.P.R.A, en poursuivant sa lutte, en maintenant sa vigilance et en renforçant son unité, remportera la victoire et réalisera son

indépendance nationale".
D'autre part, des messages ont été également envoyés par plusieurs organisations notamment les syndicats et les organisations de jeunes et d'étudiants.

2/ - République Démocratique Populaire de Corée :
Un commentaire a été publié le 5 Juillet par le quotidien : "Rodong Shinmoon" qui déclare en substance que la partition de l'Algérie signifie la continuation et l'intensification de la guerre en Algérie et une menace contre la paix on Afrique. Le peuple coréen apporte son appui à l'appel du G.P.R.A. qui proclame le 5 Juillet journée nationale contre la partion et exprime sa solidarité avec le peuple algérien.

Une déclaration commune de solidarité a été adressée au F.L.N. par la Fédération centrale coréenne des syndicats, le Comité de la paix national coréen et le comité coréen pour la solidarité afro-asiatique.

D'autre part, le comité coréen des étudiants a adressé une lettre de solidarité a l'U.G.E.M.A.

3/ - Viêt-nam :
La journée a été largement marquée par des articles et des commentaires publiés dans toute la presse. Des télégrammes de solidarité ont été envoyés au FLN par le Comité vietnamien pour la solidarité des peuples afro-asiatiques et le Comité vietnamien pour l'indépendance de l'Algérie.

Des messages ont été également envoyés par l'union de la jeunesse vietnamienne, et l'union des étudiants vietnamiens au comité international pour la solidarité avec la Jeunesse algérienne.

4/- Mongolie :
Des meetings publics ont été organisés dans certaines usines

d'Ulan-Bator et un autre grand meeting avait marqué mon passage dans cette ville.

X
XX

Le 25 Octobre 1961 dans une lettre adressée au Président du G.P.R.A., je demande pour les raisons qui y sont indiqués à être déchargé de ma responsabilité.

Pékin le 25 Octobre 1961

"LE PRESIDENT DU CONSEIL DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE
"SOUS COUVERT DU MINISTRE DES AFFAIRES EXTERIEURES DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE
TUNIS

"Cher frère,

"Le Gouvernement provisoire de la République Algérienne m'a nommé Chef de sa mission Diplomatique à Pékin.

"En cette qualité, je représente notre Gouvernement en République Populaire de Chine, en République Populaire de Mongolie, en République Démocratique Populaire de Corée et en République Démocratique du Vietnam.

"Jusqu'à ce jour j'ai présenté mes lettres de créances en Chine et en Mongolie. Depuis le dernier remaniement de notre Gouvernement j'ai demandé de nouvelles lettres pour me rendre en Corée et au Vietnam.

"Le but de ma mission est :

"a) Développer les liens d'amitié et de solidarité qui unissent l'Algérie au combat avec les quatre pays,

"b) Accélérer la livraison de l'aide matérielle en provenance notamment de Chine.

"Depuis mon arrivée à Pékin, le 15 Mai, malgré un courrie abondant :

"1) Je ne reçois pratiquement ni directives politiques ni direction de travail,

"2) Les informations qui me parviennent sont nettement insuffisantes (pas de presse ni même El -Moudjahid),
"3) Je n'ai reçu aucune réponse aux questions maintes fois posées, par les autorités chinoises quant aux normes de fabrication du matériel.

"Dans ces conditions, je n'ai pas les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs de ma mission.
Mon travail n'ayant plus qu'un caractère essentiellement protocolaire, je te prie de demander à notre Gouvernement de me décharger de ma responsabilité de chef de sa Mission Diplomatique à Pékin et m'affecter à une autre tâche qui me permette de poursuivre ma contribution de militant à la libération de notre pays.
Bien fraternellement

Abderrahmane Kiouane

X
XX

A l'occasion du Septième anniversaire de la Révolution, je fais à Pékin une déclaration publique.

"SEPTIEME ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION ALGERIENNE
DECLARATION DE MONSIEUR ABDERRAHMANE KIOUANE CHEF DE LA MISSION DIPLOMATIQUE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE

Pékin 31 octobre 1961

"Il y aura demain 7 ans, des groupes de de l'Armée de Libération Nationale lançaient une attaque générale contre les installations de l'Armée d'occupation française en Algérie. Une proclamation du Front de Libération Nationale annonçait que la Révolution pour l'indépendance et la libération de la patrie s'engageait.
Habitués depuis 124 ans à dominer et à exploiter le peuple algérien, les colonialistes ne s'attendaient pas à une action aussi profonde. Ils avaient cru, par les massacres et les tortures, la destruction et le vol, assurer à leur système l'éternité. Mais, aveuglés par des richesses et une puissance bâties sur la sueur et le sang du peuple algérien ils refusaient de voir la réalité. Car depuis 124 ans, le peuple algérien poursuivait une longue et glorieuse Résistance nationale en vue de débarrasser le pays du colonialisme français et d'édifier une Algérie indépendante, libre et prospère. Ainsi, la Révolution du 1er Novembre 1954 s'inscrit dans la tradition des combats et des luttes anticolonialistes du peuple algérien.
Le peuple algérien et ses organisations nationales et patriotiques rejoignent le Front de Libération Nationale qui devient l'unique représentant de l'Algérie au combat. L'Armée de Libération Nationale, grâce aux armes prises à l'ennemi se transforme en un outil de plus en plus efficace et puissant, capable d'infliger à l'armée française des pertes importantes. Des combats ont lieu à travers l'ensemble du territoire, de grandes parties de l'Algérie sont libérées et organisées par le Front de Libération Nationale.

Les gouvernements français successifs, au lieu de choisir la voie de la sagesse et de l'évolution historique en recherchant la négociation avec le Front de Libération Nationale et en reconnaissant l'indépendance de l'Algérie, préfèrent s'engager sur le chemin de la reconquête et de l'extermination. Une armée gigantesque, appuyée par le plus grande partie de l'aviation et de la marine françaises ainsi que par des forces policières considérables entreprend par la torture et le massacre, le génocide du peuple algérien. Des centaines de milliers d'Algériens sont ainsi tués, 2 millions sont enfermés dans des camps dits de "regroupement", un grand nombre sont torturés puis emprisonnés.
"Mais toute cette puissance et tous ces crimes, loin de faire reculer le peuple algérien et sa Révolution, le conduisent à mobiliser toutes ses énergies et à déployer, avec plus de volonté et d'ardeur, son action libératrice.
Des dates importantes marquent l'histoire de ces 7 années qui sont autant de jalons vers la réalisation de l'indépendance.
En Avrit 1956, le Front de Libération Nationale, dans le but de dégager les enseignements de presque deux années de combats et tracer les perspectives d'avenir de la révolution algérienne, réunit dans une zone libérée du pays, la vallée de la Soummam son premier Congrès.
En Août 1961, le Conseil National de la Révolution Algérienne, organisme suprême de la Révolution, tient une importante réunion et prend des décisions non seulement sur les tâches immédiates de la Révolution mais également sur celles de la République Algérienne, au lendemain de l'indépendance.
Parallèlement, aux activités et aux offensives militaires de l'Armée de libération Nationale, les masses algériennes participent directement à la lutte en organisant de puissants mouvements dans les villes encore occupées par l'armée française. En février 1957, c'est la grève de huit jours. En décembre 1960, ce sont les Journées historiques où l'on voit le peuple algérien défiler à travers les rues, drapeaux déployés, malgré la mitraille des soldats français. Le 5 Juillet 1961, à

Chine qui est en même temps vice-président du Comité Chinois pour la solidarité afro-asiatique a pris la parole du côté Chinois. J'ai moi-même fait un discours.

- Le 31 Octobre le Premier Ministre Chou-En-Lai a adressé un message au Président Benkhedda.

- La Fédération Nationale des Syndicats de Chine, les organisations Chinoises de la jeunesse, des étudiants et des femmes ont adressé des messages de solidarité à leurs homologues algériens.

- Le 1er Novembre le "Quotidien du Peuple" a salué dans un éditorial l'anniversaire de la Révolution Algérienne et publié d'autres articles sur notre lutte.

- La Radiodiffusion chinoise a consacré plusieurs heures dans ses programmes nationaux du 1er Novembre, à l'Algérie.

- La Télévision chinoise a projeté le 1er Novembre au soir le film "Djazairouna"

2) VIETNAM : A Hanoi le 1er Novembre a été marqué par un meeting public au cours duquel un message de solidarité a été adressé à notre Gouvernement.

- La presse et la radiodiffusion vietnamienne ont consacré une large place à l'Algérie, le même jour.

3) COREE: Des messages ont été envoyés par la Fédération des Syndicats, le Comité des étudiants coréens et d'autres organisations nationales, à leurs homologues algériens.

- Tous les journaux ont consacré leur éditoriaux et plusieurs articles à l'Algérie.

4) U.R.S.S. : Un meeting a été tenu à Moscou. Y ont participé une délégation du Parti Communiste algérien et les étudiants algériens à Moscou. étaient présents des délégations des partis communistes du Liban, du Maroc, de Tunisie, de Syrie et d'Irak, ainsi que plusieurs représentants diplomatiques des pays afro-asiatiques. Larbi Bouhali, Premier Secrétaire du P.C.A a pris la

parole ainsi que des représentants d'organisation populaires de Moscou.

X

XX

MEETING DE SOLIDARITE AVEC L'ALGERIE, PEKIN
1er NOVEMBRE 1961

"Discours de Monsieur Abderrahmane Kiouane Chef de la Mission Diplomatique du Gouvernement provisoire de la République Algérienne.

"Mesdames, Messieurs,
Cher amis,
Chers frères,

"Premier Novembre 1961. En ce jour, en ce moment, à travers le territoire national, le peuple algérien proclame par différentes actions, sa volonté de réaliser l'indépendance de l'Algérie.

"En Afrique, en Asie, en Amérique Latine et dans d'autres pays, les peuples frères et amis, apportent comme ici, à Pékin, leur appui au peuple algérien au combat.

"Premier Novembre 1954. La Révolution Algérienne s'engage. Quelques milliers de patriotes algériens armés de fusils centenaires mais animés d'une foi inébranlable dans l'avenir de l'Algérie montent à l'assaut des postes de l'armée française d'occupation. L'Armée de Libération Nationale était née. Dans un texte historique, le Front de Libération Nationale fait connaître l'objectif de la Révolution: l'indépendance et la libération de la patrie.

"Les colonialistes français étaient pris de stupeur. Il ne comprenaient pas le sens profond de l'événement, ils ne voulaient pas comprendre que la Révolution allait marquer la fin de leur règne, et comment pouvaient-ils comprendre? Le Ministre de l'intérieur du gouvernement français ne leur avait-il pas déclaré que "l'Algérie est calme", ce qui dans son langage, signifiait que le colonialisme maintenait solidement ses

aussi pour tous les peuples que le colonialisme opprime encore, sonnê en Angola, au Mozambique, au Cameroun, au Kenya, en Afrique du Sud, en Rhodésie, en Guinée dite portugaise .
Salut à tous ces vaillants combattants de la liberté et qu'ils sachent que le peuple algérien se tient à leurs côtés.
Vive le Septième Anniversaire de la Révolution Algérienne.
Vive l'indépendance nationale des peuples
Vive la solidarité des peuples en lutte contre le colonialisme et l'impérialisme
Vive l'amitié et la solidarité des peuples algérien et chinois.

X
XX

Dans une nouvelle lettre du 13 décembre, je rappelle ma demande du 25 Octobre a êtré déchargé de mes fonctions.

"Pékin, le 13 Décembre 1961

Le Ministre des Affaires Extérieures
du Gouvernement Provisoire de La
République Algérienne
Le Caire
Cher Frère,

Je te rappelle ma lettre du 25 Octobre 1961 dans laquelle je demande à notre Gouvernement de me décharger de ma responsabilité de Chef de la Mission Diplomatique à Pékin et de m'affecter à une autre tâche, et d'envoyer un frère à Pékin qui sera chargé de l'expédition des affaires courantes.
Je te prie de faire donner une suite aussi rapide que possible à ces demandes et de dépêcher notamment l'arrivée ici du frère qui prendra ma suite.
Je me prépare à quitter **Pékin pour le Caire** vers la fin de Décembre, à moins d'indication **contraire de ta** part, d'ici là.

Dans une autre lettre datée du même jour, je rappelle les problèmes posés par l'accréditation du représentant algérien au Vietnam et en Corée :

"Pékin, le 13 décembre 1961
Le Ministre des Affaires Extérieures
du Gouvernement Provisoire de La
République Algérienne
Le Caire

64/61
Objet : Lettres d'accréditation.

"Cher frère
Je te rappelle que par lettre de Tokyo en date du 3 Septembre et par lettre 34/61 de Pékin en date du 15 septembre, j'avais demandé des lettres d'accréditation signées par le nouveau Président du Conseil pour me permettre de me rendre au Vietnam et en Corée et inaugurer ainsi les relations diplomatiques entre notre gouvernement et ces deux pays.
Comme je l'avais signalé dans un courrier précédent, les gouvernements du Vietnam et de Corée ont accordé leur agrément à ma nomination comme chef de la Mission Diplomatique Algérienne dans leur pays respectifs.
Les Ambassadeurs du Vietnam et de Corée m'ont à plusieurs reprises déclaré que j'étais attendu à Hanoi et Pyong-Yang.
Les réponses dilatoires que je leur fais, commencent à se heurter à un certain scepticisme, compréhensible, de leur part.
Je te laisse le soin de dégager les conclusions de cette situation.
J'évoque cette question pour mémoire et pour te préciser que nos relations diplomatiques ne sont en fait établies qu'avec la Chine et la Mongolie.
Fraternellement" Abderrahmane Kiouane
Chef de la Mission Diplomatique

Dans une lettre au Président du GPRA, j'écrivais à la date du 11 Mars 1962.

"Cher frère,
Je t'informe que j'ai remis au Président Chou-En-Lai le message dont j'avais été chargé, au cours d' une entrevue qui a eu lieu le 20 Février 1962, à midi et qui a duré plus de deux heures.
Au cours de l'entretien, j'ai exposé à Chou-En-Lai l'état de nos négociations avec la France. J'ai insisté sur deux points :
1° Le cessez-le-feu, s'il est proclamé ne sera pas nécessairement la paix. Nous nous attendons à de grandes difficultés dans l'application des accords de la part de la France (Gouvernement ou O.A.S.).
2° La signature éventuelle d'un accord avec la France ne signifie pas la fin de notre lutte. Nous aurons à poursuivre la libération totale du pays ainsi que la réalisation des objectifs de la Révolution sur le triple plan économique, social et culturel.
En conclusion, j'ai insisté sur l'importance à partir de maintenant surtout, du développement de la solidarité de la Chine avec l'Algérie.
Après mon exposé, Chou-En-Lai m'a posé un certain nombre de questions sur la situation militaire notamment, et m'a répondu par un long exposé en 10 points.

Points éssentiels de l'entrevue du 20 Février 1962
"1. Les pourparlers entre l'Algérie et la France sont le résultat de la lutte armée que poursuit l'héroïque peuple algérien depuis sept ans et demi. Sans cette lutte armée, le gouvernement français n' aurait pas consenti à entamer sur un pied d'égalité des pourparlers avec le gouvernement provisoire d'Algérie.

"2. Le peuple algérien a pour adversaire l'impérialisme français Comme en Indochine par le passé, cet impérialisme est harcelé fortement en Algérie et se heurte à l'opposition des larges masses populaires à l'intérieur du pays et à de multiples difficultés dans les domaines politique et économique. C'est ainsi qu'un homme comme de Gaulle, s'est vu obligé d'envisager des pourparlers avec le Gouvernement Provisoire de l'Algérie et de ne pas admettre la solution soutenue par les ultras et les fascistes, solution qui profite à l'impérialisme américain et est désirée par ce dernier. L'impérialisme américain cherche même à se servir de ces ultras et fascistes pour chasser de Gaulle du pouvoir.
"3. La lutte du peuple algérien pour l'indépendance nationale est parfaitement juste. Vous avez gagné la profonde sympathie et le ferme soutien de tous les peuples du monde, en premier lieu des peuples arabes, des peuples d'Asie et d'Afrique et des peuples des pays socialistes. Quant à la guerre coloniale poursuivie par l'impérialisme français elle a fait complètement faillite sur le plan moral. L'impérialisme français s' est vu toujours plus isolé sur le plan international et a fait l'objet de la condamnation sévère et de l'opposition résolue de tous les peuples du monde.
"4. Tout comme l'a dit le chef de mission diplomatique Abderrahmane Kiouane, le peuple algérien n'a pas cessé la lutte armée lors des pourparlers et, de plus, il l'a renforcée dans les régions où les conditions se présentaient. Le peuple algérien a entrepris des pourparlers avec la France sur la base de la persévérance dans la lutte armée; cette façon d'agir s'est avérée juste.
"5. Le Gouvernement Provisoire d'Algérie a, au cours des pourparlers recouru au moyen d'entreprendre des négociations directement avec l'impérialisme français, sans demander à l'O.N.U. d'y intervenir ni demander à d'autres pays d'y participer; ceci est juste.
Si l'on permettait à l'O.N.U. et à d'autres pays d'y intervenir, la situation deviendrait telle que la dépeint un dicton chinois: "Chassez le loup par la porte, vous ferez entrer le tigre par la

La Chine reconnaît la République Algérienne

Tchen Yi, Ministre des Affaires Etrangères de la République Populaire de Chine a adressé le 3 Juillet 1962 un message à Saad Dahlab, Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, le félicitant de la proclamation de l'indépendance de la République Algérienne et l'informant de la décision du Gouvernement Populaire de Chine de reconnaître la République Algérienne.
On lit dans le message:
"A l'heureuse occasion où la République Algérienne proclame l'indépendance, au nom du Gouvernement de la République Populaire de Chine, je tiens à adresser mes plus sincères félicitations au Gouvernement Provisoire de la République Algérienne. J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la République Populaire de Chine a décidé de reconnaître la République Algérienne.
J'ai la conviction profonde que les relations d'amitié et de coopération existant depuis longtemps entre les peuples chinois et algérien connaîtront certainement une consolidation et un développement continus".

X
X X

L'indépendance de l'Algérie a été célébrée en Chine et dans les différents pays de la région.

ALLOCUTION PRONONCEE PAR LE CHEF DE LA MISSION DIPLOMATIQUE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE AU MEETING TENU A PEKIN LE 5 JUILLET 1962 PAR LES ORGANISATIONS NATIONALES DE CHINE POUR CELEBRER L'INDE PENDANCE DE L'ALGERIE

"Excellences, Mesdames, Messieurs, Chers Amis,
Sur l'ensemble du territoire national le peuple algériens célèbre le rétablissement de l'indépendance de l'Algérie. Nos villes et nos villages, nos montagnes et nos plaines sont inondés de milliers et de milliers de drapeaux algériens qui flottent librement dans un pays revenu à la liberté. Par centaines de milliers et par millions, nos frères, nos soeurs et nos enfants, défilent et se rassemblent pour exprimer leur joie et leur enthousiasme d'être de nouveau les citoyens libres d'un pays libre.

"En participant au référendum du Premier Juillet et en mettant dans l'urne le bulletin "oui" à l' indépendance de l'Algérie, le peuple algérien unanime a exercé une souveraineté nationale qu'il n'avait plus connue depuis plus d'un siècle. Il a ainsi proclamé solennellement que c'est lui et lui seul qui dispose de l'avenir de l'Algérie et que c'est lui et lui seul qui a décidé de l'indépendance et de la liberté de sa patrie.

"Cette indépendance méritée par chaque Algérien, par chaque Algérienne, cette indépendance arrachée au prix du sang et des sacrifices de chacun d'eux, est l'aboutissement d'une lutte très longue et très dure. En célébrant aujourd'hui son indépendance retrouvée, le peuple algérien la célèbre pour lui-même mais aussi pour tous ceux qui depuis le début de notre combat ont donne leur vie pour que vive l'Algérie libre.
"Cette journée est le couronnement d'une Résistance qui

constitue l'un des chapitres les plus glorieux de l'histoire d'Algérie.
"En prenant les armes pour se libérer, le Premier Novembre 1954, le peuple algérien assurait la continuité historique de tous les mouvements de lutte contre l'oppression colonialiste française qui n'avaient cessé de se succéder depuis 1830.
"Mais cette fois les militants qui avaient organisé le Front de Libération Nationale et créé les premières unités de l'Armée de libération Nationale savaient qu'ils allaient engager l'ultime assaut contre la citadelle colonialiste.
"La Révolution Algérienne s'engageait. Le peuple algérien s'unissait étroitement dans le F.L.N. L'ALN augmentait en effectifs et en puissance. Son organisation, ses méthodes de combat et son armement se perfectionnaient. Les zones libérées d'Algérie s'étendaient progressivement jusqu' à englober la plus grande partie du territoire national.

"Le gouvernement français mobilisait contre le peuple algérien l'ensemble de son potentiel économique et militaire. L'O.T.A.N. venait au secours du colonialisme français en déroute, en mettant à sa disposition de puissants moyens de destruction. Malgré l'importance considérable des moyens en hommes et en matériel, malgré les emprisonnements, les tortures et les massacres, le peuple algérien et sa vaillante A.L.N. poursuivaient, invincibles. leur marche victorieuse vers la liberté et l'indépendance. Des pays frères et amis de plus en plus nombreux nous manifestaient leur sympathie et leur active solidarité. Le combat du peuple algérien devenait le combat des pays arabes, le combat de l'Afrique, de l'Asie, de l'Amérique latine, le combat de tous les peuples anticolonialistes et anti-impérialistes.

"C'est dans ces conditions que le 18 Mars 1962, le peuple algérien remporte sa grande victoire. En signant avec le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne les Accords d'Evian, le gouvernement français reconnaissait la

souveraineté et l'unité du peuple algérien, le droit à l'indépendance de l'Algérie et son intégrité territoriale. Les premiers objectifs de la Révolution Algérienne étaient atteints après une guerre de libération nationale qui avait duré près de huit années.

"L'Algérie est aujourd'hui un état indépendant. Elle entre dans une phase nouvelle de sa Révolution. Les tâches que le peuple algérien, le F.L.N. et le G.P.R.A, vont affronter sont aussi grandes que complexes. Mais ces tâches sont exaltantes, c'est pourquoi le peuple algérien les accomplira dans l'enthousiasme et avec succès.
"Nous assurerons la défense de la paix intérieure et le maintien de l'intégrité du territoire national Nous compléterons l'installation des institutions de l'état algérien. Nous engagerons l'oeuvre immense de reconstruction et nous poursuivrons la libération du pays dans tous les domaines pour garantir l'indépendance nationale, la liberté, la démocratie, la prospérité et la paix, dans le cadre de la République Algérienne Démocratique et Sociale. La proclamation de l'indépendance de l'Algérie est donc le point de départ d'une phase nouvelle de notre lutte.
La Révolution Algérienne se poursuit. C'est ce que le frère Benkhedda, Président du G.P.R.A. , a déclaré le 29 Juin dans son message au peuple algérien :

"Unis autour du F.L.N. et sous la direction du G.P.R.A. , nous marcherons en avant pour réaliser les objectifs de la Révolution Algérienne qui ne fait que commencer".

La réalisation des objectifs de la Révolution Algerienne se fera dans le maintien et le renforcement de l'unité du peuple algérien dans le F.L.N. Car le peuple algérien a appris au cours de sa lutte de libération nationale que l'une des conditions fondamentales de sa victoire sur le colonialisme, c'est la réalisation et le maintien de son unité étroite dans le F.L.N.

C'est en opposant un front de combat uni et sans fissures à l' ennemi qu' il a pu l'abattre. C' est en opposant le même front uni qu'il réalisera avec succès les grandes tâches révolutionnaires d'aujourd'hui et de demain.

L' indépendance de l'Algérie est célébrée aujourd'hui par de nombreux peuples comme leur propre victoire. Les pays arabes, les pays d' Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, les pays du camp socialiste, commémorent cet événement historique comme leur propre fête. Car, en luttant pour son indépendance nationale le peuple algérien a contribué à hâter la libération des peuples subjugués par le colonialisme, en luttant pour son indépendance le peuple algérien a contribué à la défaite du colonialisme sous toutes ses formes et par conséquent à la consolidation de la paix dans le monde.
"L'Algérie indépendante, riche d'une longue expérience de luttes anticolonialistes continuera, conformément aux principes de Bandoeng, conformément aux principes de la Charte de Casablanca et aux principes du non-alignement, à s'opposer résolument au colonialisme, au néocolonialisme et à l'impérialisme.

Excellences et amis, votre présence aujourd'hui dans cette salle est un grand encouragement pour le peuple algérien. Le peuple algérien sera heureux d'apprendre que ses frères et ses amis partagent aujourd'hui sa joie et son enthousiasme comme ils se sont associés hier à ses difficultés dans sa lutte de libération nationale.

J' adresse mes remerciements chaleureux au Conseil Chinois de la Solidarité des peuples Afro-Asiatiques, à l'Association d'Amitié des peuples chinois et africains, à l'Association Nationale du peuple chinois pour les relations culturelles avec les étrangers, à la Fédération Syndicale Nationale des Travailleurs Chinois,à la Fédération Nationale de la Jeunesse de Chine, à la Fédération Nationale des Femmes de Chine et à la

Fédération Nationale des étudiants de Chine, qui ont pris tous ensemble, l'initiative de cette manifestation. C'est là une preuve nouvelle s'il en fallait, de l'amitié étroite qui unit les peuples algérien et chinois. Cette amitié s'est bâtie dans des jours difficiles, c'est pourquoi elle est solide, c' est pourquoi elle est précieuse, c'est pourquoi elle est chère à nos coeurs.

"Le peuple algérien n'oublie pas que le gouvernement de la République Populaire de Chine a été l'un des premiers à reconnaître le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne immédiatement après sa constitution. Le peuple algérien n'oublie pas que le peuple chinois s'est toujours trouvé fidèlement et effectivement à ses côtés au cours de sa lutte de libération nationale. Le peuple chinois tout comme le peuple algérien ont acquis une riche expérience dans les luttes anticolonialistes. L'un et l'autre ont combattu longuement pour leur libération nationale. L'un et l'autre ont remporté la victoire. Je suis convaincu que cette amitié forgée dans une période décisive de notre histoire, fondée sur une expérience et une volonté communes de libération, se consolidera davantage entre la République Algérienne Démocratique et Sociale et la République Populaire de Chine.

"Je ne peux terminer cette allocution en cette journée historique sans adresser au nom de l' Algérie un fraternel salut aux patriotes qui en Angola, au Mozambique, au Cameroun, à Zanzibar, en Afrique du Sud, en Rhodésie, en Irian occidental et ailleurs poursuivent vaillament la lutte pour la libération nationale. Je leur dis que leur lutte est notre propre lutte et que leur prochaine victoire sera notre propre victoire.

Vive l'Indépendance Nationale des peuples !
Vive la solidarité des peuples en lutte contre le colonialisme, le néocolonialisme et l'impérialisme !
"Vive l'amitié et la solidarité des peuples algérien et chinois !

ENTRETIEN DU CHEF DE LA MISSION DIPLOMATIQUE AVEC LE VICE-PREMIER ET MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Pékin, 13 Septembre 1962, 11 heures.

Assistaient à l'entretien: du côté chinois:

- Le Maréchal Tchen Yi, Vice-Premier et Ministre des Affaires Etrangères.
- M. Wouan Tchen, Vice-Ministre des Affaires Etrangères.
- M. Wouan U Tien, Directeur du Département de l'Asie Occidentale et de l'Afrique.
- M. Ke Pou Hai, Sous-Directeur du Protocole du Ministère des Affaires Etrangères.

du côté algérien:

- M. Abderrahmane Kiouane, Chef de la Mission Diplomatique.
- M. Amor Soukhal, Troisième Secrétaire de la Mission Diplomatique.

T. Je viens d'apprendre que vous quittez Pékin demain pour l'Algérie. Les membres de mon gouvernement étant occupés, il m'ont chargé de vous demander de transmettre à votre Bureau Politique et à votre Gouvernement leurs félicitations pour la grande victoire remportée par le peuple algérien et l'unité retrouvé à l'intérieur. Je sais que Votre Excellence éprouve beaucoup de sympathie à l'égard de la Chine. Les Occidentaux parlent de divisions parmi les dirigeants de la Chine et des difficultés que rencontre la Chine à la suite des calamités naturelles. Vous connaissez la situation de la Chine. J'espère qu'après votre retour vous pourrez l'expliquer à votre Gouvernement.

K: Je transmettrais vos salutations et celles des membres du Gouvernement chinois à mon Gouvernement et au Bureau Politique. Personnellement j'éprouve de la sympathie pour le peuple chinois et cette sympathie est partagée par tout le peuple algérien. Au cours des années 1945-46 dans les débuts de notre libération nous entendions les noms de Mao-Tsé-Toung, Chou-En-Lai, Tchen Yi, nous suivions donc la lutte du peuple chinois. Cela nous a permis de comprendre que pour nous débarrasser en Algérie de l'ennemicolonialiste, la lutte armée était la voie efficace. Un peu plus tard, nous avons connu beaucoup mieux la Chine. Le soutien concret apporté par la Chine à l'Algérie a renforcé davantage notre sympathie et nos liens d'amitié.

Ici j'ai été impressionné par l'organisation, le travail et les sacrifices du peuple chinois pour sauvegarder son indépendance et sa liberté.

Je suis sûr que la solidarité et la coopération qui existent entre nos deux pays iront en se renforçant. Je suis sûr que le nouvel Ambassadeur Algérien, qui arrivera probablement ici en Octobre, continuera à oéuvrer dans ce sens.

L' Algérie n'est pas loin de l'Europe. La propagande de l'Occident sur la Chine n'aura aucun effet sur notre peuple car il connaît bien la Chine. Malgré la propagande de certains milieux occidentaux, l'Algérie comme la Chine continuera à avancer et l'amitié qui les lie continuera à se développer.

T: Je suis parfaitement d'accord avec vous. L'Algérie vient de remporter la victoire et de retrouver son unité. Le Bureau Politique a annoncé la réforme agraire.

Je souhaite que l'Algérie participe à la libération de l'Afrique. Le colonialisme a divisé l'Afrique en petits pays. Seule l'Algérie en Afrique a acquis son indépendance par la lutte armée. Certains pays ont accédé à une indépendance politique favorisée par le colonialisme. Mais cette indépendance constitue malgré tout un processus pour les mouvements de libération. Le Congo a été réprimé sept jours après son indépendance. C'est pourquoi l'Afrique doit prendre exemple non seulement sur les autres pays africains indépendants mais également sur l'Algérie.

K: Notre lutte a contribué à hâter la libération de l'Afrique. Elle a favorisé l' union de pays africains tels que les pays de la Charte de Casablanca qui ont une orientation révolutionnaire. En Afrique il y a d'autre part les pays groupés autour de la Charte de Brazzaville.

T: Ce groupe a été créé à l'instigation de la France car les pays de ce groupe appuient Taiwan.

K: Certains pays du groupe de Brazzaville, telle que la Haute - Volta, commencent à être désillusionnés par leur orientation. Le même phénomène est constaté au Sénégal parmi le peuple. Quelques pays de ce groupe tentent un rapprochement avec le groupe de Casablanca. Nous devons être évidemment vigilants et prudents à cet égard. Le problème du rapprochement des deux groupes est à l'heure actuelle à l'étude.

Nous savons que le chemin de la libération de l'Afrique est encore long. L'Algérie sait qu'elle ne peut se considérer comme libre tant que l'Afrique n'est pas libre. L'Algérie apporte déjà une aide à l'Angola. Elle continuera à l'avenir à aider les pays africains.

T: Ne connaissant pas bien la situation en Algérie, je prie le Chef de la Mission Diplomatique de m'en donner un aperçu. Quand avez-vous déclenché la lutte armée ? Quels sont les premiers fondateurs de cette lutte ?
K:La lutte armée a été déclenchée le 1er Novembre 1954. Auparavant nous avions le M.T.L.D. qui s'était divisé en deux tendances. L'une suivait Messali Hadj et l'autre le Comité Central.
Une troisième tendance, le C.R.U.A., a pensé que pour réunifier le mouvement, il fallait déclencher la lutte armée. Le C.R.U.A. a créé le F.L.N. qui a déclenché la Révolution. Le Comité Central s'est rallié au F.L.N. ainsi que d'autres mouvements et le F.L.N. est devenu la seule organisation du peuple algérien. La tendance de Messali, devenue M.N.A., a pris position contre le F.L.N. Cette tendance est pratiquement liquidée.

T: Quels sont les principaux fondateurs de la lutte ?

K: Certains fondateurs tels que Benboulaïd et d'autres sont morts. Parmi les fondateurs qui dirigent la lutte de libération nationale, il y a Krim, Benbella, Boudiaf, Ait-Ahmed.

T: Je vous remercie pour cet exposé. La seule chose importante est de savoir si vous pouvez réaliser la réforme agraire, car c'est une question très importante. Vous savez que la Chine a connu des calamités naturelles. Les U.S.A. ont exploité cette situation difficile. Mais grâce à notre réforme agraire, les

paysans ont surmonté ces calamités. Nous avons procédé à la réforme agraire après la libération. L'Inde n'a pas eu sa réforme agraire, c'est pourquoi sa situation agricole est alarmante. La France ne pourra plus avoir de prise sur vous quand vous aurez fait la réforme agraire. En 1927, les dirigeants sont allés dans les campagnes. Cette tendance était représentée par le Président Mao. La première tendance voulait rester dans les villes, la deuxième tendance préconisait de se rendre en Union Soviétique pour apprendre le marxisme léninisme et la troisième tendance demandait d'aller dans les campagnes. C'est cette troisième tendance qui était dirigée par Mao, qui a préparé la guérilla dans les campagnes et fait la réforme agraire. Tchang-Kai-Chek ne pouvait bien nous combattre car la distribution des terres aux paysans renforçait notre autorité. Vous avez certainement connu ces trois tendances en Algérie. Mais la situation de l'Algérie est différente de celle de la Chine. Vous avez pris le pouvoir. Vous pouvez faire la réforme agraire. Vos soldats sont en majorité des paysans en costumes militaires. Les paysans peuvent se poser cette question: qu'apportera le nouveau Gouvernement? Quelle sera la différence? Ce qui faisait la différence entre Tchang-Kai-Chek et les U.S.A. d'une part et nous d'autre part, c'est que nous avons distribué la terre. Les paysans sont devenus plus actifs. Nous avons mis à leur disposition des produits agricoles. Si vous ne palliez pas à ce problème, vous serez obligé d'importer vos produits de l'étranger, c'est à dire que la France se serait retirée seulement sur le plan politique mais non économique. Si nous importions de l'acier, nous deviendrions une colonie. Nous serions indépendants politiquement, militairement mais non économiquement. Le gouvernement doit s'appuyer sur le peuple qui se compose en grande majorité de paysans. Ce sont les paysans qui défendront le gouvernement. Nous ne connaissons pas votre situation. Nous vous proposons à vous et à vos dirigeants de faire la réforme agraire, c'est très important. Elle ne sera pas difficile à faire car vos terres sont en général tenues par les colons. Pour nous, le problème était différent, les terres appartenaient à des propriétaires fonciers

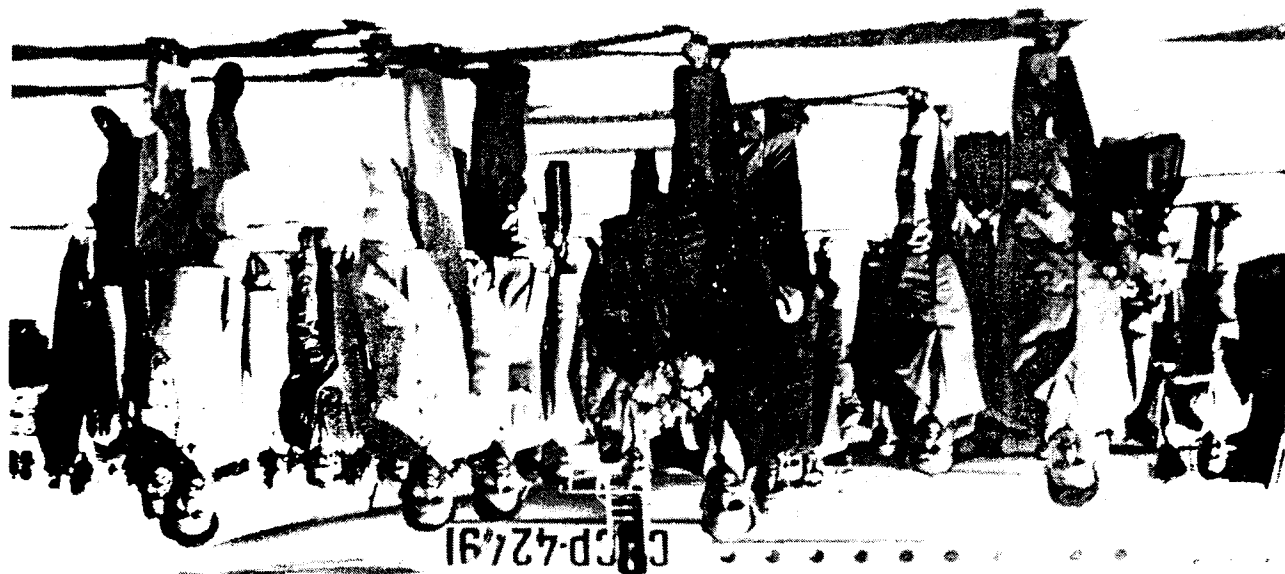
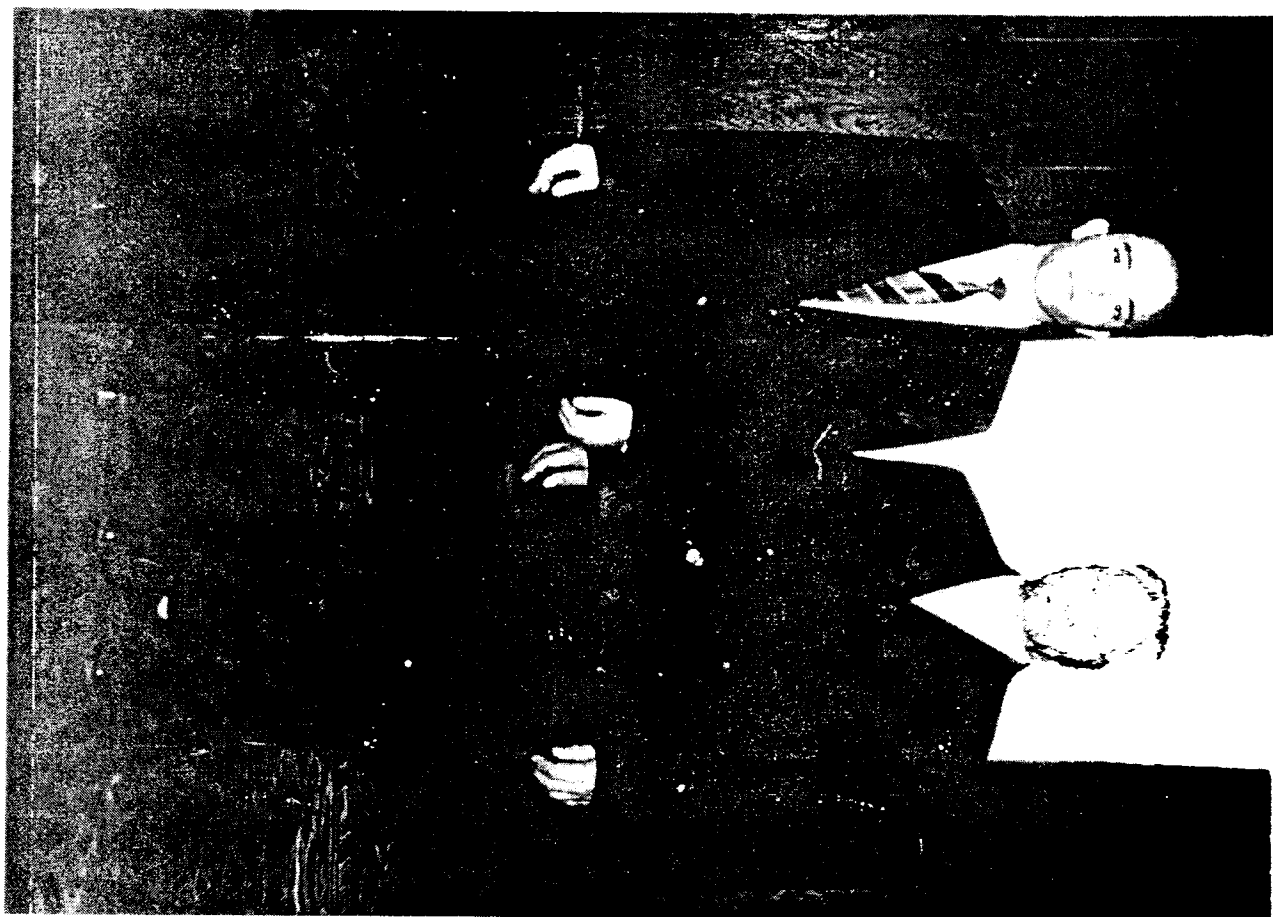
parmi lesquels on trouvait des responsables du parti et de l'armée.
Dernièrement un ami tunisien est venu me voir et m'a dit que les terres qui se trouvent près de la côte sont entre les mains des étrangers. Elles sont très fertiles. Je ne sais pas si le Gouvernement Tunisien pourra faire la réforme agraire parce qu'elle déplaira fatalement aux étrangers. A la veille de votre départ nous voulions vous faire cet exposé à titre de référence. En Union Soviétique, Lénine avait dit: le pain et la terre. On ne peut édifier un pays en comptant sur l'extérieur.

Je vous prie de transmettre mes salutations à Benkhedda, Abbas, Krim et Benbella.

L'entretien prend fin à 12 heures. Les personnes présentes passent à table pour déjeuner.

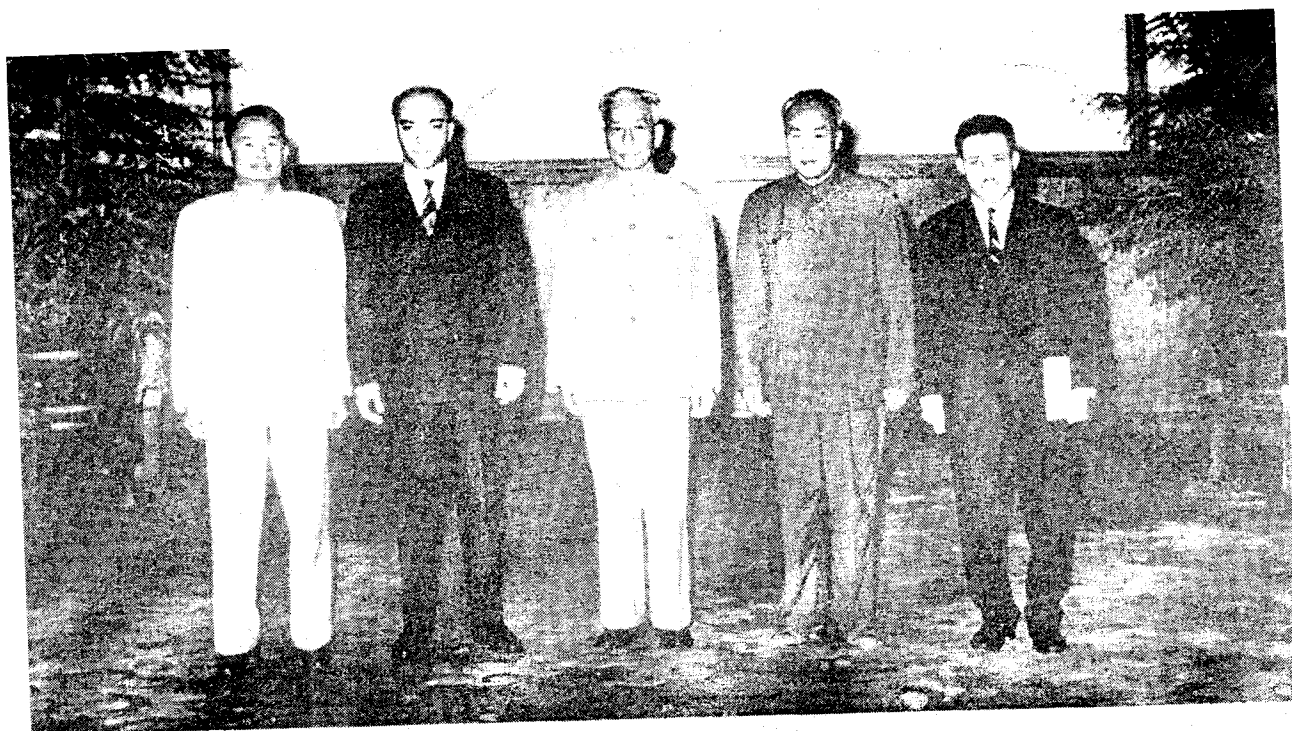
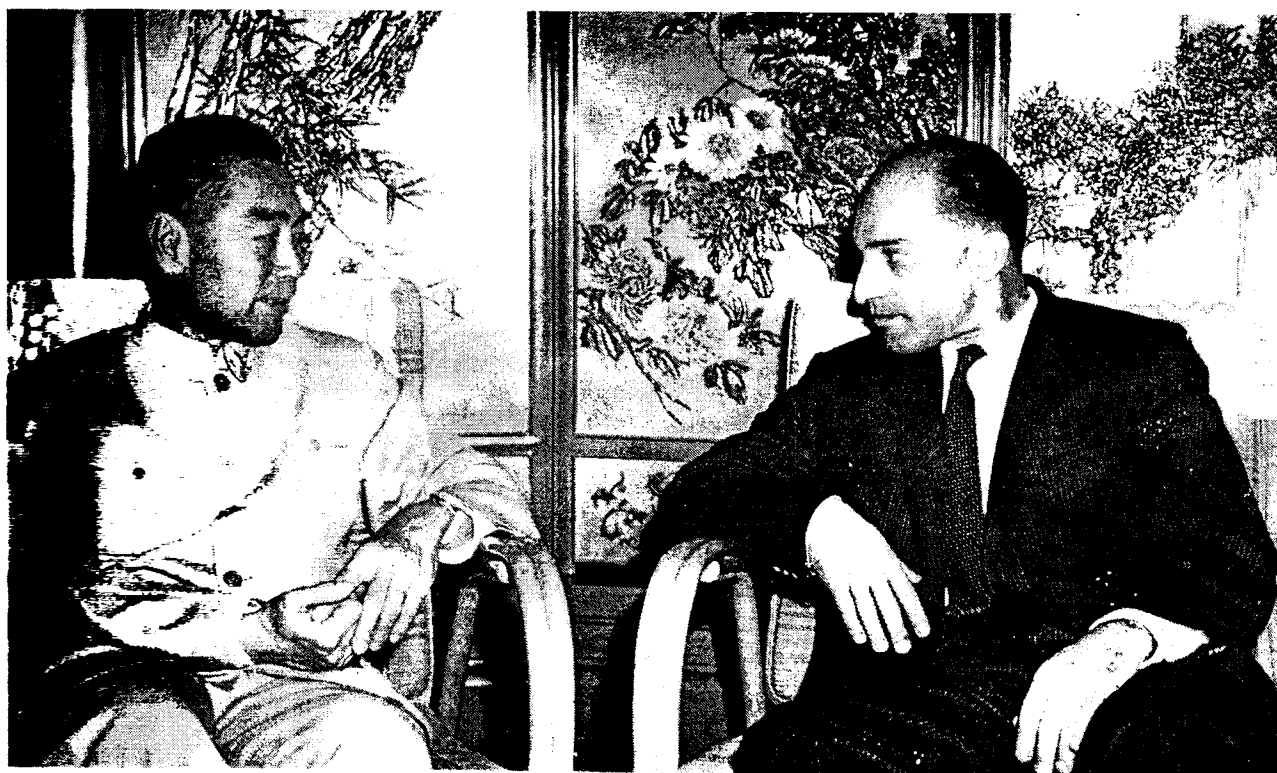
X
X X

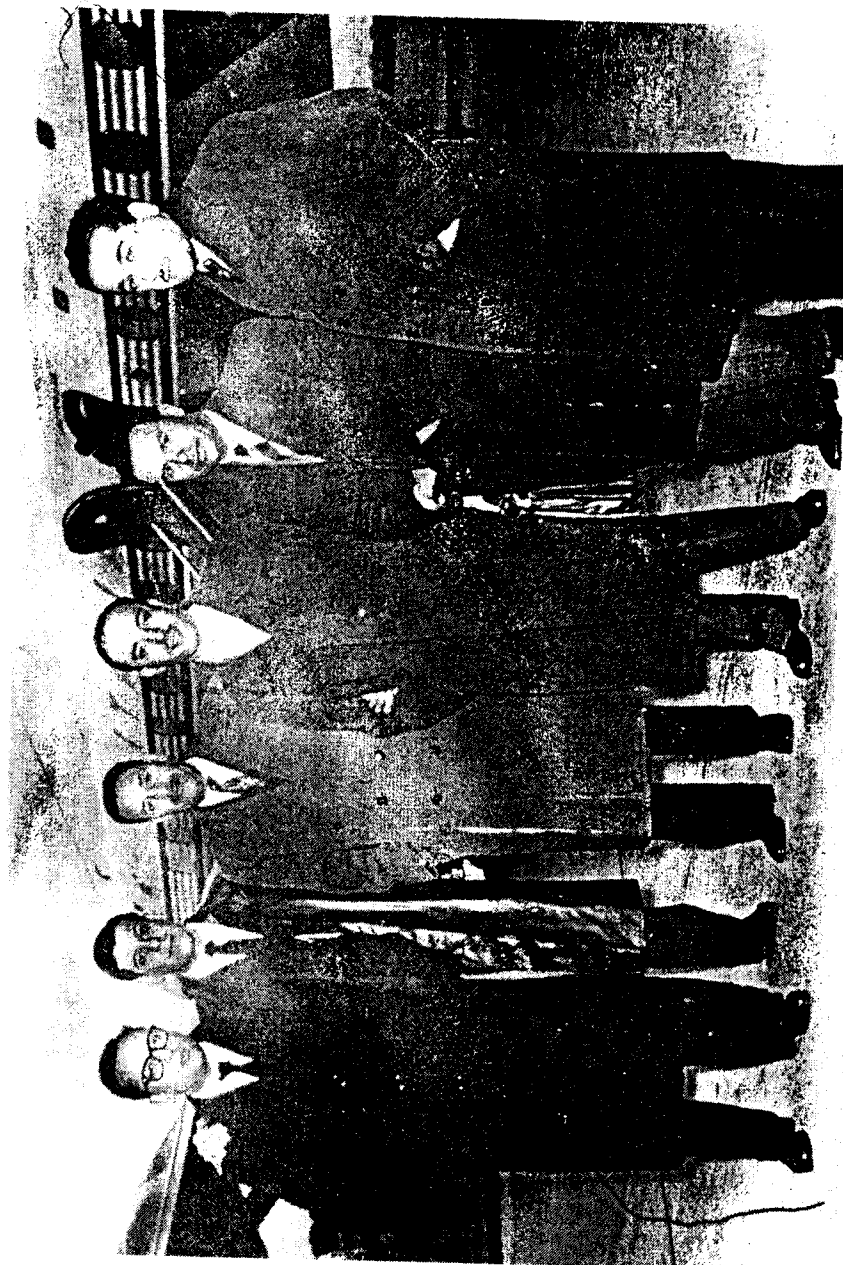
Depuis son arrivée, la mission était installée à l'hôtel, faute d'un local disponible. Les Chinois ont procédé à la construction d'un siège destiné à la chancellerie et à la Résidence de l'ambassadeur qu'ils mettaient à notre disposition à partir de la fin octobre.
Le paiement se ferait globalement par tranches. Notre Ministère ne s'étant pas prononcé sur l'acquisition, l'immeuble a été proposé après une attente de plusieurs mois à la Syrie qui était elle même à la recherche d'un siège, le 6 septembre je suis reçu par le vice ministre de la Santé qui m'informe des détails des 21 tonnes de médicaments offerts à l'Algérie auxquels s'ajoutaient des instruments chirurgicaux m'annonçant que la cargaison quittera Shanghai par bateau vers la fin du mois et qu'elle serait débarquée à Philippe-ville (Skikda).

- Arriveé à Pekin en 1961 avec Amar Soukhal

Avec le Président Mongol Tsdenbal (Oulan-Bator) 1961

Avec le Maréchal Chen-Yi, vice premier ministre, ministre des Affaires Etrangères (1961)

Avec le corps diplomatique (à gauche) et le président Mao-Tsé- Toung. (1961)

A Lima (Pérou) avec Ferhat Abbas (1956)

A L'ONU (New york) avec de gauche à droite, Moundji Slim, Bourguiba, notre représentant adjoint à New york Yazid, Balafredj (Maroc) , Ferhat Abbas (1956)

Présentation des lettres de créances avec le President Liou –Shao –Chi (1961)

Avec le Premier Ministre Chou- En –Lai (8 juin 1961)

Avec le Président de l'Assemblée Nationale le Maréchal Chu – Teh (1961)

Arrivée à Buenos Aires (octobre 1956) avec Ferhat Abbas et Hussein Triki
(**notre traducteur**)

SOMMAIRE

Abderrahmane Kiouane est né en 1925 à Alger

Lycéen à "l'Emir Abdelkader" (ex- Bugeaud), il fonde "l'association des *élèves musulmans des lycées et collèges d'Algérie" (AMLA) qui joue un rôle central dans la prise de conscience nationaliste des jeunes de l'enseignement* secondaire.

Etudiant en Droit à l'Université d'Alger, il est responsable de la section universitaire du PPA et secrétaire général, à deux reprises de "l'Association des Etudiants Musulmans d'Afrique du Nord" (AEMAN), puis coordinateur des sections universitaires en Algérie et à l'étranger.

Avocat à la Cour d'Appel d'Alger en 1947, il assure dés cette année la défense des militants du PPA-MTLD détenus par la France et notamment ceux de l'organisation spéciale.

Candidat à différentes élections, à l'Assemblée Algérienne et à l'Assemblée Nationale Française, il est élu adjoint au maire d'Alger en 1953.

Il est membre du Comité central du PPA-MTLD de sa Direction et de son Secrétariat, tout en assurant la responsabilité de la "Commission Centrale de presse et l'Information "(CCPI).

Détenu en novembre 1954, mis en liberté provisoire en mars 1955, il reprend ses activités militantes au FLN dont la Direction, représentée par Abbane Ramdane, le charge de rejoindre la Délégation Extérieure du FLN, au Caire. Il accomplit plusieurs missions en Amérique Latine, au Moyen–Orient, en Europe et à l'ONU. Il représente le FLN en tant que chef de sa délégation en Extrême–Orient avec siège à Tokyo, puis en Chine en qualité de chef de la mission diplomatique du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA).

Après 1962, et à l'insistance de frères de lutte, il exerce des responsabilités au sein de l'Etat, au Plan et à la fonction publique. Le1er mars 1976. Il est mis fin à ses fonctions et "appelé à d'autres fonctions".

A la suite de la publication le 7 mars 1976 d'un texte en faveur d'une constituante algérienne par Ferhat Abbas. Ben Youcef Benkhedda. Cheikh Keireddine et Hocine Lahouel, il n'a plus exercé de fonction jusqu'à sa mise à la retraire en 1985.

ISBN 9961-61-177-7
9 789961 611777